

Contribution a une histoire de la Gauche Communiste de France

A "Marc"

PRESENTATION

A travers la publication de cette brochure, notre organisation poursuit plusieurs objectifs :

1 - Rétablir l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire en France durant l'entre deux guerres, occultée par la bourgeoisie et, en particulier, par le courant trotskiste. Ce dernier, qui a rejoint le camp bourgeois durant la deuxième guerre mondiale, dispose aujourd'hui d'historiens patentés, tel Pierre Broué, qui ont publié des ouvrages traitant de l'opposition au stalinisme durant cette période. Ce ne sont que des falsificateurs alors qu'ils cherchent à se faire passer pour des esprits scientifiques et impartiaux. De façon totalement mensongère, ils réduisent l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire en France de cette période au seul courant qui se situait derrière Trotsky (¹). Or, celui-ci représente, en fait, 35 personnes après 1933. Par contre, la Gauche communiste, même faible, représente une centaine de personnes, à laquelle il faut ajouter les membres de la gauche italienne présents en France.

La faiblesse et l'éparpillement de la "Gauche communiste" en France a été un drame pour le mouvement révolutionnaire. Mais, si l'on veut être complet sur la réalité et l'importance de la "Gauche communiste" dans cette triste période contre révolutionnaire, on doit également compter des oppositionnels tels le groupe de Souvarine, celui de la *Révolution prolétarienne* ou de la "Fédération de l'Est" (groupes considérés comme se situant à la "droite" de "l'Opposition Internationale de gauche").

2 - Poursuivre le travail du CCI pour faire connaître à la classe ouvrière l'histoire des "gauches communistes", après celui sur la Gauche italienne et la Gauche germano-hollandaise.

(1) Les premières années de la création (1929-1933) de "l'Opposition Internationale de Gauche" avaient fait naître de grands espoirs parmi les révolutionnaires notamment ceux de la "Gauche italienne". Puis le courant trotskiste naît en 1933, et ce, après les différentes exclusions de tous les courants de gauche qui n'étaient pas purement alignés sur les positions de "l'Opposition russe" (trotskiste). Ce n'est pas un hasard si Broué commence la publication des Oeuvres de Trotsky en 1933. Cette politique bureaucratique et d'exclusion défendue par Trotsky est catastrophique:

- L'Opposition de gauche est divisée en 2 tronçons: les trotskistes (qui deviennent "centristes") et un courant à sa gauche. Le courant trotskiste est le moins nombreux. Il s'affaiblit régulièrement au cours des ans jusqu'en 1940, il n'a survécu que grâce à Trotsky lui-même.

- C'est pourquoi Trotsky défend alors un tournant pour un rapprochement avec les "gauches" de la social-démocratie.

La gauche communiste en France ne possède pas l'importance des autres gauches que ce soient au niveau politique ou théorique. Sa création n'a jamais pu aboutir avant la guerre mondiale, et cela pour 2 raisons essentielles:

- il n'y avait pas, dans ce pays, de tradition historique et politique forte d'une "gauche" antérieurement aux années 30;

- les années 30 ne sont pas favorables à la classe ouvrière puisque la vague révolutionnaire des années 20 a échoué et que l'on se situe dans une période de contre-révolution, avec la victoire du stalinisme et la montée du fascisme, qui va aboutir à la deuxième guerre mondiale.

Ce type de période, non seulement n'est pas favorable au regroupement des forces révolutionnaires mais, de plus, prélude à leur éclatement. Dans ces moments, très peu d'individus ont la force de résister, de se maintenir sur les positions révolutionnaires pour transmettre les acquis du mouvement ouvrier aux nouvelles générations ouvrières. Ils sont une poignée ceux qui y sont arrivés. "Marc Lavergne" fut de ceux-là. C'est même durant ces années d'épreuves qu'il a forgé et renforcé ses positions politiques en combattant d'abord au sein du P.C.F., puis dans l'opposition trotskiste et enfin dans la "gauche italienne". Pendant la guerre, c'est sous son impulsion que se forme le "Noyau français de la Gauche communiste" qui deviendra, à la fin de 1944, la "Fraction française de la Gauche communiste" (FFGC) et finalement la "Gauche communiste de France" (GCF) dont les publications sont *L'Étincelle* et *Internationalisme*. Toute sa vie il a poussé à la discussion politique et théorique entre les groupes révolutionnaires et à leur rapprochement.

En 1968, quand il est revenu en France, sa première attitude a été de prendre contact avec tous les groupes révolutionnaires existants pour essayer d'organiser une réunion entre eux, les pousser à la réflexion et les regrouper en vue d'intervenir dans la situation. A travers le CCI, dont il est l'un des principaux fondateurs, il restera, jusqu'au bout, fidèle à cette ligne politique.

3- Continuer à défendre le nécessaire regroupement des énergies révolutionnaires. Sans cesse, nous devons rappeler la méthode défendue, durant cette période, par la Gauche italienne - dans *Prometeo* et *Bilan* - qui, même au moment le plus défavorable de l'histoire, a toujours poussé:

- au débat et à la réflexion au sein du milieu révolutionnaire. La Gauche italienne a, en effet, toujours recherché la clarification politique. Il n'a jamais été question, pour elle, de taire ses divergences avec les autres groupes pour faire une unité de façade. Pour elle, au contraire, l'unité ne pouvait passer que par le maximum de clarté politique et théorique. Cependant, pour cette organisation révolutionnaire, il n'était pas question de rester confiner dans sa tour d'ivoire et de mener une réflexion en chambre, de façon sectaire, en ignorant les autres groupes et courants révolutionnaires.

- à tirer les enseignements et à faire le "bilan" des événements révolutionnaires des années 20.

- à regrouper les énergies révolutionnaires et à resserrer les rangs pour que les individus ne se perdent pas.

Par 3 fois, la "Gauche italienne" a utilisé cette méthode :

- 1- dans les années 1920 alors que les premières oppositions apparaissaient au sein des P.C.,

- 2- puis, en 1929, au sein de l'Opposition Internationale de Gauche (OGI) (2),
- 3- enfin, en 1933, en participant activement au regroupement des forces communistes à la gauche du courant trotskiste. (3)

A travers la publication de cette brochure, c'est, en fin de compte, au rappel et à la réappropriation de cette histoire et tradition communiste que le CCI compte contribuer.

CONTRIBUTION A UNE HISTOIRE DE LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

SOMMAIRE

- I - Les tentatives avortées de création d'une gauche communiste de France
- II - Pour une fraction française de la Gauche Communiste, un accouchement difficile
- III - Création de la Gauche Communiste de France, une naissance réussie
- IV - Pour le développement d'une aire de la Gauche communiste internationale, la Conférence de la Gauche communiste de 1947.

L'histoire de la social-démocratie en France, lorsque celle-ci était encore le parti de la classe ouvrière, n'a pas été marquée par l'existence d'un fort courant de gauche comme cela a été le cas dans d'autres pays tels l'Allemagne, l'Italie ou la Russie. Cette faiblesse n'a pas permis notamment que s'exprime, au sein du parti, une opposition conséquente à la dérive opportuniste de la direction, à sa politique de trahison de l'internationalisme prolétarien et de défense des intérêts du capital national dans la 1ère guerre impérialiste mondiale. Au lendemain de celle-ci, quand la perspective était partout à la construction de nouveaux partis du prolétariat, il y a bien eu, en France, une tentative de regroupement de forces de gauche autour de Raymond Péricat⁽⁴⁾ pour former un parti communiste. Mais cette tentative représentait essentiellement une réaction contre la trahison de la social-démocratie plutôt que la création d'une organisation qui s'appuyait sur des fondements théoriques sérieux. S'il ne fait aucun doute que le P.C.F., à sa fondation, quelque temps plus tard, fut un authentique parti du prolétariat, un produit de la vague révolutionnaire internationale, sa constitution était déjà marquée par l'opportunisme. C'est son rattachement à la III^e Internationale qui lui conférait tout son contenu et sa légitimité révolutionnaires.

Le P.C.F. fut le fruit d'un compromis que l'IC commit la lourde erreur d'encourager. Ce compromis fut passé entre une gauche très faible (ses deux principaux porte-parole, Lorient et

(2) cf. la brochure du CCI sur *l'histoire de la Gauche italienne* et la *Revue internationale* du CCI n° 9

(3) On mesure combien le BIPR et **Battaglia comunista** qui se veulent être les continuateurs de la "gauche italienne" sont éloignés de cette méthode. La gauche italienne a développé cette méthode alors que la période - dans un cours vers la guerre - n'était pas favorable. Que penser de leur attitude aujourd'hui, dans une période qui va vers des affrontements de classe!

(4) *Les libertaires français face à la révolution bolchevique en 1919 - autour de R. Péricat et du pari communiste* - 1993, brochure de "Noir et Rouge".

Souvarine étaient en prison au moment de sa création) et un fort courant majoritaire qui était, au mieux, "centriste".

Ce parti communiste a d'abord été dirigé par un centre infesté d'opportunistes, peu ou prou "repentis" d'avoir trempé dans l'Union sacrée pendant la guerre ⁽⁵⁾. Ses représentants les plus typiques étaient Frossard, conciliateur né et habile manoeuvrier, et Cachin, ex-émissaire du gouvernement français chargé d'entraîner l'Italie dans la guerre ⁽⁶⁾. Cependant, durant une très courte période, le P.C.F. a été dirigé par la gauche, en 1924, avant d'être "bolchévisé" puis de devenir un pur parti stalinien.

Si une véritable "gauche communiste" a existé en France, elle est apparue en opposition à la dégénérescence stalinienne du parti et elle est née d'une greffe de l'Opposition russe ainsi que des Gauches communistes italiennes (GCI) et germano-hollandaise (GCGH), via les éléments révolutionnaires dans l'immigration.

Entre les deux guerres impérialistes, il y eut trois tentatives pour regrouper les forces révolutionnaires et créer une gauche communiste unifiée en France. Elles n'ont pas abouti. C'est donc lentement et à la suite d'un long et patient travail que, sous l'impulsion de la Fraction italienne (GCI) notamment, des éléments qui avaient rompu avec "l'Union communiste", pendant et du fait de la guerre d'Espagne ⁽⁷⁾, allaient faire aboutir une ultime tentative.

Chapitre 1

TENTATIVES AVORTEES DE CREATION D'UNE GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

Dans les années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale, il y eut, en France, trois tentatives pour créer une gauche communiste et réunifier les différents groupes existant. Il ne s'agit pas, ici, d'en faire l'histoire exhaustive. Elle reste à faire. Il existe pourtant quelques ouvrages qui retracent incidemment l'histoire de ces organisations ⁽⁸⁾. Notre souci premier, dans cette brochure, est de tirer les enseignements politiques essentiels de ces expériences.

Il est à noter que les groupes trotskistes actuels font, pour ainsi dire, le silence sur ces organisations dont l'histoire a pourtant recoupé, pendant plusieurs années, celle de l'Opposition réunie autour de Trotsky dont ils se disent pourtant les héritiers.

(5) La direction du Parti socialiste a soutenu les différents gouvernements d'Union nationale, ses parlementaires ont voté les crédits de guerre et enfin, après les premiers mois de guerre, les ministères ont comporté des ministres socialistes.

(6) Envoyé en Italie pour remettre à Mussolini (alors membre du PSI) de l'argent afin qu'il publie un journal chauvin appelant à l'entrée de l'Italie dans la guerre aux côtés de la France. C'est ce même Cachin qui se vantait d'avoir pleuré de joie lorsqu'il a vu le drapeau français flotter à nouveau sur Strasbourg en 1918.

(7) *Résolution* de la Gauche communiste italienne "Pour une fraction française de la Gauche Communiste" Octobre N° 4 - mai 1938.

(8) Il faut comparer d'une part la *Contribution à une histoire de la Gauche italienne*, livre du CCI et la *Revue Internationale* n°9 (mars 1977), d'avec d'autre part *Tout est possible!* Jean Rabaut, Denoël. *Le mouvement trotskiste en France*, Y. Caïpeau, Syros, *Le mouvement communiste en France*, texte de Trotsky présentés par P. Broué, Minuit, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, C. Gras, Maspéro, etc...

Par contre ils sont plus disert sur les moments où l'histoire de leurs "ancêtres" a croisé (pour ne pas dire qu'elle s'est confondue avec) celle de la social-démocratie ⁽⁹⁾. Ils montrent ainsi, à travers les organisations auxquelles ils font référence et qui sont des organisations bourgeoises, dans quel camp ils se situent. Quand, occasionnellement, ils évoquent la Gauche communiste c'est pour la faire passer pour un courant, au mieux sectaire et au pire exotique et n'ayant aucune prise sur la réalité.

1-) La première tentative d'unification, à l'initiative de "*Contre le courant*" (14 et 15 juillet 1928) ⁽¹⁰⁾.

L'année 1928, avec les vagues d'expulsion de militants des PC, voit apparaître un peu partout des groupes d'opposition se réclamant d'une résistance à la politique stalinienne. L'Opposition russe ayant été décapitée, celle des pays européens et américains va prendre la relève : en Allemagne (le "Leninbund"), en Belgique (autour de Van Overstraeten et Hennaut), aux Etats-Unis (la "Communist league of America") etc.

Mais, c'est surtout en France que l'Opposition internationale va puiser ses principales forces : écarté de la direction du PCF, Treint fonde "l'Unité léniniste" (qui deviendra "le Redressement communiste") qui influence des petits groupes d'ouvriers de Bagnolet et Courbevoie (autour de Gaston Davoust); Pierre Naville réunit des éléments autour de la publication *Lutte de classe*; un groupe d'opposition se forme sur la base du 15^e rayon du PC. Et cette liste est loin d'être exhaustive.

C'est le groupe "l'Opposition communiste", fondé en novembre 1927 et publiant "Contre le courant", qui propose une conférence d'unification de toute l'opposition pour le 14 et 15 juillet. Une lettre ouverte datée du 2 juin est envoyée, dans ce sens, aux groupes suivants :

- les Oppositionnels de Limoges autour de Marcel Body,
- le Cercle Marx et Lénine de Souvarine,
- la Fraction de gauche du PC d'Italie,
- le Groupe Treint-Barré "*Redressement communiste*",
- le Groupe lyonnais de l'Opposition (dit "Souzy"),
- "*La lutte de classes*" (groupe autour de Naville),
- "*Le réveil communiste*" (groupe de Pappalardi, 1^{ère} fraction de la gauche italienne),
- Rosmer et la tendance syndicaliste révolutionnaire de la "*Révolution prolétarienne*".

La plupart des groupes déclinent cette invitation et ce qui aurait pu donner naissance à une véritable Gauche Communiste de France va être un échec.

Cet insuccès s'explique par un certain nombre de raisons essentielles :

⁽²⁾ *Révolutionnaires de la SFIO*, J-P. Joubert, Presses de la fondation des sciences politiques. Dans les *Oeuvres* de Trotsky publiées par P. Broué dans le tome 1 qui va de mars à juillet 1933, il n'y a aucune lettre de Trotsky traitant de la conférence de l'Opposition de Gauche. Par contre nous trouvons de nombreuses lettres sur le congrès antifasciste et les courants de la gauche socialiste!

⁽¹⁰⁾ *Contre le courant* organe de l'Opposition communiste, reprint Feltrinelli. L'initiateur du groupe était Maurice Paz qui finira après 1934 comme membre de la "droite" de la SFIO.

- d'abord du fait de la multiplication des groupes d'opposition, notamment en France, et de leur dispersion politique; il n'a pas existé de fraction au sein du PCF qui aurait pu donner une cohérence à un groupe véritable;

- puis, par le fait que cette première tentative de regroupement est conçue sans une véritable confrontation des positions entre les groupes et, encore moins, sans plateforme commune. Comme le souligne avec la plus grande clarté la Gauche italienne : "*Nous pensons qu'il est indispensable de se connaître réellement avant d'en arriver à affirmer si tel ou tel groupe fait une véritable critique de gauche.*" (**Prométéo**);

- une autre raison est que le critère principal que tous les groupes partagent est leur commune opposition au PCF; ainsi, partir de l'anti-stalinisme comme base de discussion (et non pas des positions et de l'expérience révolutionnaire de l'IC) est plus qu'insuffisant pour confronter les positions politiques et encore moins pour bâtir une unité politique et organisationnelle;

- enfin, il existe une raison aggravante qui est circonstancielle, c'est qu'il y a trop d'inimitiés entre tous ces anciens militants du PCF. une grande majorité d'entre eux ne peut accepter de travailler avec ceux qui, peu de temps auparavant, les ont exclus du parti, notamment avec le "bolchévisateur" Treint.

2-) La deuxième tentative : le prolongement de la conférence de fondation de "l'Opposition de Gauche Internationale" (OGI) du 6 avril 1930 à Paris.

En février 1929, un événement vient de se produire qui est très important pour les oppositionnels, c'est l'expulsion de Trotsky de l'URSS par Staline. Cet événement leur donne un nouveau souffle et des contacts se mettent en place, à l'échelle internationale, entre eux et celui qui est symboliquement leur représentant naturel.

Ainsi, au deuxième semestre de cette année, se crée de facto l'Opposition de gauche internationale (OGI). En France, le 15 août, paraît le premier numéro de *La Vérité* de la *Ligue communiste (opposition de gauche)* qui vient de se créer autour de Naville et Rosmer et qui se présente comme le véritable porte-parole de toute l'opposition française.

Un faux "regroupement" s'effectue—autour de la *Ligue communiste* qui a un statut d'opposition au sein du PCF. Il s'agit en fait d'une absorption par la Ligue de la plupart des militants du groupe *Contre le courant*. Les quelques individualités qui n'y adhèrent pas—éditent, pendant un certain temps, un autre organe : *Le Libérateur* (novembre 1929 - mars 1930). ⁽¹¹⁾

La nouvelle tentative de regroupement se fait essentiellement à la demande de Trotsky et sous l'égide de ce dernier groupe qui appelle, pour le 6 avril 1930, à une conférence de fondation de "l'Opposition de gauche internationale". La convocation de cette conférence est très précipité, peu préparée et très volontariste. C'est ainsi que tous les groupes de l'Opposition n'y sont pas invités et que, par exemple, la "Gauche italienne" en est avertie au dernier moment. Les camarades "Severino" et "Peri" (Bottaioli - 1900-1959) y assistent tout de même, parce

⁽¹¹⁾ L'ex 15 ème Rayon du P.C., toujours prêt à rechercher l'unité au sein de l'Opposition, avait à l'époque appelé à une réunion de confrontation pour le 26 février 1930 entre ces derniers : les amis de Maurice Paz (*Le Libérateur*), La Ligue communiste, le *Redressement communiste* de Treint (en tout 60 personnes). Mais d'entrée Alfred Rosmer émet des doutes sur une possible unification à cause des divergences sur le conflit sino-russe et sur la question syndicale. Ce fut un nouvel échec.

qu'ils habitent Paris et qu'ils sont contactés individuellement, mais c'est sans mandat officiel ni de leur organisation ni de leur Commission exécutive. Cette dernière se trouve à Bruxelles (¹²).

Comme nous l'avons déjà montré, ci-dessus, cette conférence n'aboutit pas à un véritable regroupement de la majorité des forces révolutionnaires qui se trouvent toujours éparpillées en France et dans le monde mais bien plutôt à la fondation, de façon volontariste par Rosmer et Naville, avec la bénédiction de Trotsky, de l'Opposition de Gauche Internationale (OGI). C'est pourquoi il persiste toujours une ambiguïté sur l'OGI et sur le Bureau international qui la représente : ont-ils une réelle existence politique ou sont-ils des créations artificielles voire un bluff? (¹³) C'est cette ambiguïté que ressent très fortement la Gauche italienne et les autres courants de Gauche qui n'adhèrent pas à toutes les positions de la "Gauche russe" et à celles de Trotsky.

Contrairement à la tentative d'unification de 1928 qui aurait été, si elle avait réussie, une "véritable création", celle-ci est en fait une "greffe". Elle n'aboutit pas à un regroupement des forces de l'Opposition en France pour 2 raisons essentielles. Elle s'effectue :

- autour de l'Opposition russe et des positions de Trotsky, (¹⁴)
- sur le principe de l'Opposition et non pas d'un nouveau programme à opposer au PCF.

3-) La troisième tentative : la Conférence d'unification de 1933

Les réunions de la Conférence d'unification de 1933 représentent un sommet pour l'Opposition et le moment le plus lucide dans l'histoire de la gauche communiste en France. C'est pourquoi nous faisons le choix de publier intégralement les textes écrits pour cette conférence et qui ont été regroupés dans un *Bulletin préparatoire* en 1933.

La Ligue communiste (trotskiste), après avoir exclus de l'Opposition de gauche internationale tous les courants ayant de véritables positions propres ou une filiation solide (¹⁵), connaît, très vite après sa création, des crises et le départ de nombreux militants. Ces événements se produisent notamment du fait de méthodes et pratiques bureaucratiques qui existent en son sein.

A l'automne 1930, il y a le départ de Rosmer. Puis le départ des éléments qui vont donner naissance au *Communiste*. Ils publient le *Bulletin de la Gauche communiste* depuis avril 1931, mais ils acceptent de suspendre cette publication pour participer à la Conférence de la Ligue des 2, 3 et 4 octobre 1931 pensant qu'il pourrait y avoir une possibilité de redressement de cette organisation et notamment un changement de ses méthodes organisatives internes. C'est un échec car les méthodes de la Ligue ne changent pas; et le *Bulletin* donne naissance au

(¹²) Cf. livre du CCI sur la Gauche italienne, op. cit.

(¹³) cf.: archives de la fraction italienne et de Perrone à la BDIC, Nanterre.

(¹⁴) La date de sa création 1930 en porte, bien évidemment, toute sa signification. C'est la raison pour laquelle elle se situe après l'expulsion de Trotsky de Russie.

(¹⁵) Comme ce fut le cas pour la gauche italienne, pour le courant Landau en Allemagne et pour celui de Nin en Espagne (comme nous l'avons montré dans notre brochure *Contribution à une histoire de la gauche italienne* et plus particulièrement dans son *Complément*).

Communiste en novembre 1931. Enfin le groupe Treint/Barré du *Redressement communiste* va, dans un premier temps, adhérer à la Ligue à la fin de cette conférence ⁽¹⁶⁾.

Tous ces groupes ou éléments ont mis leurs espoirs dans un changement d'attitude de la Ligue après la "Paix de Prinkipo" ⁽¹⁷⁾; ils aspirent à une discussion politique ouverte sans que leur soient parachutés les décisions ou les virages politiques en provenance des organes centraux.

Mais cette Conférence de la Ligue d'octobre 1931, après quelques résultats, comme l'adhésion des membres du *Redressement communiste*, est un nouvel échec. Deux membres de ce dernier groupe sont élus au Comité central de la Ligue : Treint et Marc Chiric. Mais ils quittent la Ligue moins d'un an plus tard ⁽¹⁸⁾, eux aussi sur des questions d'organisation et de droit des minorités, et donnent naissance à *La Fraction de gauche*. Celle-ci ne reste pas sur cet échec et n'accepte pas l'éclatement des forces révolutionnaires. Elle fait la proposition d'une conférence d'unification, et notamment un de ses membres, Marc, s'en fait le fervent promoteur.

C'est ainsi que nous retrouvons, de nouveau, tous ces groupes, au début de 1933, en tant que protagonistes d'une nouvelle conférence d'unification. Et, cette fois, c'est le groupe de la banlieue Ouest qui prend l'initiative de convoquer :

- la "Fraction de gauche" qui, à ce moment-là, connaît une nouvelle scission avec le départ de Treint et de Nelly Rousseau. La scission s'effectue sur la question de la nature de l'URSS : Treint considère que l'URSS n'a plus rien d'ouvrier;

- la "Gauche communiste" qui publie *Le Communiste*;

- la Ligue communiste et sa minorité qui vient de se créer;

- la Fraction de Gauche du PC d'Italie;

- de petits groupes comme *Pour la Renaissance communiste*, une scission de la Gauche italienne qui comporte 3 éléments. La scission s'est également effectuée sur la question de la nature de l'URSS;

- le groupe dit des "Etudiants";

- des individus: Kurt Landau, Simone Weil ⁽¹⁹⁾, etc.;

La lettre d'invitation à la conférence propose de débattre les 3 questions essentielles suivantes:

- 1 - la politique de masses de l'avant-garde communiste (le travail syndical et le contact avec les masses),

- 2 - l'appréciation du régime soviétique et de ce qu'est devenue la dictature du prolétariat en URSS,

⁽¹⁶⁾ Nous relatons les événements de ce congrès dans le Complément à l'histoire de la Gauche communiste in livre du CCI. op. cit.

⁽¹⁷⁾ Paix signé par tous les oppositionnels au cours de leur déplacement à Prinkipo en Turquie où se trouvait Trotsky à l'époque.

⁽¹⁸⁾ *La lutte de classes* n° 39 du 15 juin 1932, p. 21 et p. 26 pour la résolution de la Ligue et la *résolution d'organisation* dite "Marc-Treint".

⁽¹⁹⁾ Elle a commencé à travailler avec "le cercle communiste démocratique" de Souvarine et la Fédération communiste indépendante de l'Est (FCIE).

3 - l'appréciation de l'IC et de ses perspectives politiques. Comment réaliser le redressement communiste (fraction ou 2ème parti? Le régime intérieur de l'Opposition de gauche).

Par rapport aux grandes questions posées dans cet ordre du jour (nature de l'URSS et des PC, perspectives organisationnelles), les participants vont se diviser en 2 grandes tendances. La majorité des groupes estime qu'il y a encore, à ce moment-là, quelque chose de prolétarien dans l'Etat d'URSS et que pour l'instant la tâche est encore au redressement des partis communistes. En conséquence, il ne s'agit pas de créer un nouveau parti communiste. Au début de la conférence, Treint est seul à défendre l'idée que l'URSS n'a plus rien de prolétarien.

C'est sur la base de la défense de l'URSS que les membres de la Ligue communiste assistent à la première réunion (8 - 9 avril); ils proposent la déclaration suivante:

"Nous demandons l'exclusion de tous ceux qui nient la nature prolétarienne de l'Etat soviétique car nous pensons que la Conférence ne doit pas se baser sur les problèmes politiques mais sur les questions d'organisation qui maintiennent éparpillés les différents groupes qui se réclament du camarade Trotsky". ⁽²⁰⁾

Mais, alors que la grande majorité des participants rejette l'ultimatum qui accompagne cette déclaration et refuse d'exclure ceux qui, comme Treint, ne défendent pas l'Etat soviétique ainsi que ceux qui mettent en avant la nécessité immédiate de créer un nouveau Parti communiste (puisqu'il a trahi), la délégation de la Ligue décide de se retirer.

Rapidement, le groupe des "étudiants" et Simone Weil se retrouvent sur les mêmes positions que Treint et se retirent à leur tour un peu plus tard, utilisant la même méthode inacceptable que la délégation de la Ligue : chercher à imposer, par un ultimatum, par le chantage, leur position. Ils se retirent à la fin d'une séance après l'intervention d'"Alfredo" ⁽²¹⁾ de la gauche italienne qui est applaudie par la majorité de la Conférence. En résumé, Alfredo défend l'idée que la question essentielle, pour la conférence, n'est pas de déterminer la "nature de l'Etat soviétique" mais de travailler pour la création d'une fraction française ⁽²²⁾.

Réunis à part, ceux qui se sont retirés mettent au point un texte intitulé : "*Où en sommes-nous?*". Ce texte est signé par tous ces militants auxquels se joint Aimé Patri de la "Gauche communiste" ⁽²³⁾.

L'organisation et la tenue de la conférence

Une commission politique (le Comité intergroupe) est nommée pour préparer la Conférence. Elle est composée de:

- Marc, Henri Barré, Sarah pour le **Redressement communiste**,
- Lacroix ⁽²⁴⁾, Marcel Fourier ⁽²⁵⁾, Gaston Davoust (ex 15ème rayon),

⁽¹³⁾ in *Pour la renaissance communiste* n° 3 - 17 avril 1933.

⁽²¹⁾ Bruno Bibbi.

⁽²²⁾ C'est la position de base de la Fraction italienne (FI) qui défend cette idée de fraction depuis sa création. (cf. : le livre du CCI op. cit.).

⁽²³⁾ Archives R. Lefevre et cité par J. Rabaut op. cit p. 88 à 100;

⁽²⁴⁾ Ex secrétaire du 15ème rayon du PCF puis membre du groupe de la banlieue ouest, groupe très influencé par Treint et le **Redressement communiste**. Lacroix était livreur-concierge à la Cooptypographie : coopérative ouvrière d'imprimerie.

⁽²⁵⁾ Il passera pendant la guerre dans le camp de la bourgeoisie. Il sera animateur avec Pierre Rimbert de **Notre révolution** pendant la guerre impérialiste de 1940. Ils qualifient la guerre, de guerre impérialiste mais ils prennent parti pour les "démocraties". Ils auront été membres à la fin des années 30 du groupe **Que faire?**

- Collinet⁽²⁶⁾, Bertrand, Lévine, Vacher pour le *Communiste*,
- Pierre Rimbert⁽²⁷⁾, Félix pour la minorité de la Ligue,
- "Alfredo Bianco" (Bruno Bibbi), "Gigi" (Danielis), Piero Corradi pour la Fraction italienne.

La conférence a tenu ses séances les 8/9 avril, les 22/23 avril, le 7 mai et le 10 juin 1933.

Les participants étaient au nombre de 72 (pointage de ceux qui sont arrivés à l'heure)⁽²⁸⁾ :

- 16 participants de la "Gauche communiste" (*Le Communiste*)

K. et W. Bertram (Kurt et Katia Landau), Collinet "Sizoff", Masseron, Dorne, Marie Louise Haubert, Simone Kahn, Sagette, Madrange, "Daniel Lévine" (Paul Le Pape), Vacher, Jeanne Haulot, Pairault, Allegret, Aimé Patri "Ariat", Rosmer (pour la séance du 23/4/33).⁽²⁹⁾

- 11 participants du Groupe de la Banlieue Ouest (ex-15ème rayon - journal *Le Bulletin*) : Bonneville, Lacroix, G. Davoust, Verdeaux, Marcel Fourier (adhésion en 1931), Béranger, Colin, Benjamin Péret (adhésion en 1932), Laure et M. Maillet, Chausson.

- 7 participants de la "Fraction de Gauche" (Groupe de Bagnolet) : Barré, Marc Chirik, Sarah, Louvard, Davannes, De Souter, Capdeville.

- 8 participants du Groupe des "Etudiants" : Jean Rabaut, Bénichou, Jean Prader⁽³⁰⁾, Jeanne, Devoyen, Paul Schmierer⁽³¹⁾, Petitgrand, Max Pétal.

- 8 participants de la Gauche du PCI : "Alfredo", "Péri" (Bottaioli), Ernest et Pierre Corradi, Mathilde, "Gigi", "Dotto", "Titi".

- 2 participants de la "Ligue des Communistes Internationalistes" de Belgique : A. Hennaut et Herbrant

- 5 participants de la "Minorité" de la Ligue Communiste : Rimbert, "Félix" (Elie Rasijansky), "Emile" (Michel Mazliak), Walfiez, Mayer (les 4 derniers faisaient partie du Groupe Juif de la Ligue)

- 6 individualités : Nelly Rousseau et Treint "Effort communiste"; Mathieu, Gandi, Marie Pour la renaissance communiste (ex fraction de gauche du PCI); Simone Weil.

⁽²⁶⁾ Michel Collinet adhère après le 6 février 1934 aux groupes des "Amis de l'Unité" de Doriot avant de créer le PSOP dont il rédige le Manifeste le 8 juin 1938.

⁽²⁷⁾ Carlo Torielli, ouvrier typographe, né en Italie en 1909. Il est exclu du PCF en 1932. A la fin des années 30, il est membre du groupe *Que Faire?* Puis il adhère à la SFIO qu'il quitte en 1958 à cause de la participation de Guy Mollet au gouvernement de De Gaulle. Il a été ensuite animateur de l'OURS (groupe de recherche de la SFIO).

⁽²⁸⁾ Archives Gaston Davoust (Chazé).

⁽²⁹⁾ Correspondance de Gaston Davoust du 3/2/82 à un membre du Courant Communiste International (CCI). Un certain nombre de ces militants adhéreront en 34/35 au groupe de Doriot avant de rejoindre 2 ans plus tard le PSOP.

⁽³⁰⁾ Bénichou et Prader adhèrent après 1933 au "Cercle communiste démocratique" de Souvarine. Ce dernier possède la même position sur la nécessité de créer un deuxième parti communiste. Puis, ils le quittent après le 6 février 1934 pour participer au groupe *Masses* créé depuis avril 1931 par René Lefeuve? C'était d'abord un cercle d'études regroupant des membres du PCF, des exclus de ce derniers et quelques individualités. Les événements du 6 février 1934 lancèrent ces derniers dans l'action immédiate. Jean Rabaut se retrouve dans la gauche socialiste en 1934-37 et enfin trahit clairement la classe ouvrière, il devient adjoint du commandant des F.F.I. des Basses-Alpes. Il est clair que la non clarté sur la période, le rapport de force entre les classes et la question de fascisme a débousolé nombre de ces éléments.

⁽³¹⁾ Suit le même cheminement que Prader. Il constitue avec ce dernier et quelques autres, tous membres des "Gauches révolutionnaires" de la SFIO, le 1er décembre 1936 un "Comité d'action socialiste pour la levée de l'embargo" en Espagne (CASPLE).

- 11 participants de la Ligue Communiste (trotskiste) : R. Molinier, Pierre et Denise Naville, Pourtis, Gérard Rosenthal, Albert, Saval, "Witte" (Dimitri Yotopoulos - Grèce), Roger, Lastérade, "Blasco" Pietro Tresso (NOI) ⁽³²⁾.

Par l'envoi d'une lettre datée du 5/4/1933, l'Opposition de Gauche d'Autriche salue l'initiative de cette conférence d'unification.

* *

Que deviennent tous ces éléments au début des années 30?

Le "groupe des Etudiants", Treint et Simone Weil quittent donc la Conférence fin avril après leur ultimatum sur la question russe. Ils jugent *"impossible de considérer l'Etat russe actuel, où ne subsiste, sinon sur le papier, aucunes formes politiques ou économiques du contrôle ouvrier, comme un Etat de travailleurs s'acheminant vers l'émancipation socialiste"*.

La Ligue Communiste, nous l'avons déjà souligné, quitte la première séance sur un ultimatum par rapport à la position de Treint et s'en va sur la déclaration : *"Adhérez à la Ligue!..."*. Puis elle réapparaît une ou deux séances plus tard (en mai) quand les groupes comme celui de Treint qui ont rompu sur la question de l'URSS ne sont plus présents. En fait c'est un prétexte pour pouvoir assister aux séances sans réellement participer au travail de regroupement ⁽³³⁾.

La Conférence se termine par la réunification de 3 groupes : la "Gauche communiste", la "Fraction de gauche" et le "Groupe de la banlieue ouest".

Très vite, à ce regroupement s'allie la "minorité" (35 éléments) qui est exclue de la Ligue en septembre. Celle-ci, sous l'appellation de "Union communiste" (UC), a déjà publié un premier numéro de *'Internationale'* sous la responsabilité des 35 exclus. L'ensemble unifié conserve le nom d'UC et assumera la publication de *'Internationale'* à partir du numéro 2 ⁽³⁴⁾.

Sur la base de cette dynamique de regroupement, la "Fraction de Gauche du PCI" propose la publication d'un organe commun avec 2 autres groupes, l'"Union communiste" et la "Gauche communiste Allemande". Mais, les autres organisations refusent et la "Fraction de Gauche du PCI" décide de publier, en novembre 1933, la revue *BILAN* sous sa seule responsabilité ⁽³⁵⁾.

⁽³²⁾ Membre du Comité central du PCI dans les années 20, participe à la bolchévisation du PCI contre les membres de la Gauche italienne puis il est expulsé pour trotskisme en 1930, fonde la NOI. Il est assassiné par les staliniens en novembre 1943.

⁽³³⁾ C'est l'avis de Gaston Davoust ("Chazé") qui nous l'a maintes fois écrit.

⁽³⁴⁾ Les 35 exclus de la Ligue qui forment la première "Union Communiste" sont, par ordre alphabétique, les camarades suivants:

Beaussier, Boulgar, Charles, Christian (R = Roumanie), Dimitri Yotopoulos "Witte" (G = Grèce), Doudain, Drucker, Edmond (P = Pologne), Emile, Georges (P), Mario Bavassano dit "Giaccomi" (NOI = Nouvelle Opposition Italienne), Robert Glasmann (né le 13 juillet 1913 - imprimeur), Guimel, Jean-Jacques, Joseph, Kouléche (P), "Laroche" Szaja Schönberg (chimiste), Lastérade, Lax, Lew, Louise (G), Lucien, Marcelle (P), Martin (R), Mayer, Paul W (P), Paul, Robert, Roger (P), Saval, Teresa Recchia (NOI), Tomek, "Turin" (NOI), Victor (R), G. Walfiez. (correspondance de Claude Naville à G. Davoust, archives Davoust.

⁽³⁵⁾ Le CCI se revendique de cet esprit qui a été plusieurs fois défendu par la "Gauche italienne" dans les années 30 et notamment au cours de cette Conférence.

* *

Qu'advient-t-il des membres de la Gauche communiste française à la fin des années 30?

Certains, en grande partie provenant de la Ligue communiste, de son ex-"minorité" et de l'ex-"Gauche communiste", connaissent un fort recul politique et adhèrent d'abord au groupe de Doriot puis au PSOP.

Dans l'Union communiste (UC), du fait de la guerre d'Espagne, il reste encore : Glasmann, Laroche, Voradi, Kouléche, Marcelle, Lew et Lastéradé ainsi qu'un ou deux autres camarades⁽³⁶⁾; et enfin les membres de l'ex-"Groupe de la banlieue Ouest" (notamment Chazé).

Par contre, en 1936-1937, après le déclenchement de la guerre d'Espagne, les membres de la "minorité de la Gauche italienne" organisent une "communauté de travail" avec l'UC.

D'autres éléments provenant d'un groupe conseilliste, comme Jean Dautry, rejoignent alors l'"Union communiste".

Il existe enfin quelques éléments comme "Marc" qui, en 1936 au moment de la guerre d'Espagne, rejoignent la "Gauche italienne" : ils défendent l'idée que les prolétaires n'ont pas à choisir entre la "démocratie" et le fascisme, l'un et l'autre représentant des camps différents au sein de la bourgeoisie; de même que la guerre d'Espagne n'est qu'un moment de la guerre impérialiste où le prolétariat n'a aucun camp à défendre. Dans le contexte de défaite générale de la classe ouvrière, de dispersion des dernières énergies révolutionnaires et de confusion en leur sein, la clarté politique et organisationnelle de Marc est à souligner. Elle jouera un rôle décisif dans la naissance, 7 à 8 ans plus tard, de la Gauche communiste de France.

Quelles leçons peut-on tirer de cette conférence?

1- C'est à partir de cette conférence que, pour la première fois, commence à se constituer une véritable opposition unifiée en France.

Contrairement à la Ligue communiste qui, en 1930, s'est créée sur la base des positions de la Gauche russe - positions reprises et adoptées sans la moindre discussion - et en rejetant celles des autres courants, cette 3ème tentative d'unification est fondamentalement marquée par une volonté de clarification politique. La conférence a permis des débats sérieux et profonds entre tous les groupes présents. Ceux qui ont adhéré au regroupement qui s'en suivit, comme ceux qui l'ont refusé, l'ont fait en toute connaissance de cause.

2 - Cette conférence met en lumière de façon éclatante la méthode qui doit être défendue par les révolutionnaires. Et sur ce plan, la "Fraction italienne", qui y a pris une part très importante, fut exemplaire. Elle a développé sa position dans le texte publié ci-après, *"Vers la construction d'une véritable Fraction de gauche en France"*, qui pousse à la réunification des groupes en France sur la base des positions du II^o Congrès de l'IC et avec la volonté de ne rejeter aucun groupe oppositionnel *"considérant chacun d'eux comme un courant reflétant des opinions du prolétariat français"*.

Elle a enfin présenté une résolution intitulée *"Contribution de la fédération parisienne de la Fraction de gauche du PCI"*, qui délimite bien ses positions par rapport à celles des participants

⁽³⁶⁾ Correspondance de G. Davoust du 22/04/84 avec un membre du CCI

à la Conférence, que nous publions également. Cette résolution reprend les points principaux du premier texte. Elle ne fut pas acceptée par la majorité de la Conférence qui reprenait, comme Trotsky, les positions de base des 4 premiers congrès de l'IC. Le contenu de ce texte sera développé dans le "*Projet de constitution d'un bureau international d'information*" publié dans *Bilan* n°1.

Voilà un remarquable travail accompli par la Gauche italienne, sur la base de la méthode marxiste, que les actuelles organisations de la Gauche communiste doivent se réapproprier.

Aujourd'hui, ces organisations sont dispersés et isolés. Il est inadmissible qu'elles ne puissent pas se rencontrer pour confronter leurs positions politiques et savoir jusqu'où elles peuvent se mettre d'accord pour travailler ensemble.

3 - Le courant réuni autour de Trotsky en 1933, la Ligue Communiste, refuse la discussion et toute remise en cause de ses positions. De ce fait il connaît un processus de sclérose et d'involution rapide vers l'opportunisme. Après 1933, il développe une politique d'entrisme dans la social-démocratie pour "aller aux masses". Il glissera ensuite de plus en plus vers la "droite" jusqu'à son passage définitif, au cours de la guerre impérialiste mondiale, dans le camp de la bourgeoisie.

C'est malheureusement Trotsky lui même qui donne le ton. Après avoir, dès le début de la conférence, rejeté violemment la position de Treint sur la nature de l'Etat russe et sur la nécessité de créer un "2ème parti communiste", il va défendre cette même position quelques mois après et préconiser la formation d'une nouvelle internationale : la IVème.

4 - Il est "minuit dans le siècle". L'échec de la première vague révolutionnaire se termine par la victoire de la contre-révolution stalinienne en Russie et dans les PC, par l'arrivée du fascisme en Allemagne après l'Italie et par la marche du capitalisme vers la 2ème guerre mondiale. Cette période historique est aussi marquée par la dispersion des dernières forces révolutionnaires.

L'effort de regroupement engagé à partir de la conférence de 1933 n'a malheureusement pas toutes les suites espérées notamment après la création de "*l'Union communiste*". Mais l'erreur politique essentielle qui va faire de cette "fraction française" une fraction mort-née, résulte de son orientation politique qui a consisté à prendre, sans critique, le programme des 4 premiers congrès de l'IC. Ce choix l'a empêché de se doter d'une plate-forme politique propre. La "gauche italienne", quant à elle, juge fort justement que cette "*méthode de travail aurait été plus longue et plus laborieuse, mais les résultats auraient été positifs et le prolétariat français aurait enfin eu son organisation de classe*".

Après l'échec du processus entamé par cette conférence, il ne restera plus aux révolutionnaires que de se préparer à durer, à traverser la période difficile pour préparer au mieux les "cadres" de demain et transmettre aux futures générations le programme révolutionnaire pour la nouvelle vague de luttes de classe.

C'est ce que commence à comprendre la "gauche italienne" qui cherche à lancer un organe de presse pour confronter les différentes positions avec "l'Opposition de Gauche française" et "l'Opposition de Gauche allemande". Cette politique n'est pas comprise ni encore moins suivie à cette époque. Mais, la Gauche italienne ne perd pas l'espoir de convaincre; elle décide alors d'en prendre seule la responsabilité en créant la revue *Bilan* en novembre 1933 pour tirer les leçons de la dernière grande vague révolutionnaire des années 20.

Chapitre 2

POUR UNE FRACTION FRANCAISE DE LA GAUCHE COMMUNISTE

Après l'échec de la vague révolutionnaire des années 20, le mouvement ouvrier doit faire face au déchaînement d'une contre révolution terrible. Elle se manifeste par la montée du stalinisme et du fascisme avant de déboucher sur la deuxième guerre impérialiste mondiale. Les révolutionnaires de plus en plus isolés, de moins en moins nombreux, sont à contre courant. D'abord ils créent "*l'Opposition de gauche internationale*" en 1929. Mais bien vite ils se divisent. Il y a ceux qui, comme Trotsky, croient que le "mouvement est tout", que le cours est encore à la révolution et pensent pouvoir faire l'économie d'un bilan critique "sans ostracisme"⁽³⁷⁾ de la période des années 20. Ils vont perdre pied et tomber dans l'opportunisme avant de passer dans le camp de la bourgeoisie au cours de la deuxième guerre mondiale en soutenant un camp impérialiste, celui de la Russie, contre l'autre.

La guerre d'Espagne est une nouvelle épreuve pour l'*Opposition*, un nouveau coup, peut être encore plus rude, porté aux quelques éléments qui, après une rupture d'avec le trotskisme (comme nous venons de le voir dans le premier chapitre), sont à la recherche de la plus grande clarté politique. Ces événements leur sont fatals. Très peu franchissent ce cap, en restant fidèles aux positions de la "gauche" de l'IC et en se portant aux côtés de la gauche italienne. "L'Union communiste" en France et la "Ligue des Communistes Internationalistes" de Belgique tombent dans l'antifascisme et le soutien au POUM qui participe au gouvernement bourgeois de la Généralité de Catalogne. Or la fraction italienne de la gauche communiste avait réussi à constituer une "Communauté de travail" avec ce dernier groupe et travaillait étroitement avec le premier. Elle se retrouve ainsi très isolée et affaiblie, d'autant plus que certains de ses militants sont, à leur tour, gagnés par l'antifascisme. Une "minorité de la GI" se crée⁽³⁸⁾, la "Ligue des Communistes Internationalistes" se divise et "l'Union communiste" va voir quelques uns de ses membres la quitter.

Malgré tout, un sursaut se produit en Belgique, en France mais aussi au Mexique. La fraction italienne rentre en contact avec le "Grupo de Trabajadores Marxistas"⁽³⁹⁾. Cette situation la pousse à prôner la création d'une fraction de la Gauche Communiste dans tous les pays. C'est ainsi qu'est créé, en 1937, entre la Gauche italienne et les éléments qui viennent de rompre d'avec la "Ligue des Communistes Internationalistes" de Belgique, le Bureau International de la Gauche Communiste⁽⁴⁰⁾.

La résolution ci-après est en direction de la France et s'adresse à des éléments, tel Marc C. ("Lavergne"), en rupture d'avec "l'Union Communiste". Ne pouvant pas créer tout seul créer une fraction française de la gauche Communiste, celui-ci va rejoindre la Gauche Italienne.

Résolution d'Octobre n°4 "Pour une fraction française de la Gauche communiste" (1938)

⁽³⁷⁾ *Bilan* n° 1 (1933).

⁽³⁸⁾ cf. notre *livre Contribution à une histoire de la Gauche italienne*

⁽³⁹⁾ *Revue Internationale* n° 50

⁽⁴⁰⁾ *Octobre* N°1 février 1938 "*Résolution sur la constitution du Bureau International*" page 4

"Une thèse du marxisme est la suivante: dans chaque époque historique, le prolétariat de n'importe quel pays capitaliste contient, latentes ou agissantes, les solutions de ses problèmes de classe et, mieux encore, les données internationales qui lui permettent d'aborder ses problèmes spécifiques.

Une contrefaçon, une caricature de cette thèse existe également, et celle là consiste à inventer des organisations, des partis, lesquels inventeront des solutions qui, bien que revêtues de phrases de Marx ou de Lénine, seront des idéologies étrangères au prolétariat, même si elles semblent avoir pour elles le passé, la révolution russe ou n'importe quel autre événement. Il s'agira d'introduire parmi les ouvriers des positions qui, au nom de la révolution ou de la lutte révolutionnaire d'hier, seront des moyens pour défendre aujourd'hui la société capitaliste. Les centristes parlent d'Octobre 1917 pour justifier l'Union Sacrée avec la bourgeoisie française et l'appui à la guerre; les trotskistes se prévaudront de leur lutte contre Staline pour faire l'Union Sacrée autour de la défense de l'URSS ou bien "expliqueront" le léninisme comme un moyen de faire la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne en même temps; les communistes "de gauche" lutteront contre l'opportunisme de Trotski pour mieux prouver qu'on peut donner une version de "gauche" à une participation à la guerre antifasciste d'Espagne et, au besoin, Rosa Luxemburg leur permettra de prouver (au prix de quelle falsification !) qu'on peut lutter contre les utopies de "guerre nationale" en Chine, mais appuyer la "révolution" en Espagne en applaudissant au carnage impérialiste.

Et, cependant, la thèse défendue par le marxisme reste valable pour la France, malgré les opportunistes et leur phraséologie, même si, actuellement, aucune force d'avant-garde n'existe dans ce pays pour dégager des solutions que réclame la lutte des classes et qui correspondent aux intérêts immédiats et historiques du prolétariat français.

La situation française est, évidemment, d'une complexité qui marque la profondeur de la confusion que la bourgeoisie est parvenue à introduire au sein du mouvement ouvrier. Plus particulièrement ces dernières années, les événements décisifs qui se sont déroulés dans le monde ont approfondi de façon décisive cette confusion. On s'explique mieux, par cette constatation, le sentiment d'impuissance et l'échec de toutes les tentatives devant lesquelles se sont trouvés les militants révolutionnaires.

Les événements d'Espagne ont culbuté par dessus bord les rares groupes qui paraissaient pouvoir représenter un infime élément dans l'œuvre de renaissance du communisme en France. Il fallait dès lors - et il faut encore aujourd'hui - partir d'une sorte de néant avec cette seule idée que les événements qui avaient liquidé des groupes indignes de figurer parmi l'avant-garde, étaient les mêmes événements qui mûrissaient, au sein du prolétariat français, les positions de classe autour desquelles il fallait appeler - en dehors de tous les groupes - les militants français à se regrouper.

Certes, ce néant que trouve aujourd'hui le marxiste agissant en France n'est pas le fait de l'incapacité des militants français, ou d'une incapacité du prolétariat français ayant épuisé ses énergies révolutionnaires avec la glorieuse Commune. Certes, nous savons parfaitement que les efforts de la fraction italienne d'abord, du Bureau International ensuite, ne suffiront pas, au travers de l'énoncé même concret des positions de classe des ouvriers français, à réaliser des miracles.

Le problème est le suivant: déjà dans l'après-guerre, l'Internationale Communiste n'est pas parvenue à poser d'une façon réelle les données pour la création d'un parti d'avant-garde. La boutade de Lénine à Trotski "qu'il fallait nécessairement employer des planches pourries (Cachin) pour arriver aux militants sains de la classe ouvrière" cache les erreurs colossales qui furent commises et qui, toutes, se résument dans ce fait: la croyance que l'on pouvait, grâce à la victoire en Russie suivre un autre chemin en France pour former un parti que celui suivi par les bolcheviks pendant 17 années. Plus que tout autre prolétariat, les ouvriers français portent une hérédité historique que les événements d'après-guerre n'ont pu briser complètement. Seule, une

aide de l'Internationale de Lénine pouvait leur montrer la voie, mais l'avènement rapide du centrisme et le cours mondial des défaites ont coupé net cette possibilité.

L'assiette économique de l'impérialisme élançonnée par un riche empire colonial, une structure souple non alourdie par une sur-industrialisation, un système de domination démocratique perfectionné à l'extrême et capable d'absorber une variété infinie de forces politiques issues de la bourgeoisie ou du prolétariat, tous ces facteurs appuyés sur le triomphe mondial de l'opportunisme dans la IIe Internationale ont conduit les ouvriers français dans une première guerre impérialiste sans que puisse se dégager un courant marxiste du type bolchevik ou même spartakiste. Encore une fois, c'est le néant pendant la guerre de 1914 et ce sont des personnalités venues du syndicalisme ou parfois du parti socialiste qui expriment confusément la tentative des ouvriers français de rejoindre les bolcheviks et les spartakistes. Le massacre impérialiste détermine des réactions, reflets du cours de classe qui, dans chaque pays, veut s'opposer à la guerre, mais non une position centrale autour de laquelle pouvaient se concentrer les ouvriers.

L'après-guerre voit l'impossibilité de l'Internationale à aider le prolétariat français à se dégager définitivement et la ligne des réactions de classe se continue au sein du parti pour aboutir dans une formation trotskiste, puis dans une série de groupes qui échouent les uns après les autres. Aujourd'hui, au terme d'un cours historique qui, mondialement, a abouti dans la guerre, alors qu'en France l'économie de guerre, l'Union Sacrée, sont les baromètres de l'écrasement des ouvriers, l'inexistence de la moindre continuité, de la moindre sélection d'idées et d'individus aboutissant à un noyau ou même à quelques individualités, doivent nous faire comprendre que la mesure de notre action est forcément limitée et que tout au plus nous ne pourrions que déblayer davantage le terrain pour que le bouleversement inévitable des situations permette aux militants, aux ouvriers qui seraient poussés à marcher de l'avant, à se cramponner à des jalons qui ne sont que des positions internationalistes que, seules, les fractions de gauche ont pu dégager de l'expérience historique et des événements actuels et qui restent valables pour tous les pays.

La phase actuelle des guerre localisées, l'Union Sacrée basée sur l'économie de guerre, ici les zigzags de l'économie mondiale, donnent au Bureau des fractions de gauche la possibilité d'agir (dans des conditions extrêmement difficiles certes) sur un plan plus avancé que les bolcheviks pendant la guerre 1914-18 en dépassant à la fois Zimmerwald et les erreurs de l'Internationale. Les ouvriers français créeront leur parti de classe non par des "rassemblements contre la guerre et l'Union Sacrée", non par un chemin différent de celui des fractions de gauche, mais uniquement en dégagant de leurs luttes de classe, et la nécessité d'une fraction de gauche et les positions prolétariennes dans la phase de guerre.

Le cours historique des événements est mondial et ce que les ouvriers italiens ou belges, ont pu réussir, les ouvriers français le réussiront, malgré la phase actuelle. C'est dans cette direction que travaille le Bureau et c'est dans ce but qu'il a décidé de passer à la lutte la plus impitoyable contre tous ces groupements qui sont autant d'obstacles à la clarification des problèmes du communisme.

Dans le dernier numéro d'*Octobre* nous avons examiné les "leçons" que le trotskisme français avait retiré des événements d'Espagne. Le lecteur connaît donc notre appréciation envers les positions de ce groupement de contre-révolution envers les problèmes de la guerre. En France il est représenté officiellement par *La Lutte Ouvrière*. Il s'agit d'un amalgame d'anciens oppositionnels de gauche et de socialistes de gauche, butin recueilli par les trotskistes lors de leur passage à la SFIO.

Le P.O.I. (c'est ainsi qu'on l'appelle!), par son mode de formation correspond très bien aux positions qu'il défend. Pour la France, il remplace la politique prolétarienne par la démagogie. En juin 1936, il annonce la révolution prolétarienne à brève échéance. Les ouvriers doivent instaurer le contrôle ouvrier et les Naville et autres clowns s'apprêtent à jouer les Lénine de parade. Mais plus modestement, il faut bientôt passer à d'autres préoccupations et comme on n'est pas trotskiste pour rien, nos stratèges de cirque empruntent quelques solutions aux œuvres complètes de Lénine. Pourquoi ne pas lutter pour un gouvernement Blum-Thorez ?

Ou contre les ministres capitalistes qui siègent dans le gouvernement Blum? Si cela fait rire, tant pis, car le ridicule ne tue plus en France. D'ailleurs on peut toujours faire de la surenchère: réclamer la prison pour les cagouleurs, proposer le véritable front unique contre la falsification du Front Populaire etc., etc. Le P.O.I. a devant lui de larges perspectives, à défaut de révolution ou de front unique, il peut faire son métier d'épicier de la SFIO où il y aura toujours des âmes en peine à repêcher et de belles manœuvres à réussir. Si ensuite, il exclut des Fred Zeller (pour quelles raisons!), on n'en parlera pas, par discrétion...

Au point de vue international, ces adversaires de l'Union sacrée en France sont pour la défense de l'URSS et de la république espagnole et le soutien à Tchang Kaï-Chek. A une récente conférence nationale une minorité s'est affirmée contre la défense de l'URSS. Les orthodoxes ont rejeté avec horreur cette position "réactionnaire" et la minorité elle-même s'est empressée d'affirmer le peu de solidité de leur thèse en proclamant qu'en aucun cas il ne s'agissait d'être défaitiste en Espagne et en Chine comme elle le préconisait en Russie. La seule voix qui se soit élevée dans ce sens a été étouffée et la famille "trotskiste" en a fait un incident de Congrès sans importance, puisque cette position ne s'accompagnait pas d'une rupture avec une organisation d'Union Sacrée.

Sur l'Espagne et la Chine, nous pouvons être brefs car la banalité des arguments contre-révolutionnaires a reçu sa forme définitive chez Trotski et *La Lutte Ouvrière* ne manque pas de répéter, sans omettre un point ou une virgule, cet évangile. Ces événements ne pouvaient pas avoir de répercussions au sein de cette organisation, car par sa nature, sa fonction et sa politique, elle se trouvait déjà sur un terrain capitaliste. Elle mettait en pratique des positions acquises et les seules divergences étaient de savoir si oui ou non il fallait soutenir le POUM en Espagne.

Envers le P.O.I, nous ne pouvons que répéter une position déjà affirmée, à savoir que l'expérience prouve qu'aucun travail en son sein (de noyautage ou de soutien à des minorités) ne peut servir les intérêts du prolétariat français. On ne transforme pas le terrain capitaliste en terrain prolétarien. Il faut désertier les bouges de la contre-révolution, les détruire et ainsi préserver le cerveau de militants ouvriers qui pourraient œuvrer pour la clarification communiste.

COMMENT EVOLUE L'UNION COMMUNISTE.

Il y a bien longtemps déjà, *Bilan* (n° 29) avait tenté de retrouver la genèse de ce groupe afin de prouver qu'à aucun moment décisif de son évolution, il n'eut une position progressive. Au début, il était aux trois-quarts trotskiste, puis un peu moins, et, enfin, antitrotskiste, sans pour cela abandonner la façon de penser de leurs adversaires.

L'Union Communiste est l'image idéale du conglomerat d'individus qui, après avoir été poussés par des réactions diverses à abandonner le trotskisme, se sont demandés ce qu'il avait à faire. Le mieux, évidemment, aurait été de se transformer en groupe d'agrément, mais cela ne

convenait pas à des militants "sérieux" et "marxistes". D'une scission à une autre, effectuant ses voyages de préférence dans la nuit, l'Union Communiste, après quatre ans d'existence, se rallie d'emblée à la guerre impérialiste d'Espagne, sans s'être donné la peine de mettre sur pied le moindre document de principe. A quoi bon d'ailleurs ! Sur l'Espagne, sa position "antifasciste" avait mûri, comme chez les trotskistes, par la défense du statu quo de la Sarre (auquel se rattachait une position démocratique déguisée) et par une position équivoque sur le conflit italo-abyssin. L'Union a beau se proclamer le défenseur actuel de Rosa Luxemburg luttant contre le mythe de la "guerre nationale" : les faits sont là et les écrits restent. Mais sans doute est-ce la modestie de ces camarades qui les empêche de revoir leurs écrits!

Sur les événements d'Espagne, l'Union s'est efforcée de dépasser Trotski. Elle fut d'abord l'avocat du POUM, puis de la gauche du POUM, puis de ses Jeunesses. Chaque fois, ses espoirs de voir l'un, puis l'autre travailler pour le nouveau parti furent trahis. Nous avons également tort de parler de "trahison" lorsque Nin entra dans le gouvernement de la Généralité. Il s'agissait seulement d'une "erreur grave".

Mais leur analyse des événements reste curieuse, pour ne pas dire plus. La guerre d'Espagne est "une guerre de classe". Pourquoi ! "D'un côté, les troupes sont constituées essentiellement par les officiers, et ils étaient nombreux en Espagne: les cadets, les phalangistes, les requêtes, les carlistes, effectifs composés d'éléments de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie" plus les mercenaires et engagés de force. "De l'autre côté, il y a les milices ouvrières, et ce qui reste des régiments de l'armée républicaine ralliés, ainsi que quelques formations de gardes civiles et d'assaut" (*Internationale*, octobre 1936). Et ces plaisantins vont justifier, par une analyse des événements de juillet, le caractère de classe de la guerre qui résulte "de la composition des forces armées" comme si du côté de Franco il n'y avait jamais eu d'exploités et comme si le résultat n'était pas le même lorsque des ouvriers marchent volontairement ou contraints au massacre.

Leur analyse, en Octobre 1936, sera d'ailleurs "confirmée" par l'évolution ultérieure des événements.

"Le prolétariat a jeté les bases d'un nouvel édifice économique et social en Catalogne". En Catalogne, l'Etat bourgeois a été "remplacé" par les créations propres du prolétariat alors qu'ailleurs il l'a mis à mal. La bourgeoisie démocratique "se cramponne aux derniers morceaux de pouvoir bourgeois qui subsistent". Et la conclusion de l'Union Communiste devient lumineuse: "le prolétariat doit non seulement combattre sur le front militaire qui s'est constitué, mais il doit encore poursuivre sans relâche la lutte contre tout ce qui subsiste du pouvoir bourgeois démocratique".

"La marche de la révolution est implacable", continue l'Union; sa bêtise l'est tout autant, hélas, car dès octobre 1936, la situation était assez claire pour voir que l'Etat, surtout en Catalogne, restait debout et que la bourgeoisie s'incorporait les milices, le POUM, les anarchistes et se serait incorporé même les brouillons de l'Union s'ils avaient représenté quelque chose en Espagne.

La seule note originale, c'est que l'Union ne veut pas demander des avions à Blum. Les ouvriers doivent lutter contre leur propre bourgeoisie pour faire la guerre impérialiste en Espagne!

En Janvier 1937, l'Union s'aperçoit que l'on étrangle la révolution d'Espagne et la voilà qui part en guerre contre les anarchistes. On va discuter sur la question de l'Etat. Spontanément elle reprend à son compte le mot d'ordre du POUM: le pouvoir aux comités d'Alliance Ouvrière. Ainsi le problème de l'Etat est résolu! Décidément, l'Union qui ne peut vivre sans emprunter aux autres n'a pas de chance, car le POUM faisait de ce mot d'ordre la clé d'une Assemblée Constituante et la base de sa participation à l'Etat capitaliste. Mais cela n'a pas d'importance, n'est ce pas!

Le fait est que contre l'étranglement de la "révolution espagnole" l'Union mise sur la gauche du POUM: il faut qu'elle fasse un pas en avant vers la formation d'un parti révolutionnaire. Cette même gauche avec Andrade et les Jeunesses restera pourtant jusqu'au-boutiste et luttera pour que Nin, chassé du gouvernement, puisse y reprendre sa place.

Notons ici, que l'Union, comme les trotskistes a deux mesures. En France, elle tourne contre la gauche SFIO et son cher Pivert; mais, en Espagne, elle mettait tous ses espoirs dans la gauche d'un parti gouvernemental. Mais l'Union n'est pas à une contradiction près (les trotskistes belges appelleraient cela de la "dialectique marxiste") et un autre échantillon de ce mode de penser nous est fourni dans le numéro 26 de l'"*Internationale*" (février 1937). Dans une résolution, on y constate que: "en Catalogne, le gouvernement de la Généralité s'effaça d'abord presque complètement. Puis grâce à l'intégration dans le Conseil de la Généralité, de représentants de la CNT et de la FAI ainsi que du POUM, la bourgeoisie reprit les rênes du pouvoir, la dissolution du CC des milices écartant tout danger éventuel d'une destruction de l'appareil étatique". Et, pourtant, en Octobre 1936, on écrivait que l'Etat catalan avait été "remplacé". S'il ne s'agissait que d'une confusion de mots, ce ne serait rien; mais on connaît la polémique de Lénine contre les opportunistes sur quelques mots concernant l'Etat. En Octobre, l'Union estime que l'Etat catalan n'existe plus et, en Février, elle constate qu'il s'était "effacé"; avec la complicité d'un parti dont elle sollicite l'autorisation d'assister à sa conférence internationale. Pour des "marxistes", l'erreur n'est pas minime et elle permet d'espérer de grandes choses lorsque l'Union examinera de la même façon la situation en France. Ajoutons que ces profonds écrivains se sont bien gardés de communiquer leur "rectification" à leurs lecteurs. (Encore par modestie!). Ah! mais il y a le problème des milices. Si elles n'avaient pas été dissoutes, on pouvait encore espérer détruire l'appareil d'Etat. Mais quel danger pouvait présenter le Comité Central des milices que l'on a dissout sans effort! C'est lui-même qui a reconnu que son fonctionnement était inutile dès lors qu'anarchistes et poumistes étaient dans les ministères.

Après les journées de mai à Barcelone, l'Union se raccroche aux Jeunesses du POUM, et de la CNT: son dernier carré! Cette fois-ci, elle donne des conseils concernant la destruction de l'Etat bourgeois, mais il est bien tard. D'ailleurs, l'Union est toujours pour la lutte pour la révolution tout en menant la guerre antifasciste à fond.

Mais les événements de Chine vont arriver et l'Union, avec d'autres communistes de gauche (vieux guerriers d'Espagne), se rappelleront les écrits de Rosa Luxemburg. Doctoralement, l'on nous apprendra qu'il n'y a plus de "guerres nationales", mais seulement des guerres antifascistes type espagnol. Les "communistes de gauche", sont contre le soutien de Tchang Kai-Chek, mais pour la lutte avec la République contre Franco.

Nous ne prêterons aucune importance aux dissertations des amateurs de l'Union sur la guerre sino-japonaise, car tout cela manque de sérieux. Probablement la position envers la Chine provient d'un emprunt que l'Union fait à un autre groupe, afin d'éviter les douleurs de l'enfantement politique. Sur un seul problème il semblerait qu'un pas en avant ait été fait. L'Union est contre la défense de l'U.R.S.S. Mais ici encore, ses élucubrations sur les castes prouvent qu'il ne s'agit pas d'un effort idéologique pour comprendre et tenter de résoudre un problème gigantesque, mais d'une mauvaise traduction de "communiste de gauche" d'autres pays qui se sont spécialisés dans les écrits pour Académies Communistes et qui contemplant, du haut de leur tour, les problèmes de la lutte des classes.

Sur bien des problèmes encore (et particulièrement sur les dernières trouvailles syndicales de l'Union) nous pourrions continuer notre examen, mais cela est parfaitement inutile. Un fait est clair; ce groupe est en dehors de la réalité et ne représente absolument rien. Plutôt il disparaîtra et mieux cela vaudra pour ses militants qui doivent bien avoir d'autres préoccupations que de vivre dans un cercle sans issue.

Nous continuerons l'examen d'autres groupes, avant de tirer nos conclusions, dans le prochain numéro de la revue."

Chapitre 3

CREATION DE LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE : UNE NAISSANCE REUSSIE

A partir de 1937, la Gauche Italienne connaît de graves difficultés politiques toutes liées à l'analyse politique de la guerre. A l'origine de ces difficultés, il y a le fait que la majorité du groupe, à la suite de l'organe central, a commencé à expliquer que les guerres, dans cette période, avaient pour principale raison d'être non plus les antagonismes inter-impérialistes mais le massacre des prolétaires.

Cette analyse s'appuie, de façon superficielle, sur la situation qui prévaut à l'époque dans la seconde partie des années 30:

- * le développement de l'économie de guerre l'économie repart,
- * la résorption du chômage.

Ainsi pour Vercesi, les contradictions du capitalisme international semblent s'atténuer. De ce fait, il pense que l'économie de guerre est la solution à la crise du capitalisme. Il théorise l'idée que le capitalisme pourrait s'éviter les guerres généralisées. Et la situation de "guerres localisées" qui prévalait à l'époque comme en Espagne, en Ethiopie, en Mandchourie, etc., a changé la fonction de la guerre impérialiste, en guerre contre la classe ouvrière. Cette solution suffit à accomplir la tâche de résorption momentanée des contradictions impérialiste tout ne se terminant par un massacre incroyable d'ouvriers. Pour Vercesi, Munich est un véritable traité de Versailles. Munich signifiait la fin de la guerre impérialiste.

Mais, il existe une minorité dans la fraction, notamment en Belgique autour de Mitchell et au sein du groupe de Marseille (avec MC), qui s'oppose à cette vision.

Cette conception majoritaire aboutit, en septembre 1939, à ne rien comprendre au déclenchement de la deuxième guerre mondiale et à théoriser "la disparition du prolétariat" durant toute la période de l'affrontement impérialiste. Citons la "**déclaration politique**" de la Conférence de la Fraction italienne en 1944 :

"L'état actuel de l'organisation est la suite, la continuation d'une crise qui a surgit dans le sein de la fraction dès 1937. Elle est inaugurée par l'abandon (...) de l'analyse de l'époque historique qui s'est ouverte en 1914 dans la phase de décadence du régime capitaliste. (...) On a substitué (...) une nouvelle doctrine:

1° *Négation de l'exacerbation des antagonismes inter-impérialistes, allant (...) à la négation de l'inévitabilité de la guerre impérialiste et à l'exclusion de la guerre impérialiste généralisée dans la phase décadente du système capitaliste.*

2° *Substitution à la guerre impérialiste (...) de la théorie des " guerres localisées" (...), de la notion de "guerre civile de la bourgeoisie contre le prolétariat".*

7° *(...) la phase décadente ne serait plus la phase de destruction, de la reproduction rétrécie mais elle serait (sauvée) grâce à l'économie de guerre, comme la phase de plein épanouissement des forces productives.*

8° *L'économie de guerre ne serait plus une manifestation de la crise permanente du régime (...) mais le "moment de la plus grande production de valeur" (Vercesi)" (...)*

En août 1939, à l'éclatement de la guerre, le Bureau international de la Gauche communiste se dissout, l'organisation et les sections se disloquent. Verdaro (Gatto Mammone), membre de l'organe central, part, par exemple, s'installer en Suisse à Locarno. Il s'isole avant de devenir membre de la social démocratie de gauche suisse. (il ne retourne pas dans la gauche italienne à la fin de la guerre; malgré les efforts de ses anciens camarades et il rompt définitivement avec eux ⁽⁴¹⁾).

La guerre rend la poursuite de toute activité très difficile, notamment le maintien des liaisons entre les différentes sections. Dès juin 1940 l'activité se rétablit au sein du groupe de Marseille. Mais la question se pose : doit-on rétablir les liens avec les autres sections ? D'abord Jacob (membre de la fraction belge et du bureau international des 2 fractions) s'y oppose. Cependant, la décision est prise de reconstituer la fraction et de rétablir les liaisons avec Lyon, Toulon, Aubagne, ensuite Paris et enfin Bruxelles.

C'est surtout à partir de 1941 que les premiers résultats en vue de la reconstitution de la Fraction italienne se concrétisent à partir du centre de Marseille. La fraction tient dès cette date une conférence annuelle. La première élit un organe central composé de 3 membres dont A. Lecci (Mario Marini ou Tullio), Piccino et Marco. G. Bottaioli (Butta) est associé à ce travail; il est très actif à Paris.

Ce combat aboutit enfin, en 1942, à la création du "Noyau français de la gauche communiste" à partir d'un cercle de 10 membres environ.

La réaction de la classe est bien faible dans cette période de contre-révolution mais cela nous enseigne que:

1 - contrairement à la tendance "révisionniste" de Vercesi, la classe et ses organisations existent à tout moment, même pendant une période contre-révolutionnaire. Les organisations révolutionnaires, alors, ont une autre fonction, notamment celle de sauvegarder les acquis théoriques et politiques de la classe ouvrière et intervenir à contre-courant.

2 - il ne peut, malheureusement pas, y avoir de place pour des partis révolutionnaires exerçant un impact déterminant dans la classe et ses luttes.

Dès lors se pose la question de prendre position contre la guerre. La section de Marseille n'a pas de matériel et il faut déjà se procurer une machine à écrire. Puis, les premiers tracts seront tapés plusieurs fois avec des carbones avant d'être distribués. En effet, les membres de la Fraction n'étaient pas préparés à la guerre et encore moins à la clandestinité. Tous les membres de la Fraction étaient des réfugiés politiques et une grande partie d'entre eux n'avaient pas de papiers. L'éclatement de la guerre voulait dire pour eux que, en tant qu'italiens, ils faisaient partie du camp ennemi. Et les émigrés italiens devaient faire une déclaration pro-française pour éviter de retourner en Italie ce qui signifiait les geôles fascistes. Certains membres de la Fraction sont pris par la police pétainistes ou la gestapo et remis aux autorités italiennes, d'autres retournent en Italie clandestinement comme Danielis "Gigi" ou Stefanini. Tous ces événements expliquent pourquoi il faudra quelques mois pour que la Fraction reprennent une activité politique organisée.

I - LE COURS NOUVEAU ?

(41) Cf. livre publié sur Verdaro sur sa vie en Suisse de 1940 à 1945 par des universitaires suisses.

Fin 1942 - début 1943, éclatent en Italie de forts mouvements de grèves notamment à Milan et surtout Turin. Ces grèves aboutissent à l'élimination de Mussolini et de son gouvernement.

Immédiatement Marco écrit un texte important en vue de la conférence de juillet 1943 de la Gauche communiste. "Projet de résolution sur les perspectives et tâches de la période transitoire" (*Internationalisme* n°5) :

(...) "*Après 3 années de guerre, l'Allemagne, et par là l'Europe, présente les premiers signes de faiblesse. Parce que l'Europe, berceau du capitalisme, ayant atteint le plus haut degré de centralisation industrielle et de concentration prolétarienne, est le lieu où les contradictions ont leurs expressions maxima, l'Allemagne, le meilleur agent de répression du capitalisme des 10 dernières années se trouve actuellement usée.*

Si l'on considère, après 3 années de centralisation économique de l'Europe, l'Allemagne comme le maillon le plus faible de la chaîne capitaliste dont le talon d'Achille serait l'Italie, on peut dire que les conditions objectives ouvrent l'ère de la révolution".

Cette résolution caractérise le nouveau cours qui devrait aller, maintenant, vers la révolution. Manifestement, les révolutionnaires surestiment la période. La fraction n'était pas isolée par rapport à cette appréciation, tous les révolutionnaires pensaient que, de la guerre, allait sortir la révolution. Le schéma des événements de 1871, 1905 et surtout de 1917 était présent dans toutes les mémoires. La guerre devait ouvrir des possibilités de révolution. C'est pourquoi, tous les révolutionnaires estimant que le cours contre-révolutionnaire s'inversait, il donnerait naissance à des luttes ouvrières d'ampleur. En fait, surtout en 1943, cette conception n'était pas totalement irréaliste d'autant plus que le cours de la guerre s'était inversé effectivement au vu, non seulement de l'affaiblissement de l'Allemagne, mais encore, de l'exaspération et du mécontentement croissant dans la population comme en Italie avec les grèves (la grève à la FIAT se généralise à Turin englobant 300.000 ouvriers), mais aussi avec des soulèvements qui auront eu lieu dans les pays occupés par l'Allemagne au moment de l'effondrement. (Cf. soulèvement de Varsovie, Budapest, mouvements d'exaspération en Allemagne même fin 1944 et début 1945).

En conclusion, et contre la théorie de Vercesi prêchant l'impossibilité de toute activité politique, "*la tactique générale sera d'oeuvrer pour la formation d'un embryon d'Internationale. (...) Idéologiquement cet embryon d'Internationale (sorte de nouveau Zimmerwald) présentera un programme net, intransigeant, exprimant la volonté du prolétariat mondial à s'organiser en vue de la lutte pour la révolution. Cette internationale poussera à fond le développement ou l'éclosion des partis révolutionnaires dans les pays possédant ou ne possédant pas des noyaux révolutionnaires".* C'est ainsi qu'il est décidé que la fraction italienne doit envisager de rentrer en Italie pour jouer son rôle révolutionnaire, elle n'a plus aucune raison de demeurer en France, dans l'émigration.

"LE COURS DE LA FORMATION DU PARTI EN ITALIE EST OUVERT".

"Oui ! La Fraction a terminé sa tâche spécifique "défensive". Avec le nouveau cours qui s'est ouvert avec les événements d'août en Italie, le cours de la transformation de la Fraction en parti est ouvert". (Bulletin intérieur de la FI n°2 , février 1944)

1- En ITALIE

Pendant ce temps en Italie les anciens membres de la gauche italienne libérés des geôles fascistes se regroupent, dans le Nord autour de Damen et d'ouvriers membres de la Fraction italienne rentrés clandestinement, et dans le Sud en plusieurs pôles. (Cf. *Livre du CCI* sur la Gauche Communiste Italienne - GCI).

Les Alliés ont immobilisé le front entre le Sud et le Nord de l'Italie ⁽⁴²⁾. Cela permettait aux Allemands de remettre de l'ordre au Nord, d'effectuer des massacres et la répression des ouvriers. Les ouvriers ne purent se sauver qu'en allant dans des maquis qui n'existaient pas encore en Italie comme c'était déjà le cas en France. Les Alliés en laissant la situation "mijoter" ont su préserver "l'ordre" capitaliste. Dans le Sud, le gouvernement Badoglio s'est constitué et il a permis de pousser les ouvriers dans les bras de la "démocratie" alliée avec l'appui des stalinien et de tous les "démocrates".

Cette tactique de Churchill, visant à l'étouffement du mécontentement des ouvriers, sera appliquée partout au cours de l'effondrement de l'Allemagne. L'Armée rouge, aux portes de Varsovie, s'arrête pour laisser, pendant plusieurs mois, l'armée allemande massacrer le soulèvement. A Budapest c'est encore le même scénario. Il faut faire une saignée pour éviter tout surgissement des ouvriers. C'est l'Allemagne "fasciste" qui est chargée, parce qu'elle est vaincue, de faire l'essentiel du sale boulot. Cependant, les Alliés prendront leur part du travail : leur rôle sera de se livrer à des massacres de la classe ouvrière allemande à travers de terribles bombardements (notamment sur les villes de Dresde, Hambourg, Leipzig) sous prétexte de détruire les usines et de contrecarrer l'effort de guerre allemand. Enfin, dernier volet de cette politique, les pays vaincus seront occupés militairement par les vainqueurs afin d'éviter que le contrôle de la situation n'échappe à des autorités en pleine débandade. Ainsi, il ne sera pas question de signer un quelconque armistice, comme certaines fractions de la bourgeoisie allemande le réclamaient. (voir la demande de Doenitz successeur d'Hitler après la mort de ce dernier).

Le 25 juillet 1943 le "Partito comunista internazionalista" voit le jour ce qui aboutit, le 1er novembre 1943, à la publication du premier numéro de "Prometeo" en Italie. Le parti comprend, en 1945, 11 fédérations dans le nord, une cinquantaine de sections et d'autres en formation, il possède 3000 membres environ.

Dans l'Italie méridionale des groupes également se constituent. A Naples la "Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti" ⁽⁴³⁾ voit le jour. Le choix de cette dénomination pour l'organisation n'est pas étrangère à la confusion théorique qui règne parmi ces éléments qui viennent de la gauche communiste (Bordiga, Enrico Russo -"Candiani" - de la minorité de la FI, L. Tarsia, F. La Camera, F. Maruca), et regroupe également des trotskistes, des communistes dissidents, des oppositionnels à la politique modérée des partis de gauche. En Italie méridionale, les membres de la gauche communiste, à la sortie de prison, s'inscrivent au PCI (officiel) et recommencent à militer en son sein. C'est le cas de E. Russo, de Libero Villone qui deviennent les dirigeants du PCI à Naples (de la fameuse fédération de Montesanto reconstituée en mars-avril 1943, du nom de la rue Montesanto où le local de la Fédération s'est transportée après son exclusion par les stalinien), les fédérations du PCI des Pouilles de Romeo Mangano et en Calabre de F. Maruca. Il Proletario, "La situazione dopo Roma", 15 juillet 1944, veut "1) ramener les partis sur le terrain de la politique classiste, tant qu'il en subsiste encore la possibilité ; 2) se transformer en parti autonome, lorsque le redressement des partis existants se révélera tout à fait impossible...". C'est pourquoi l'organisation porte le nom de Fraction : les membres de la Gauche communiste pratiquent donc une politique d'entrisme dans les PC. Romeo Mangano (membre de la GI et secrétaire de la fédération des Pouilles du PCI) fonde même le POC avec les trotskistes qu'il écartera de la direction de ce parti en 1946 avant d'adhérer au PCIInt en 1950. En 1945, il se disait partisan de la IV^o Internationale. Pourquoi a-t-

⁽⁴²⁾ ligne de démarcation voulue par les puissances capitalistes par peur d'une lutte généralisée de tous les prolétaires italiens. Churchill, premier ministre anglais, avec beaucoup de lucidité, avait déclaré qu'il fallait laisser l'Italie "mijoter dans son jus" pendant un certain temps. La révolution russe et les luttes insurrectionnelles de 1917-1922 ont été une leçon pour la bourgeoisie internationale qu'elle a su méditer.

⁽⁴³⁾ Cf. : A. Peregalli et S. Saggiaro *Amadeo Bordiga, gli anni oscuri (1926-1945)* in Quaderni Pietro Tresso - Florence 1997.

il agi ainsi ? Mangano répond : "*nous ne nous fondîmes pas avec les trotskistes, mais crûmes utile de nous mettre à leurs côtés pour la possibilité que nous donnait une organisation internationale*" (déclaration à A. Peregalli).

En fait, dans le sud de l'Italie, zone éloignée du coeur de l'Europe et où les anciens militants ont été coupés des débats de la Gauche dans l'émigration, règne la plus grande confusion théorique sur les questions d'organisation. Doit-on s'organiser de façon autonome ou faire de l'entrisme au sein des vieux partis ? Voilà la première question à laquelle se trouvent confrontés les éléments de la Gauche communiste.

Mais c'est sur la nature de l'URSS qu'il existe la plus grave confusion dans ces groupes méridionaux. Ces deux questions sont liées. En effet, c'est parce que Bordiga a beaucoup de mal pour reconnaître le rôle contre révolutionnaire de la Russie qu'il ne voit pas pourquoi il faut rompre organisatiellement avec le PC stalinien et qu'il n'y a ni possibilité d'y faire de l'entrisme ni de le reconquérir.(Cf. la critique de "Battaglia Comunista" à Bordiga, texte introductif à la Plate-forme du parti - republication de 1974). Citons notamment un passage de "Per la costituzione del vero Partito comunista" rédigé par Bordiga : "*La fraction se définit non contre la Russie des soviets mais contre la politique de l'actuelle classe dirigeante russe, parce qu'elle est nocive pour le développement de la révolution prolétarienne*" (Cf. également le livre de Damen "Bordiga"). Cette conception n'est pas bien éloignée de celle des trotskistes qui ont soutenu l'URSS pendant la guerre parce qu'ils estimaient qu'il suffisait de remplacer les dirigeants staliniens, la Russie étant économiquement "socialiste". C'est pour cette raison que les trotskistes se sont rangés dans un des camps impérialistes et sont passés à la bourgeoisie. On peut penser, à juste titre, que cette analyse de Bordiga sur l'URSS a rendu peu compréhensible sa position de l'époque ce qui a compliqué la tâche des journalistes bourgeois et les a conduits à lui prêter les propos de *Bandiera rossa* (paraissant à Rome, ce périodique n'avait rien à voir avec la Gauche communiste, même s'il semblait défendre le défaitisme révolutionnaire ; d'autre part, comme Bordiga, il n'avait pas une position claire sur la nature de l'URSS). C'est ainsi qu'Henriot, journaliste et porte parole officiel du gouvernement de Vichy à la radio française citait le 14 juin 1944 ⁽⁴⁴⁾ *La Gazette de Lausanne* ⁽⁴⁵⁾ reproduisant un manifeste distribué en Italie méridionale et à Rome et en attribuant la paternité à Bordiga (on ne saura jamais la vérité à ce propos, Bordiga et Battaglia n'ayant jamais voulu clarifier cette question) : "*Les gros bourgeois... se trompent s'ils croient que les armées de la Russie versent des flots de sang pour sauver la bourgeoisie européenne*". A l'écoute de ces informations d'Henriot, la Fraction italienne tient à se désolidariser d'avec ce langage et déclare exclure Bordiga de ses rangs s'il a tenu de tels propos. (communiqué dans le *Bulletin de discussion de la Gauche communiste italienne* n°7, Juillet 44).

2- En FRANCE

Formation de la FFGC et de l'OCR.

A côté de la Fraction italienne c'était créée en 1942, sous l'impulsion de "Marco", et sur la base d'une déclaration de principes, le "Noyau français de la Gauche communiste" de 8 militant avec une CE de 3 membres (Cf. "*Pour la formation de la Fraction en France*", *Bulletin intérieur*, octobre 1944 p.13). Parmi les membres du NFGF nous avons "Mouso"(Robert Salama), "Frédéric" (Suzanne V.), "Robert" (Véga ex-membre des jeunesses du POUM), R.C ancien trotskiste, Cl, etc. [Jean Malaquais en tant que "compagnon de route"]. Ce noyau et la FI réussissent à rétablir le contact avec la zone Nord occupée de la France et la Belgique. Puis ils prennent contact avec les RKD qui continuent leur processus de rupture avec le trotskisme et

(44) Bande son enregistrée et conservée par l'INA à la Maison de la Radio à Paris.

(45) n°142 du mercredi 14 juin 1944, p 4.

commencent à former des noyaux de Communistes révolutionnaires français (CR) sur leurs positions contre la guerre impérialiste.

En mai 1944 intervient la 3e conférence de la Fraction italienne qui reconnaît la crise qui la frappe depuis 1937 (INTERNATIONALISME n°7, février 1946, p.20). Sa "déclaration politique" condamne aussi le document de Perrone "De la III° à la IV° Internationale pour la sauvegarde de la Fraction de Gauche" (écrit fin 1943) Au début des grandes grèves en Italie ce dernier avait essayé de rentrer en Italie (ce qui était normal, c'est la même décision que la Fraction avait prise à sa conférence en 1943) puis il justifie dans ce texte le fait d'être resté en Belgique en théorisant la "disparition sociale du prolétariat pendant la guerre".

La déclaration de la Fraction indique :

"On inventera pour justifier notre propre défaillance et notre disparition, la théorie de la disparition sociale du prolétariat depuis 1939... L'apparition révolutionnaire du prolétariat italien (...) sera vue comme la négation du caractère prolétarien des événements"... Perrone explique les événements de 1943 par "la crise de l'économie de guerre".

oOo

C'est suite à ces difficultés et à ces atermoiements de la FI pour remplir son rôle en Italie que le "Noyau français de la Gauche communiste" cherche à prendre son indépendance afin de pouvoir intervenir plus librement et de façon plus adéquate dans la situation française car la FI sous-estime l'importance du tournant de la guerre et des potentialités de la situation en 1943. (Cf. Rapport d'activités de la FFGC de juillet 1945, *Bulletin spécial* n°1). En décembre 1944, au cours de sa première conférence, le noyau se transforme en groupe politique sous le nom de "Fraction française de la Gauche communiste". Dès lors, la Fraction intensifie son intervention et ne se contente plus de son travail à Marseille. Elle diffuse des tracts, fait des tournées de propagande et colle des affiches à Paris contre l'idéologie de la "Libération".

La FI est à nouveau tombée en léthargie et trouva d'excellents prétextes pour ne rien faire en France et en Italie puisqu'elle n'était pas encore "rentrée". Cependant, la FFGC eut du mal à s'imposer face à la GI d'autant plus que des divergences se faisaient jour en son sein avec la tendance "Frédéric-Alberto" qui rejoignait les positions de Vercesi-Perrone.

Trois divergences politiques entravèrent le travail dès le départ:

1 - La "reconnaissance" de la FF par la FI : *"Un Bulletin commun pour le moment était impossible, il nous fallait prendre l'entière responsabilité de nos actes pour mieux voir nos erreurs dans leur totalité... Surtout il nous fallait nous dégager de la tutelle d'une FI sénile qui n'avait plus de place en France et qui jugeait en spectateur et non en acteur"* (Rapport d'activités p.4). La FI mit 2 mois pour reconnaître la FFGC et encore les relations furent orageuses.

2 - La participation de Perrone au "Comité Antifasciste" de Bruxelles vient obscurcir les débats. La fraction italienne a appris cette participation par le député socialiste italien Rafrani et immédiatement la CE de la FI prend la décision d'exclure Perrone de l'organisation. (résolution de la Fraction "sur le cas Vercesi" adoptée par la CE de la FI le 20 janvier 1945)

La Fraction française, tout en dénonçant l'attitude de Perrone qui renie ainsi toute la politique de la Gauche italienne depuis 1921 sur "l'anti-fascisme", pensait *"qu'il fallait discuter directement avec Vercesi avant de prendre une quelconque décision organisationnelle"*. (Rapport d'activités de la FFGC-1945)

"La CE de la fraction italienne en a décidé autrement, tranchant le débat avant qu'il ne commence, elle excluait Vercesi sans toutefois indiquer cette exclusion et les modalités politiques à la connaissance du prolétariat, pour dégager sa responsabilité". (Rapport...) La FI condamne pour mieux cacher cette grave divergence en son sein, tout en utilisant des mesures

bureaucratiques d'exclusion. Or ce qui est d'autant plus grave c'est que Perrone participe au Comité en tant que "représentant de la FI" avec un autre membre de l'ancienne CE de la fraction "Pieri" - Borsacchi. La "Déclaration de la Coalition Antifasciste en Belgique" se termine dans son point 8 par: *"les organisations adhérentes sont : le parti catholique, le parti communiste, la fraction italienne de la gauche communiste, justice et liberté, le parti libéral, le parti républicain, le parti socialiste, des syndicalistes."* (publié dans son organe, le n°1 de "L'Italia di domani" du 7 octobre 1944). A voir tous les éditoriaux signés par Perrone on peut penser qu'il était plus qu'un simple participant de second ordre à cette coalition mais bien sa tête pensante ainsi que le rédacteur en chef de *'Italia di domani*.

3 - Les relations avec d'autres groupes n'ayant pas participé à la "Résistance" est également un sujet de désaccords. *"Une nouvelle divergence se manifeste au sein de notre organisation. Qu'elle attitude adopter face aux organisations CRF et RKD ?"* (Rapport d'activités)

Les RKD-Communistes Révolutionnaires d'Allemagne étaient des autrichiens exilés d'origine trotskistes (cf. Les congrès de la IV^o Internationale - la Brèche, p.202 - ses membres les plus connus sont G. Scheuer et K. Fischer). Au congrès de Périgny, de fondation de la IV^o Internationale en 1938, ils furent les seuls délégués à s'opposer à cette fondation précipitée qu'ils estimaient "aventuriste".

Durant la guerre, ils réussirent à convaincre des trotskistes français et allemands à Toulouse puis à Lyon d'adopter des positions contre la 2e guerre impérialiste. Ce fut la naissance des "Communistes révolutionnaires"-CR. Ils dénoncent la guerre impérialiste, les deux camps ennemis : fasciste et démocratique, ils font une critique de l'URSS qu'ils définissent comme un pays "capitaliste d'Etat". C'est en prenant connaissance de ces positions que la Fraction française de la GC cherche à discuter avec eux pour entamer un travail politique commun.

"Nous prétendions que ces organisations étaient... révolutionnaires mais confuses"...

"Nous devons donc cesser le jeu si cher à la Fraction italienne de censeur et de professeur docte et savant comme certains singes". (Rapport d'activités de la FFGC).

Les RKD ont pu maintenir une activité importante pendant la guerre car ils étaient habitués à la clandestinité depuis l'occupation de l'Autriche par l'Allemagne. A cette époque quelques éléments avaient pu se sauver pour s'installer à Paris. Contrairement à la fraction italienne composées d'ouvriers, les membres de RKD avaient de l'argent et un matériel d'impression adéquat. C'est pourquoi, ils ont pu maintenir une forte activité politique. Dès le début de la guerre, ils essayent d'entrer en contact avec tous les groupes trotskistes qui prennent des positions contre la guerre et c'est par l'intermédiaire de R. C. ex membre du groupe de Vereeken (groupe qui a des positions contre la guerre impérialiste) qu'ils prennent contact avec la fraction. Ils sont très intéressés par cette rencontre et une réunion est organisée, entre ces 2 groupes, à Marseille. Leur expérience de la clandestinité servira beaucoup à la Fraction.

En général, à part la question de la guerre et la nature de classe de l'URSS, ils possèdent toutes les autres positions trotskistes et c'est la raison pour laquelle ils sont très activistes.

A la fin de la guerre, la période révolutionnaire tardant, à leur avis, ils se focaliseront, en "trotskistes déçus", sur l'anti-stalinisme, l'anti-soviétisme, avant de perdre la méthode marxiste et de sombrer, pour beaucoup d'entre eux, dans l'anarchisme.

II - NOUVELLE CRISE DE LA GCI

1 - La Fraction italienne va traverser sa deuxième crise après celle de 1937 qui s'était soldée par sa dispersion au début de la guerre. Avant de se dissoudre une deuxième fois, elle a publié au cours de la guerre des tracts contre la boucherie impérialiste et un manifeste "Aux ouvriers

européens", 8 Bulletins internationaux de discussion qui abordèrent des questions comme "l'économie de guerre" en réponse à Perrone-Vercesi, sur les syndicats, le problème de l'Etat après la révolution prolétarienne ("Notre réponse" *Bulletin* n°5, mai 1944) et la "question russe".

En 1945, après avoir théorisé l'idée de la "Fraction italienne à l'étranger" (*Internationalisme* n°7, février 1946), - estimant que ses membres vivant depuis 20 ans en France ou en Belgique avaient perdu tout contact organique avec l'Italie, ce qui est un argument de circonstance pour justifier le non-retour au pays -, la fraction décide de se dissoudre, à sa conférence de mai 1945, pour adhérer à la nouvelle organisation le P. C. Internationaliste. La Fraction française critique vivement cette attitude sans principe. En effet, la Fraction avait défendu les principes communistes pendant 18 ans et elle avait un acquis théorique inestimable : le combat contre la dégénérescence de l'IC, le combat au sein de l'Opposition de gauche, une réflexion sur la période et l'antifascisme durant la Guerre d'Espagne et enfin sur la question nationale, la question syndicale et la décadence du capitalisme. En revanche elle ne connaissait rien du nouveau PCI et surtout ce dernier n'avait encore fourni aucune preuve de sa nature de classe, si ce n'est de se référer à la "gauche italienne" des années 20 et à Bordiga. Il n'y avait donc aucune raison pour la Fraction de se dissoudre et d'adhérer aveuglément à ce parti. La Fraction a manqué son rendez-vous avec l'histoire en ne rentrant pas en Italie en 1943. Maintenant, il n'y avait pas d'autre choix que :

*de rentrer en Italie pour continuer un travail politique de clarification parmi les éléments essayant de se regrouper et notamment au sein du P.C.Internationaliste,

* ou pour les éléments restant en France, adhérer à la Fraction française.

Sans gloire, la Fraction choisit la pire des solutions : ironie du sort, celle que Perrone avait choisi déjà en 1939, "la dissolution". Tous les militants rentrèrent "de façon individuelle dans le nouveau parti" où ils retrouvèrent, non seulement Perrone qu'ils avaient combattu pendant 4 ans et exclu pour sa participation au Comité antifasciste de Bruxelles, mais encore, l'ex minorité de Bilan exclue pendant la guerre d'Espagne. Toute la "famille" était enfin réunie et communiait dans l'euphorie des retrouvailles ! C'est ainsi qu'on aboutit à un amalgame sans principe de toutes les positions.

Toutefois, cette dissolution a été un coup de force et un coup de théâtre. C'est le jour même de la Conférence que les membres de la Fraction l'apprennent à la lecture de la "déclaration politique" rédigée par une partie de la CE seulement. Cette partie de la CE indique que, si ce texte n'est pas adopté, elle donnera sa démission pour le défendre en tant que minorité dans la fraction.

La déclaration est adoptée mais en l'absence de beaucoup de militants qui n'avaient pu se déplacer. Marco quitte la Conférence pour protester et pour ne pas être complice de cette décision de dissolution de la Fraction et il demande son adhésion à la Fraction française. Puisque la FI n'existe plus en France, il appelle les membres qui ne peuvent partir pour l'Italie à le suivre.

"Les camarades de la fraction qui pour des raisons impérieuses restent en France doivent rejoindre la Fraction. Française.

"Ne voulant en aucune façon m'associer à l'acte de liquidation de la Fraction... Je déclare quitter la conférence... Vive la Fraction !" (Déclaration à la Conférence du 25 mai 1945, *Bulletin extérieur de la GC de France* - juin 1945, p.9).

Dès lors, c'est la Fraction française qui devient l'unique continuateur de la Gauche italienne au niveau politique, théorique et programmatique.

Le 14 juillet 1945, la FFGC tient sa 2e conférence. Le Rapport d'activités trace un bilan positif de son travail, la publication de *l'ETINCELLE* imprimé se poursuit ainsi que celle de sa

revue théorique **INTERNATIONALISME** qui en est au 5e numéro. L'organisation, "enregistre un développement par l'adhésion de nouveaux camarades et par son rayonnement et la sympathie active qu'elle a rencontré à l'extérieur".

2 - Fin décembre 1945 se tient la première conférence nationale du Parti Communiste Internationaliste à Turin. Comme nous l'avons déjà dit, c'est autour du Centre interne (en Italie) que le parti s'est formé (Cf. P. 121 du livre **Bordiga** écrit par O. Damen, EPI - 1977). Quel était ce Centre interne, qui se dit être "en relation permanente avec la Fraction" dans l'émigration ? C'était très peu de camarades autour de Damen et Maffi, en fait, les continuateurs du travail du "Comité d'Entente" de 1925. Cette volonté de se maintenir avait déjà été clairement affirmée à la réunion de Naples en 1925 où Bordiga avait été mis en minorité au sein de la Gauche italienne. Il s'agissait de décider s'il fallait se plier ou non à la demande de Zinoviev, alors secrétaire de l'Internationale, de dissoudre le Comité. La majorité de la Gauche, contre Bordiga, décida de se maintenir pour se battre au Congrès de Lyon. C'est donc autour de ce Comité maintenu qu'un noyau plus conséquent, notamment de membres de la fraction revenus en Italie (Daniélis, Stefanini et d'autres), se constitue dès 1942 et aboutit à la fondation du parti en 1943.

En 1944 le parti établit un **schéma de programme** qui est la véritable continuation des positions programmatiques de la Fraction italienne à l'étranger. Ce document comprend une position nette sur la question des P.C. en les caractérisant de contre révolutionnaires, sur la question de la nature de l'URSS. Sur la question de la dictature du parti au cours de la période transitoire il est réaffirmé la nécessité de différencier le pouvoir de la classe ouvrière du domaine du parti. Mais la question n'est pas approfondie, elle est seulement posée. Il y a également des interrogations sur la question syndicale et la question n'est pas tranchée.

Malheureusement, à la conférence de Turin, le parti adopte une Plate-forme rédigée par Bordiga (non membre du parti au demeurant) qui est une nette régression sur tous ces points. Malgré les dénégations de **Battaglia Comunista**, à partir de 1979, le texte a bien été adopté par le parti (cf. le "compte rendu de la conférence" - p17 "A la fin du débat, aucune divergence substantielle ne s'étant manifestée, la **Plate-forme du Parti** est acceptée et on renvoie au prochain Congrès la discussion du **Schéma de programme** (premier document élaboré en 1944 et cité ci-dessus) et des autres documents en élaboration". Il est même spécifié plus loin que, malgré les divergences importantes manifestées sur la question syndicale, la thèse 12 est adoptée. "La Conférence, après une ample discussion du problème syndical, soumet à l'approbation générale le point 12 de la plate-forme politique du parti et donne mandat au CC d'élaborer un programme syndical conforme à cette orientation".(p. 24). Non seulement le texte a été adopté mais le "schéma de programme" a été versé à la discussion. C'est, effectivement, un net recul programmatique du parti. Qu'on en juge :

1°) Sur la Russie, Bordiga parlait "d'industrialisme d'Etat" comme s'il existait une nouvelle forme, une phase intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. O. Damen a déjà critiqué cette façon de voir dans les "5 lettres à Bordiga" publiées dans son livre **Bordiga**. Dans ce cadre il ne voyait pas que la Russie était contre-révolutionnaire et de cette conception dérive son incompréhension de la nature des P.C.

2°) Bordiga ne voyait pas le rôle contre-révolutionnaire des P.C. puisqu'il n'excluait pas la possibilité de faire de l'entrisme en leur sein. C'est une des raisons pour lesquelles il n'avait pas adhéré PCInt, pensant, très certainement, que les P.C. pouvaient évoluer et changer de nature (!). Par ailleurs, la création du POC avec les trotskistes a été condamnée par la Fraction italienne en mai 1945 (Cf. **résolution** de sa conférence - **Internationalisme** n°8) .Ce même document indique que Bordiga n'était pas étranger à cette expérience. Tout le combat de la Fraction dans l'Opposition de gauche de 1929 à 1933 (Cf. le livre du CCI sur l'histoire de la Gauche italienne) est renié par cette attitude.

3°) Sur la question syndicale la confusion n'est pas moins grande. La tendance Damen, à juste titre, critique la thèse de la "reconstruction et de la reconquête des syndicats". Elle défend

après coup, en 1948, la rupture d'avec les syndicats "collaborationnistes" qui se trouvent sur une ligne "social démocrate" pour adopter "*la défense des principes révolutionnaires et pour la constitution des groupes de fabrique, de bureau... qui sont la base sociale du parti*".

Voilà comment on a réussi à former un "parti", en cachant toutes les divergences de fond. Mais cette méthode, en fait contraire à la Gauche, devait aboutir à la rupture de 1952.

Mais revenons à la conférence de Turin, dans laquelle nous voyons cohabiter toutes les tendances contenues dans la Gauche italienne, grâce au principe centriste qui consiste à taire les divergences. Il y avait également une raison essentielle à cette agitation consistant à vouloir constituer le Parti à tout prix. Ainsi, après avoir analysé la disparition du prolétariat pendant la guerre, Vercesi s'était converti à l'idée qu'après la guerre on entrerait dans une période de développement de la lutte de classe ce que la Gauche communiste de France commençait à remettre en cause en 1945.

Autour des parties les plus saines représentées par le noyau autour de Damen et des membres de l'ex Fraction italienne dite "de l'étranger" qui venait de se saborder, nous avons :

1 - La tendance Vercesi qui, quelques mois auparavant, se vautrait dans le pire antifascisme du Comité de Coalition antifasciste à Bruxelles. Cette attitude sera condamnée après 1946 par une résolution, jamais publiée, du Bureau international (BI) du PCInt. Il faut noter que cette résolution est très mesurée car elle condamne la participation à cette Coalition mais juge que les principes n'ont pas été transgressés car elle n'avait rien à voir avec les Comités de Libération nationale.

Malgré tout cela, à la Conférence de Turin un Bureau international est créé avec Vercesi à sa tête et regroupant le PCI, la Fraction belge et la seconde Fraction française. "*Dans la situation mondiale actuelle... le PCI retient comme possible seulement la constitution d'un Bureau international des Fractions de la Gauche communiste mondiale... Ce Bureau s'assignera la tâche de favoriser la formation du parti de classe dans tous les pays à travers le procédé politique de la fraction et d'élaborer les documents politiques exigés par le développement de la situation internationale*". Le camarade LECCI propose que le BI soit soustrait à l'influence prédominante du Parti italien et qu'il ait son siège à Paris. Cette leçon justifiée a été tirée de l'expérience de l'Internationale communiste qui a été soumise à l'influence dominante du parti russe.

2 - La Fraction belge qui avait proposé un journal théorique en collaboration avec les trotskistes belges.

3 - la minorité de "Bilan" qui avait pris une position de soutien à la république espagnole en 1936 et qui avait quitté la FI sur cette question.(Enrico Russo, Pace, Corradi, etc.)

4 - des membres de l'ex-Union Communiste : Chazé, Lastérade qui sont venus grossir les rangs de la "seconde" Fraction française.

5 -et pour finir des résistants, d'après la relation de Danielis au Congrès de Florence en 1948 du PCI (cf. p.20 et 21 du compte rendu publié par **Battaglia Comunista**) c'est toute la section de **Battaglia** de Turin qui participe à la libération de cette ville.

Voilà l'étrange amalgame créé. Au congrès de Florence le parti apprendra comme "une bombe" qu'il existe des dissensions en son sein (cf. **compte rendu** du congrès) et notamment sur la question électorale.(le parti avait présenté des candidats aux élections après 1945). Une motion de compromis (encore une!) est adoptée "*En attendant les conclusions.... sur la question de la participation ou de l'abstentionnisme, le congrès décide que le parti ne participera à aucune élection*".

Cette attitude centriste qui devait mener au blocage du parti , a abouti tout naturellement à la scission entre la droite Bordiga-Vercesi et la tendance Damen en 1952 et à la création du Parti Communiste International (Programme Communiste).

La GCF a une attitude plus prudente et utilise la méthode marxiste qui consiste par analyser la période. Elle constate d'abord que la guerre s'est terminée mais que la bourgeoisie mondiale a pu dévoyer la lutte de classe, la réprimer et y mettre bon ordre. Nous avons montré comment la bourgeoisie mondiale a su faire face aux surgissements ouvriers. Elle a réussi à éviter tout surgissement en Allemagne pays vaincu, elle a empêché par exemple les soldats prisonniers de revenir pendant 5 ans (5 millions de jeunes allemands dont beaucoup de prolétaires seront retenus en captivité). Dans les populations occupées la bourgeoisie a su jouer à fond la carte de l'anti-fascisme. On a jamais vu un tel débordement de chauvinisme, de nombreux soldats allemands seront lynchés, massacrés par les populations hystériques. Sur le front de l'Est les fuyards et les déserteurs étaient pendus obligeant les troupes à se replier en bon ordre.

Cette remise en cause par la GCF, sur l'analyse du cours, commence à se faire durant l'année 1945 et se concrétise dans un article d'*Internationalisme* n°20 d'avril 1947 "optimistes et pessimistes", "l'avant garde doit être prête politiquement à jouer le rôle historique qui est le sien contre la guerre impérialiste, et se préparer aux luttes que le prolétariat révolutionnaire est susceptible d'engager par la suite. Il s'agit d'être sérieux et réfléchis et non agités et nerveux, enthousiastes à s'essouffler pour rien".

III INTERNATIONALISME.

Contrairement à ce marais, la FFGC qui va se transformer fin 1945 en Gauche Communiste de France est la véritable continuation de la Gauche italienne.

Nous avons déjà cité 3 divergences, dès sa création fin 1944, entre la FFGC et la FI: sur sa reconnaissance, le Comité antifasciste de Bruxelles, les relations avec les RKD, il en est maintenant de nouvelles. La FFGC propose de faire un tract commun pour le 1er mai 1945 ainsi que d'organiser une conférence commune avec les RKD et la FI ce que celle-ci refuse. Mais la réponse s'étant faite attendre la FFGC s'était trouvée dans l'obligation de prendre l'initiative avec les RKD de rédiger et de distribuer un tract ce premier mai. La FI critique cette intervention commune et publie un texte critique "le néo-trotskisme dans la fraction française de la GC". (*Bulletin international de discussion* N°8).

Il y a, également, une nouvelle divergence sur la décision de dissoudre la FI à sa conférence de mai 1945 et la rentrée individuelle de ses membres dans le PCI.

Mais la fraction dissoute se réveille pour faire paraître le *Bulletin international de Discussion* n°8 déjà cité, ci-dessus, entièrement tourné vers la critique de la FFGC.

Elle fait paraître également le 15 juin un *Communiqué* sur l'exclusion du camarade Marc pour "*indignité politique*" parce qu'il a quitté la conférence de la FI. C'est un procédé ni très digne ni très politique car ce camarade a quitté la conférence, de façon très correcte, en lisant *une déclaration politique* indiquant qu'il ne voulait pas participer à l'acte d'auto-dissolution de la Fraction.

Avant le congrès de juin 1945 de la FFGC, les camarades Fred ⁽⁴⁶⁾ et Rob publient une *Adresse à tous les militants révolutionnaires* se désolidarisant de certains articles parus dans

⁽⁴⁶⁾ Il s'agit de Suzanne V.

l'Étincelle et se lançant dans une attaque "grossière" de l'organisation (*Bulletin extérieur* - numéro spécial de juin 1945 de la GCF). Mais cette attitude fait suite à de nombreuses manœuvres, racontars, de pratiques politiques personnelles et conspiratives dans l'organisation de la part de ces militants. Après la fondation de la Fraction la camarade Fred avait refusé de travailler dans la CE de l'organisation. Le 23 mai la camarade apportera une lettre signée en commun avec A1 et J. (camarades suspendus de l'organisation) et se retirera de la réunion de la CE. Tout était prétexte à saboter systématiquement la vie de l'organisation (non paiement des cotisations par ailleurs). Une résolution est prise à la conférence de la FFGC (juillet 1945) pour suspendre ces camarades et "*ces 2 camarades pourront faire appel à la prochaine Conférence de l'organisation.*"

Voilà l'état des divergences au moment de la rupture.

Le PC Internationaliste le 4 novembre 1945 à la réunion de son Comité central prend la résolution suivante "sur les incidents au sein de la fraction à l'étranger".

"Le Comité central... affirme,

1° que le groupe de Paris ne pouvait pas s'octroyer le rôle de CE de la Fraction," (Par cette décision toute l'activité de la Fraction pendant la guerre est condamnée. Donc on décrète bureaucratiquement que la Gauche italienne n'a rien dit et fait durant la guerre(!). Aurait-elle failli à son rôle? Étonnamment aucune condamnation n'est venue en retour pour dénoncer l'attitude liquidatrice du Comité central en 1939 de la Fraction.)

"2° que la mesure disciplinaire à l'égard du camarade Vercesi ne correspondait pas à la réalité des faits parce qu'elle était originée par des nouvelles qui se sont révélées inexactes par la suite,

3° que la participation du groupe belge à la Coalition antifasciste telle qu'elle avait été organisée, c'est à dire en tant qu'organisme d'assistance, peut être retenue plus ou moins opportune, mais elle n'a pas constitué une rupture de principe avec la position idéologique du parti,

4) que par conséquent cette mesure est déclarée nulle."

ooo

"Sur la dissidence en France.

"Le CC après avoir pris connaissance et discuté la lettre envoyée au Parti par le groupe dissident de la Fraction française décide,

1° Le parti affirme qu'il n'entretiendra de relations internationales qu'avec une seule fraction de gauche dans chaque pays.

2° En conséquence il reconnaît la seule fraction française qui est en rapport avec la fraction belge et le Parti.

3° Le Parti considère que la solidarité affirmée par la fraction belge et par la fraction italienne est un élément suffisant pour ne pas accepter la proposition de la fraction française dissidente.

4° Invite en conséquence la fraction française à résoudre le problème de la dissidence, compte tenu de la nécessité de sanctions disciplinaires pour frapper les infractions aux principes communistes de l'organisation". (voté à l'unanimité).

Donc la minorité indisciplinée au sein de la Fraction française est considérée par le PCI comme la véritable fraction en France. Par contre la majorité de la Fraction française n'est pas reconnue et devra accepter les mesures disciplinaires à son encontre.

Cette minorité se grossit, entre temps, d'ex-membres de l'Union communiste: Chazé et Lastérade, de 2 dissidents des Communistes révolutionnaires ainsi que d'ex-membres de la minorité de *Bilan* comme P. Corradi pour former un petit groupe en octobre 1945 (cf. *Internationalisme* n°6 décembre 1945). C'est la raison pour laquelle la majorité prend le nom de Gauche Communiste de France pour ne pas prêter à confusion avec l'autre groupe.

Fin 1943 et début 1946 la GCF se bat pour demander une conférence de la GCI pour discuter et mettre au clair les divergences. (Cf. réponse in *Internationalisme* n°8 - Mars 1946, à la Fraction belge qui demandait des explications complémentaires de ce qui s'est passé et qui avait pris une *Résolution* sur la question. En fait cette dernière était embarrassées.)

Comme rien de nouveau ne se passait la GCF écrivit au PCI une "lettre" le 28 novembre 1946 avec une "annexe" faisant le catalogue de toutes les questions à débattre qui avaient entraîné tous les manquements connus des différents groupes de la GCI durant la période de la guerre. (*Internationalisme* n°16) A cette lettre de 10 pages la réponse du 10 décembre de la GCI est une fin de non recevoir de 8 lignes "Réunion du Bureau International - Paris, "."*Puisque votre lettre démontre une fois de plus, la constante déformation des faits et des positions politiques prise, soit par le PCI d'Italie, soit par les Fractions belge et française; que vous ne constituez pas une organisation politique révolutionnaire et que votre activité se borne à jeter de la confusion et de la boue sur nos camarades, nous avons exclu à l'unanimité, la possibilité d'accepter votre demande de participation à la réunion internationale des organisations de la GCI.*"

C'est bien vrai que l'histoire se répète mais comme une farce, la GCI a été exclue de façon bureaucratique de l'IC après 1926, elle a pareillement été exclue de l'Opposition de gauche en 1933 (Cf. notre *livre* sur la question), c'est maintenant au tour de la GCI d'exclure bureaucratiquement la Fraction française de ses rangs pour éviter la confrontation politique.

Même si cette demande de conférence internationale n'est pas acceptée par la GCI, la méthode et le principe en sont corrects pour clarifier les divergences. C'était ainsi, au sein de la GCI, que l'on réglait les questions jusqu'à présent; il fallait le réaffirmer.

Mais la GCF ne se contente pas du seul travail théorique, elle est présente dans les luttes. lors de la grande grève à Renault en avril-mai 1947 qui va entraîner le départ des ministres du PCF du Gouvernement. Un membre du groupe "Goupil" ou "Renard" est membre du comité de grève. Son intervention qui est très proche des interventions très concrètes, sur la nécessité de s'organiser soi même dans la lutte et sur la nécessité de la généralisation de la lutte, de celles du CCI dans les luttes ouvrières des années 80. Le groupe publie 3 tracts pour l'occasion: le 1, le 2 et le 5 mai. (cf. *Internationalisme* n°22 du 15 mai 1947. Après la grève la GCF s'oppose à la constitution d'un nouveau syndicat Renault dont les initiateurs sont les ancêtres du groupe trotskiste actuel *Lutte ouvrière*.

A la suite du refus du nouveau bureau de la GCI de reconnaître la GCF, elle évoluera positivement; cette rupture lui permettra de pousser plus loin sa réflexion et l'expérience de la GI. Dans un premier temps elle cherche à regrouper les énergies révolutionnaires au niveau international en participant à une conférence internationale de contact les 25 et 26 mai 1947. Cette conférence avait été convoquée par le Kommunistenbund "Spartacus" et a regroupé pour la Belgique des groupes apparentés au "Spartacus" de Bruxelles et de Gand et la Fraction belge de la GCI; pour la France outre la GCF, le *Prolétaire* des CR et les RKD; pour la Suisse le groupe "Lutte de classe"; pour l'Italie la "Fraction autonome de Turin" du PCI. Il y avait aussi des participants individuels et un courrier adressé par le "Parti socialiste de Grande Bretagne" indiquant ses positions politiques. La FFGC ⁽⁴⁷⁾ a fait parvenir une lettre dans laquelle elle souhaitait "bon travail" à la conférence tout en s'excusant de ne pouvoir se déplacer à cause de

(⁴⁷) Le groupe dissident qui a rejoint la GCI a pris le nom de fraction française de la Gauche Communiste.

travaux urgents. Il faut dire que la conférence était seulement une première prise de contacts, elle n'a pu épuiser son ordre du jour et prendre de décisions pratiques parce que les discussions n'avaient pas permis de clarifier les questions et de justifier le vote d'une quelconque résolution.(cf. *Internationalisme* n°23). Suite à la conférence la GCF et le "groupe des Communistes de Conseils de Hollande" (Canne Meyer) décident, malgré tout, de créer une revue internationale de discussion mais un seul numéro verra le jour à cause de la dissolution de ce dernier groupe. La revue a pris le nom de *Bulletin d'informations et de discussions internationales*, ce premier numéro comprenait une lettre de la GCF sur la nécessité de cet organe de discussion, la réponse des Hollandais et un article sur "les fondements de l'économie communiste".

La GCF ne négligea pas de pousser les individus en rupture avec le trotskisme. En 1949 elle est en contact avec les éléments au sein du trotskisme qui vont former le groupe "*Socialisme ou Barbarie*". Le numéro 43 d'*Internationalisme* rend compte de cela puis une discussion est organisée entre les 2 groupes. La GCF choisit de faire un exposé sur les caractéristiques de la période: la décadence du capitalisme et ses conséquences. Socialisme ou Barbarie sur "*la perspective révolutionnaire et les tâches actuelles de l'avant garde*" (Cf. *Internationalisme* n° 45 - 1950 et la revue *Socialisme ou Barbarie*). Un autre contact est pris avec le groupe de Munis qui venait de rompre avec le trotskisme. Plusieurs réunions de discussions communes sont organisées Un exposé important fait par la GCF à une de ces réunion est reproduit dans le numéro 45 d'*Internationalisme*, "*caractérisation de la période actuelle*" et "*la perspective révolutionnaire et les tâches actuelles de l'avant-garde*"

Mais le bilan politique et théorique d'*Internationalisme* est encore plus fondamental. En partant de la thèse de la décadence du système capitaliste développé par *Bilan* à la suite de la III° Internationale, des textes d'approfondissement théoriques fondamentaux sont publiés: sur le capitalisme d'Etat, sur la question de l'Etat dans la période de transition. Dans cet important texte, il est défendu l'idée que la dictature du prolétariat doit s'exercer à travers des organes spécifiques et séparés de ceux de l'Etat.(*Thèses sur la nature de l'Etat et la révolution prolétarienne Internationalisme* - n°9 avril 1946). C'est une position capitale qui influencera fortement celles du CCI d'aujourd'hui (republiée dans la Brochure la *période de transition* n°1 du CCI). Sur la question du Parti, *Internationalisme* est aussi à l'avant garde de la réflexion. La GCF fait une critique des positions erronées du léninisme sur le parti dirigeant, ainsi qu'un rejet catégorique des positions du conseillisme qui aboutit à nier le rôle fondamental du parti. Elle combat la constitution immédiate d'un nouveau parti ce qui était de l'aventurisme dans une période contre-révolutionnaire.

Indépendamment de ces textes *Internationalisme* publie des études très importantes notamment le texte de "Mouso" - Robert Salama de critique au texte de Pannekoek *Lénine philosophe* (republié dans la *Revue Internationale* n°25, 27, 28, 30).

Mais en 1950-52 la période n'est plus aux illusions qui ont prévalu au sortir de la guerre et la période contre-révolutionnaire se perpétue. Cette situation touche fortement les organisations révolutionnaires, nous voyons la période de scission en 1952 au sein du PCI, la disparition des RKD, des CR et de l'UCI en France, la dispersion de la FFGC (deuxième mouture) avec le départ de Chazé, Lastérade, Véga et de la majorité du groupe vers *Socialisme ou Barbarie* et enfin dans les années 60 vers le conseillisme et ICO (⁴⁸) pour certains.

La GCF n'est pas épargné par cette dure période de "guerre froide" en 1950 qui aboutit à la guerre de Corée. Elle n'avait publié que 4 numéros d'*Internationalisme* en 1950 un seul numéro en 1951 et en 1952 c'est la dispersion.

(⁴⁸) Information et Correspondance Ouvrière.

"Pour certains de nos camarades, nous vivons dans un état de guerre imminente et la question qui se pose à l'analyse n'est pas d'étudier les facteurs donnés et agissant déjà - mais, bien au contraire, d'examiner pourquoi la troisième guerre mondiale n'a pas encore éclaté à l'échelle mondiale".

..."Dans cette situation de guerre imminente, la tâche la plus impérieuse est celle de la sauvegarde physique des militants que leur présence en Europe exposerait, dans ces conditions, à l'extermination. Ce qui signifie une certaine dislocation de notre groupe, ses militants se dispersant là où ils peuvent, mais avec l'objectif d'un regroupement ultérieur appuyé, dans l'immédiat, sur d'étroits contacts." Voilà comment se termine l'éditorial du dernier numéro d'**Internationalisme** (n°46).

Qu'a publié le groupe pendant toute cette période? Il a publié l'**Etincelle** imprimé en 1945 (une dizaine de numéros) et **Internationalisme** ronéoté (46 numéros de 1945 à 1952). A partir de 1946 il ne publie plus qu'**Internationalisme** en 200 à 300 exemplaires car les moyens financiers manquaient, le financement n'était effectué que de la poche des militants.

Qu'est ce qui a déterminé la fin du groupe?

Dans le dernier éditorial d'**Internationalisme** nous retrouvons le pendant d'une certaine surestimation d'un "cours nouveau", durant la guerre en 1943 (il y avait surestimation de la force du prolétariat à aller vers des affrontements révolutionnaires et surtout sous-estimation de la bourgeoisie à répondre à cette situation : il était évident que cette dernière saurait réagir et ne se laisserait pas entraîner dans une vague révolutionnaire comme en 1917) aujourd'hui en 1952, la GCF sous-estime la capacité du prolétariat à se laisser entraîner vers une nouvelle guerre impérialiste.

C'était l'analyse de toutes les organisations révolutionnaires de l'époque.

L'analyse générale était correcte, 1943 marquait un changement dans la guerre qui avait entraîné des réactions prolétariennes. C'était donc le rôle des révolutionnaires de rester vigilants et prêts pour toute éventualité. L'analyse de fond, base de toute méthode marxiste, sur le cours aux affrontements de classe était juste, l'erreur se situait dans le moment conjoncturel plus précis et la perte de vue des leçons tirées par la bourgeoisie du premier après guerre.

Il en est de même pour l'analyse de la situation dans les années 50 avec l'analyse du cours toujours contre révolutionnaire. Cette vision était correcte. Ici ce qui n'est pas bien vu c'est comment se déroule la reconstruction. Il n'y a plus d'arrêt momentané de la guerre comme dans les années 20. En fait, dans cette phase du capitalisme la guerre ne cesse plus, il en est ainsi depuis 1935. Et quand on fait les comptes, aujourd'hui, le nombre de massacres et de destructions, depuis 1945, est plus important que ce que la 2e guerre a coûté à l'humanité. La reconstruction a pris une nouvelle forme depuis 1945, l'Europe a assuré sa survie par le ravage des pays de la périphérie et le développement de l'armement n'a plus cessé depuis lors.

Au moment de la guerre de Corée, la tension entre les 2 blocs atteint un paroxysme incroyable. Il y avait plus d'un million de morts. Mac Arthur envisageait l'utilisation de la bombe atomique contre la Chine. Aux USA, la discussion sur l'emploi de la bombe atomique se déroulait ouvertement dans la presse et les conseillers de la Maison Blanche (Burnham -ancien trotskiste) disaient en substance : "qu'est ce qu'on attend pour l'utiliser préventivement, qu'on se rappelle la veille de la 2e guerre où on avait laissé l'Allemagne se reconstruire".

C'est pourquoi la vision d'**Internationalisme** n'avait rien de fondamentalement faux dans la situation de l'époque. C'est une erreur de compréhension de phénomènes nouveaux du capitalisme décadent.

Le groupe décide de mettre à l'abri certains camarades.

Marc et CI partent pour le Venezuela, Mouso pour l'Ile de la Réunion, "Morel" et Jean Malaquais aux USA (ce dernier toujours en tant que "compagnon de route", même s'il est proche du groupe). Il était décidé qu'un noyau se maintenait à Paris pour conserver les liens et continuer le travail courant. Mais entre-temps "Phil" s'intègre à *Socialisme ou Barbarie*, "Goupil" chez les bordiguistes (ce dernier reprend contact avec le CCI après 1991), le dernier carré composé de "Cousin" ou Serge Bricianer (décédé en septembre 1997) et "Evrard", après avoir maintenu quelques temps une activité, évolue vers des positions conseillistes et dissout le groupe avant d'adhérer à *Socialisme et Barbarie* pour ne pas se retrouver isolé. Ainsi la dispersée n'a plus la cohésion nécessaire pour assurer la publication d'Internationalisme, elle disparaît après 10 années d'existence. Une page de la lutte est définitivement tournée.

Chapitre 4

Pour le développement d'une aire de la Gauche communiste internationale, la Conférence de la Gauche communiste de 1947.

De l'échec de la révolution attendue par les révolutionnaires après la 2^{ème} guerre mondiale sur le modèle de la révolution russe et allemande après la guerre de 1914, et de la crise de la Gauche italienne qui s'en suivit, la Gauche Communiste de France fit un point de force. Ces événements lui permirent de faire un nouveau bilan critique des positions de la Gauche Italienne et d'effectuer des apports politiques inestimables : sur les questions du capitalisme d'Etat, de la décadence du capitalisme, de l'Etat dans la période de transition et sur la question du Parti.

Comme Marx, Engels et tous les marxistes après eux, La Gauche Communiste de France (GCF) ne se considère pas comme les seuls révolutionnaires. La GCF considère le débat, même polémique et très dur entre révolutionnaires, comme fondamental pour faire progresser la théorie révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle la GCF pousse à la discussion et à la confrontation entre tous les révolutionnaires. Cet effort a abouti à la Conférence de 1947.

Aujourd'hui, le CCI se reconnaît toujours de cette attitude et de cette méthode politique c'est la raison pour laquelle nous publions le courrier de préparation entre les révolutionnaires pour cette conférence et le bilan qu'en a fait *Internationalisme* revue de la GCF. Nous avons appris d'*Internationalisme* qu'il existe une "Gauche communiste" qui comprend deux rameaux essentiels: la Gauche italienne et la Gauche germano-hollandaise. C'est de l'expérience historique de ces 2 courants que nous nous réclamons et de la critique de leurs positions politiques et théoriques accomplie par *Internationalisme* et la GCF.

Internationalisme N°23 -1947

- Lettre de la GCF au Communistenbond *Spartacus* - Hollande.

Chers camarades.

Nous avons reçu votre lettre du 18 mars nous faisant part de votre intention de convoquer une Conférence des groupes révolutionnaires de Hollande, Belgique et France.

Quoique n'ayant pas encore reçu votre document de discussion "*Le nouveau Monde*" (dont vous annoncez la traduction et l'envoi) nous déclarons immédiatement notre accord avec l'initiative prise par vous et notre volonté de faire que cette Conférence, à laquelle nous participerons, soit une rencontre fructueuse pour le mouvement ouvrier international.

Vous n'ignorez certainement pas que depuis Juillet 1945 notre groupe a ressenti et a proclamé la nécessité d'une reprise des relations entre les groupes restés fidèles à la cause de l'émancipation du prolétariat.

La dégénérescence de l'Internationale Communiste a vu surgir bien des groupes exprimant une réaction de classe contre l'opportunisme et la trahison. Mais le long cours réactionnaire qui a précédé la 2^{ème} guerre mondiale, a eu raison de ces groupes, les a fourvoyés politiquement ou dispersés physiquement. La 2^{ème} guerre mondiale n'a fait qu'accentuer cette dispersion. Seuls, quelques petits groupes extrêmement faibles ont résisté à ce rouleau compresseur.

Il était naturel, d'autre part, que la monstruosité de la guerre ouvrît les yeux et fît resurgir de nouveaux militants révolutionnaires. C'est ainsi qu'en 1945 se sont formés, un peu partout, des petits groupes qui, malgré l'inévitable confusion et leur immaturité politique, présentaient néanmoins dans leur orientation des éléments sincères tendant à la reconstruction du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La deuxième guerre ne s'est pas soldée comme la première par une vague de luttes révolutionnaires de la classe. Au contraire. Après quelques faibles tentatives, le prolétariat a essuyé une désastreuse défaite, ouvrant un cours général réactionnaire dans le monde. Dans ces conditions les faibles groupes qui ont surgi au dernier moment de la guerre risquent d'être emportés et disloqués. Ce processus peut déjà être constaté par l'affaiblissement de ces groupes un peu partout et par la disparition de certains autres, comme celle du groupe des "Communistes révolutionnaires" en France.

Cependant l'existence et le développement de ces groupes dans leur ensemble, présente un intérêt certain, car ils sont incontestablement des manifestations de la vie de la classe et de son expression idéologique, avec tout ce qu'ils contiennent de tâtonnement et d'hésitation reflétant les difficultés réelles rencontrées par le prolétariat durant ces 30 dernières années. Dans une période comme la notre de réaction et de recul. Il ne peut être question de constituer des partis et une Internationale, - comme le font les trotskistes et consorts - (car le bluff de telles constructions artificielles n'a jamais servi qu'à embrouiller un peu plus le cerveau des ouvriers). Il serait criminel de négliger l'effort de regroupement des militants révolutionnaires.

Aucun Groupe ne possède en exclusivité la "vérité absolue et éternelle" et aucun groupe ne saurait résister par lui-même et isolément à la pression terrible du cours actuel. L'existence organique des groupes et leur développement idéologique sont directement conditionnés par les liaisons intergroupes qu'ils sauraient établir et par l'échange de vues, la confrontation des idées, la discussion qu'ils sauraient entretenir et développer à l'échelle internationale.

Cette tâche nous paraît être de la première importance pour les militants à l'heure présente et c'est pourquoi nous nous sommes prononcés et sommes décidés à œuvrer et à soutenir tout

effort tendant à l'établissement de contacts, à multiplier des rencontres et des conférences élargies.

Mais ici nous devons faire quelques observations :

L'objectif qu'on se propose d'atteindre est bien précis. Il ne s'agit pas de discussion en général, mais bien de rencontres qui permettent des discussions entre des groupes prolétariens révolutionnaires. Cela implique forcément des discriminations sur la base de critères politiques idéologiques. Il est absolument nécessaire, afin d'éviter les équivoques et afin de ne pas rester dans le vague, de préciser autant que possible ces critères.

En prenant l'initiative de la conférence, en invitant tel groupe ou tel autre vous avez évidemment obéi vous aussi à des critères politiques et non à des appréciations sentimentales. Mais cela reste chez vous trop vague.

A) En éliminant le courant trotskiste, vous avez certainement tenu compte de son appréciation de l'Etat russe et de sa position de défense de cet Etat, qui fait du trotskisme un corps politique se situant hors du prolétariat. Nous partageons sur ce point votre façon de voir et estimons que l'attitude envers l'Etat russe doit être considérée comme un critère de délimitation. Mais au lieu d'être sous-entendu implicitement, nous croyons qu'on ferait mieux et un grand pas en avant, en l'affirmant explicitement.

B) Vous invitez par contre le "Libertaire" c'est à dire la Fédération anarchiste Française. Vous n'ignorez pas que les anarchistes français tout en considérant comme une "faute" la participation de leurs camarades espagnols au Gouvernement capitaliste 1936-38 n'ont jamais rompu avec eux ni dénoncé leur action comme trahison du prolétariat. Il ne s'agit pas simplement de la participation au Gouvernement mais de toute une politique qui, partant du "Fronte Populaire", du front unique avec une fraction "démocratique" de la bourgeoisie contre une autre "fraction "réactionnaire", "fasciste" a fait de l'anarchisme un courant politique qui a participé sous l'étiquette de "l'antifascisme" à la guerre impérialiste en Espagne.

Ce sont les mêmes raisons politiques qui ont rendu possible la participation des anarchistes aux maquis de la Résistance en France, qui interdisaient à la fédération de prendre position sur ce problème (c'est à dire à la participation guerre impérialiste tout court) en faisant un problème de conscience individuelle.

"L'antifascisme" comme la "défense de l'URSS" ont servi et servent encore comme principaux moyens pour duper et rassembler le prolétariat sur le terrain du capitalisme. Nous estimons qu'il est nécessaire d'affirmer clairement que tout courant se rattachant à "l'antifascisme" se rattachant à la défense du capitalisme et de son état n'a pas sa place dans un rassemblement du prolétariat.

C/ Il est à peine nécessaire d'insister que doivent être éliminées des rencontres et des conférences tous les groupes qui sous un quelconque prétexte idéologique (défense de l'URSS, de la démocratie de l'antifascisme ou de libération nationale) ont effectivement participé d'une façon ou d'une autre à la guerre impérialiste de 1939-45.

De tels groupes, quelle qu'est pu être leur origine et leur tendance initiale, ont été happés dans l'engrenage de l'idéologie capitaliste et ont cessé d'être des foyers de fermentation de formation de militants prolétariens.

D/ il est un point acquis pour le programme de classe du prolétariat: c'est la nécessité de la destruction violente de l'Etat capitaliste. La signification historique d'Octobre 1917, sa portée décisive réside dans la démarcation qu'elle a faite entre la position bourgeoise de maintien et de réforme de l'Etat capitaliste la position du prolétariat luttant pour sa destruction. En ce sens, Octobre 1917 reste un critère fondamental de toute organisation se réclamant du prolétariat

Ces 4 critères que nous venons d'énoncer n'ont pas pour but de résoudre les problèmes se posant au prolétariat pour son émancipation ni de définir les tâches propres aux groupes révolutionnaires. Ces 4 critères ne font que, marquer les frontières de classe, séparant la prolétariat du capitalisme.

Seules les rencontres entre les groupes se trouvant sur la base de ces critères c'est à dire sur la base de classe du prolétariat, peuvent présenter un réel intérêt et la discussion peut être une œuvre utile et féconde pour la renaissance du mouvement révolutionnaire international.

Salutations révolutionnaires.

Gauche Communiste de France.

<i>Bilan de la conférence par INTERNACIONALISME</i>
--

UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DES GROUPEMENTS
REVOLUTIONNAIRES.

Les 25 et 26 mai s'est réunie une Conférence Internationale de contact des groupements révolutionnaires. Ce ne fut pas uniquement pour des raisons de sécurité que cette Conférence ne fut pas annoncée tambour battant à la mode stalinienne et socialiste. Les participants à la Conférence avaient profondément conscience, de la terrible période de réaction que traverse présentement le prolétariat, et de leur propre isolement inévitable en période de réaction sociale - aussi ne se livrèrent ils pas aux bluffs spectaculaires tant goûtés - d'ailleurs de fort mauvais goût - de tous les groupements trotskistes.

Cette Conférence ne s'est fixé aucun objectif concret immédiat impossible à réaliser dans la situation présente, ni une formation artificielle d'Internationale, ni des proclamations incendiaires au prolétariat.

Elle n'avait uniquement pour but qu'une première prise de contact entre les groupes révolutionnaires dispersés, la confrontation de leurs idées respectives sur la situation présente et les perspectives de la lutte émancipatrice du prolétariat.

En prenant l'initiative de cette Conférence le "Communistenbund" "Spartacus" de Hollande, mieux connu sous le nom de Communistes de Conseils ⁽⁴⁹⁾, a rompu l'isolement néfaste dans lequel vivent la plupart des groupes révolutionnaires et a rendu possible la clarification d'un certain nombre de questions.

Les Participants

Les groupes suivants furent représentés à la Conférence et ont pris part au débat.

Hollande:Le *Communistenbund* "Spartacus".

Belgique:Les groupes apparentés au "Spartacus" de Bruxelles et de Gand. La Fraction belge de la GCI

France:La Gauche Communiste de France. Le groupe du "*Prolétaire*"

Suisse:Le groupe "*Lutte de classe*".

En outre, quelques camarades révolutionnaires n'appartenant à aucun groupe, participèrent directement par leur présence ou par l'envoi d'interventions écrites, aux débats de la Conférence.

Notons encore une longue lettre du "*Parti Socialiste de Grande-Bretagne*" adressée à la Conférence et dans laquelle il a expliqué longuement ses positions politiques particulières.

La F.F.G.C. a également fait parvenir une courte lettre dans laquelle elle souhaite., "bon travail" à la Conférence mais à laquelle elle s'excuse. de ne pouvoir participer à cause du manque de temps, d'occupations urgentes.⁽⁵⁰⁾

Le Travail de la Conférence.

L'ordre du jour suivant fut adopté comme plan de discussion à la Conférence:

1/ L'époque actuelle

2/ Les formes nouvelles de lutte du prolétariat (des formes anciennes aux formes nouvelles).

3/ Taches et organisation de l'avant-garde révolutionnaire.

4/ Etat-Dictature du prolétariat-Démocratie ouvrière.

5/ Questions concrètes et conclusions. (accord de solidarité internationale, contacts, information internationale etc. ...).

⁽⁴⁹⁾ Nous trouvons dans le *Libertaire* du 29 mai un article fantaisiste sur cette Conférence. L'auteur qui signe A.P. et qui passe dans le *Libertaire* pour le spécialiste en histoire du mouvement ouvrier communiste, prend vraiment trop de liberté avec l'histoire. Ainsi représente-t-il cette conférence à laquelle il n'a pas assisté et dont il ne sait absolument rien comme une Conférence des Communistes des Conseils, alors que ces derniers qui l'ont effectivement convoquée, participaient au même titre que toute autre tendance.

A.P. ne se contente pas seulement de prendre de la liberté avec l'histoire passée mais il se croit autorisé d'écrire, au passé, l'histoire à venir. A la manière de ces journalistes qui ont décrit à l'avance avec force détails la pendaison de Goering, sans supposer que ce dernier aurait le mauvais goût de se suicider à la dernière minute, l'historien du *Libertaire* A.P. annonce la participation à la Conférence des groupes anarchistes alors qu'il n'en est rien.

Il est exact que le *Libertaire* fut invité à assister, mais il s'est abstenu de venir et à notre avis avec raison. La participation des anarchistes au Gouvernement Républicain et à la guerre impérialiste en Espagne en 1936-38, la continuation de leur politique de collaboration de classe avec toutes les formations politiques bourgeoises espagnoles dans l'émigration, sous prétexte de lutte contre le fascisme et contre Franco, la participation idéologique et physique des anarchistes dans la "Résistance" contre l'occupation "étrangère" font d'eux en tant que mouvement un courant absolument étranger à la lutte révolutionnaire du prolétariat. Le mouvement anarchiste n'avait donc pas sa place à cette Conférence et son invitation eut été en tout état de cause une erreur.

⁽⁵⁰⁾ "Les occupations urgentes" de la FFGG dénotent bien son état d'esprit concernant les rapports avec les autres groupes révolutionnaires. De quoi souffre exactement, la FFGC, du "manque de temps" ou du manque d'intérêt et de compréhension pour les contacts et les discussions entre les groupes révolutionnaires? A moins que ce ne soit son manque politique suivie (à la fois pour et contre la participation aux élections, pour et contre le travail dans les syndicats, pour et contre la participation aux comités antifascistes etc...) qui la gêne à venir confronter ses positions avec celles des autres groupes.

Cet ordre du jour s'est avéré bien trop chargé pour pouvoir être épuisé par cette première Conférence insuffisamment préparée et trop limitée par le temps.

N'ont été effectivement abordés que les trois premiers points à l'ordre du jour. Chaque point a donné lieu à d'intéressants échanges de vues.

Il serait évidemment présomptueux de prétendre que cet échange de vues a abouti à une unanimité. Les participants à la Conférence n'ont jamais émis une telle prétention. Cependant on peut affirmer que les débats parfois passionnés ont révélé une plus grande communauté d'idées qu'on aurait pu le soupçonner.

Sur le premier point de l'ordre du jour comprenant l'analyse générale de l'époque présente du capitalisme, la majorité des interventions rejetait aussi bien les théories de Burnham sur l'éventualité d'une révolution et d'une société directoriale, que celle de la continuation de la société capitaliste par un développement possible de la production. L'époque présente fut définie comme étant celle du capitalisme décadent, de la crise permanente, trouvant dans la capitalisme d'Etat son expression structurelle et politique.

La question de savoir si les syndicats et la participation aux campagnes électorales en tant que forme d'organisation et d'action pouvait encore être utilisée par le prolétariat dans la période présente a donné lieu à un débat animé et fort intéressant. Il est regrettable que les tendances qui préconisant encore ces formes de la lutte de classe, sans se rendre compte que ces formes dépassées et périmées ne peuvent exprimer aujourd'hui qu'un contenu antiprolétarien et tout particulièrement le PCI d'Italie, ne furent pas présentes à la Conférence pour défendre leur position. Il y avait bien la Fraction belge et la Fédération autonome de Turin, mais la conviction de ces groupes dans cette politique qui était leur, récemment, est à ce point ébranlée et incertaine qu'ils ont préféré garder le silence sur ce point.

Le débat portait donc, non sur une défense possible du syndicalisme et de la participation électorale en tant qu'armes de lutte du prolétariat, mais exclusivement sur les raisons historiques, sur le pourquoi de l'impossibilité de l'utilisation de ces formes de lutte dans la période présente. Ainsi des syndicats, le débat s'est élargi et la discussion a porté non seulement sur la forme organisationnelle en général, qui est en somme n'est qu'un aspect secondaire, mais a mis en question les objectifs qui la déterminent - la lutte pour des revendications économiques corporatistes et partielle, dans les conditions présentes du capitalisme décadent ne peuvent être réalisés et encore moins servir de plate-forme de mobilisation de la classe.

La question de Comités ou Conseils d'usine comme forme nouvelle d'organisation unitaire des ouvriers acquiert sa pleine signification et devient compréhensible en liaison étroite et inséparable avec les objectifs qui se posent aujourd'hui au prolétariat : les objectifs sont non de réformes économiques dans le cadre du régime capitaliste, mais de transformations sociales contre le régime capitaliste.

Le troisième point: les tâches et l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire qui posent les problèmes de la nécessité ou non de la constitution d'un parti politique de classe, du rôle de ce parti dans la lutte émancipatrice de la classe et des rapports entre la classe et le Parti, n'a malheureusement pas pu être approfondi comme il aurait été souhaitable.

Une brève discussion n'a permis aux différentes tendances que d'exposer dans les grandes lignes leurs positions sur ce point. Tout le monde sentait pourtant qu'on touchait là une question décisive aussi bien pour un éventuel rapprochement des divers groupes révolutionnaires que pour l'avenir et les succès du prolétariat dans sa lutte pour la destruction de la société capitaliste et l'instauration du socialisme. Cette question, à notre avis, fondamentale n'a été qu'à peine effleurée et demandera encore des discussions pour l'approfondir et la préciser. Mais il est important de signaler que déjà à cette Conférence il est apparu que si des divergences existaient sur l'importance du rôle d'une organisation des militants révolutionnaires conscients, les Communistes de Conseil pas plus que les autres ne niaient la nécessité même de l'existence d'une telle organisation qu'on l'appelle Parti ou autrement, pour le triomphe final du socialisme. C'est là un point commun qu'on ne saurait trop souligner.

Le temps manquait à la Conférence pour aborder les autres points de l'ordre du jour. Une courte discussion très significative a eu encore lieu, vers la fin, sur la nature et la fonction du mouvement anarchiste. C'est à l'occasion de la discussion sur les groupes à inviter dans de prochaines conférences, que nous avons pu mettre en évidence le rôle social-patriote du mouvement anarchiste, en dépit de sa phraséologie révolutionnaire creuse, dans la guerre 1939-45, leur participation à la lutte partisane pour la Libération "nationale et démocratique" en France, en Italie et actuellement encore en Espagne, suite logique de leur participation dans le Gouvernement bourgeois "Républicain et antifasciste", et dans la guerre impérialiste en Espagne en 1936-38

Notre position: que le mouvement anarchiste aussi bien que les trotskistes ou toute autre tendance qui participa ou participe à la guerre impérialiste au nom de la défense d'un pays (défense de la Russie) ou d'une forme de domination bourgeoise contre une autre (défense de la République et de la démocratie contre le fascisme) n'avait pas de place dans une Conférence des groupes révolutionnaires fut soutenue par une majorité des participants. Seul le représentant du " Prolétaire" se faisait l'avocat de l'invitation de certaines tendances non orthodoxes de l'anarchisme et du trotskisme.

Conclusion.

La Conférence s'est terminée comme nous l'avons dit sans avoir épuisé l'ordre du Jour, sans avoir pris aucune décision pratique, et sans avoir voté de résolution d'aucune sorte. Il ne pouvait en être autrement. Cela, non pas tant comme le disaient certains camarades pour ne pas reproduire le cérémonial religieux de toute Conférence et consistant dans le vote final obligatoire de résolutions qui ne signifient pas grand chose, mais à notre avis parce que les discussions ne furent pas suffisamment avancées pour permettre et justifier le vote de résolution quelconque

Alors, la Conférence ne fut qu'une réunion de discussion habituelle et ne présente pas autrement d'intérêt" penseront certains malins ou septiques. Rien ne serait plus faux. Au contraire, nous considérons que la Conférence a eu un intérêt et que son importance ne manquera pas de se faire sentir à l'avenir sur les rapports entre les divers groupes révolutionnaires. Il faut se souvenir que depuis 20 ans ces groupes vivent isolés, cloisonnés, repliés sur eux-mêmes., ce qui a inévitablement produit chez chacun des tendances à un esprit de chapelle et de secte, que tant d'années d'isolement ont déterminé dans chaque groupe une façon de penser, de raisonner et de s'exprimer qui le rend souvent incompréhensible aux autres

groupes. C'est là non la moindre des raisons de tant de malentendus et d'incompréhensions entre les groupes. C'est surtout la nécessité de se rendre soi-même perméable aux idées et arguments des autres et de soumettre ses idées propres à la critique des autres. C'est là une condition essentielle de non encroûtement dogmatique et du continuel développement de la pensée révolutionnaire vivante qui donne tout l'intérêt à ce genre de Conférence.

Le premier pas, le moins brillant mais le plus difficile est fait. Tous les participants à la Conférence, y compris la Fraction belge qui n'a consenti à participer qu'après bien des hésitations et beaucoup de scepticisme ont exprimé leur satisfaction et se sont félicités de l'atmosphère fraternelle et de la discussion sérieuse. Tous ont également exprimé le vœu d'une convocation, prochaine pour une nouvelle conférence plus élargie et mieux préparée pour continuer la travail de clarification et de confrontation commune.

C'est là un résultat positif qui permet d'espérer qu'en persévérant dans cette voie, les militants et groupes révolutionnaires sauront dépassé le stade actuel de la dispersion et parviendront ainsi à œuvrer plus efficacement pour l'émancipation de leur classe qui a la mission de sauver l'humanité toute entière de la terrible destruction sanglante que prépare et dans laquelle l'entraîne le capitalisme décadent.

Marco

INTERNATIONALISME (suite)

On pourrait évidemment aussi citer des exemples de le FFGC mais cela n'apportera pas grand chose. D'abord parce que celle-ci est plutôt une caricature, copiée sur le modèle du P.C.I. d'Italie, qu'une organisation avec des conceptions propres; ensuite parce que la F.F.G.C. est un conglomérat de diverses tendances, un amalgame éclectique, allant de l'opportunisme caractérise à l'intransigeance verbale et dont les éléments d'union sont la Prétention arrogante et l'Ignorance grossière, le tout traduit par un sectarisme non tolérant et ultimatisiste en matière de organisation.

MARCOU (à suivre)

RECTIFICATIF

Autour de la Conférence Internationale de Contact :

Nous avons reçu du camarade, Jobert la rectification suivante C'est avec plaisir que nous la publions d'autant plus dans le compte rendu de Marco, de la Conférence, il était fait expressément mention de la délégation de la Fédération Autonome de Turin. C'est uniquement à la suite d'une erreur de dactylo que tout ce passage a été omis.

"Dans votre relation sur la Conférence Internationale de Contact vous avez, oublié de citer parmi les participants la section Autonome du PCI de Turin; le seul organisme qui a envoyé adhésion et délégation officielle. Le camarade Marco mélange les positions théorique de la Fraction belge avec celle du groupe de Turin. La vérité est que la Fraction belge maintient intégralement les positions bordiguistes, au contraire la section de Turin s'est déclarée autonome précisément pour les divergence sur la question électorale et sur la question clé de l'unité des forces révolutionnaires du prolétariat. L'ample relation traduite en français et

distribuée à chaque groupe - même incomplète - peut éclairer les camarades à ce sujet. Le délégué de Turin n'a pas abusé du temps précieux et limité sur la discussion du point 2 n'ayant aucun mandat impératif; mais dans toute ses brèves interventions, il a suffisamment manifesté la nécessité de l'action directe intransigeante de classe, unique chemin pour le redressement du mouvement révolutionnaire du prolétariat."

L'exemple pratique de l'initiative de la section de Turin avec le groupe autonome anarchiste est significatif. Pour témoignage de mes assertions, même sur la question, syndicale je vous cite les conclusions de la relation de Turin: - nous avons la confiance que cette conférence nous portera les éclaircissements nécessaires sur toutes questions qui intéressent l'organisation du prolétariat (ce n'est pas la position de la Fraction belge ni du PCI) et qu'il nous sera possible d'arriver à une complète entente. Une autre précision reste à faire: il est exact que les anarchistes n'ont pas adhéré officiellement, mais il ne faut pas oublier qu'un anarchiste a présidé la Conférence.

Avec ma foi révolutionnaire"JOBBER.

Nous publions aussi le courrier publié par le Groupe des Communistes de Conseils Hollande

BULLETIN D'INFORMATIONS

ET DE

DISCUSSIONS INTERNATIONALES

édité par le groupe des Communistes de Conseils Hollande

1 Nov. 47No 1

Réponse à la lettre de la Gauche Communiste de France

La parution de ce Bulletin d'informations et de discussions internationales est une réponse pratique à la lettre de la GCF. Nous avons l'espoir que beaucoup de camarades ou même des groupes seront intéressés à participer à la discussion en vue de la préparation de la prochaine conférence.

Les camarades ou les groupes sont priés de faire connaître le nombre d'exemplaires de chaque numéro qu'ils désirent avoir.

Vu que l'envoi des fonds est pratiquement impossible; nous prions les abonnés de garder l'argent jusqu'à la prochaine réunion.

Les articles devront être rédigés aussi brièvement et simplement que possible. La rédaction du "Bulletin".

Lettre de la Gauche Communiste de France

Chers camarades,

A la conférence de contact des groupes révolutionnaires tenue à la Pentecôte, il était ressorti la nécessité de préparer une nouvelle conférence permettant, en plus de la discussion générale, une plus grande liaison idéologique entre les différents groupes révolutionnaires.

C'est en voulant préciser et mettre en application ce vœux de la conférence de la Pentecôte, que la Gauche Communiste de France s'adresse à vous (pour vous) prier de prendre en main l'organisation technique d'une nouvelle conférence.

Si la précédente conférence a réuni des groupes révolutionnaires ayant des points idéologiques communs sans qu'ils aient été formulés, il est aujourd'hui impossible de réunir une conférence, sans que celle-ci se pose sur une base commune de discussions. Il n'est pas dans nos intentions d'éliminer certains groupes et certains militants isolés, mais nous pensons qu'une base affective ne suffit pas pour réunir une nouvelle conférence de contact.

La base de discussion n'est pas une série de critères permettant l'élimination ou l'admissibilité des groupes à cette conférence, elle n'exprime que la nécessité qu'une telle conférence soit une véritable "praxis" révolutionnaire. Rejetant le dilettantisme dans la discussion de certains groupes ou individualités, nous entendons que cette conférence soit le préliminaire, d'une sérieuse discussion politique en vue de la lutte de classe du prolétariat vers le socialisme.

Les groupes qui sont susceptibles ou ont le désir de participer à cette conférence se posent comme points communs:

1. La volonté d'œuvrer et de lutter en vue de la Révolution du Prolétariat, par la destruction violente de l'état capitaliste pour l'instauration du socialisme

2. La condamnation de toute, acceptation ou participation à la 2ème guerre impérialiste avec tout ce qu'elle a pu comporter de corruption idéologique de la classe ouvrière, telle les idéologies fascistes et antifascistes ainsi que leurs appendices sociaux: le maquis, les libérations nationales et coloniales, leur aspect politique: la défense de l'URSS, des démocraties, du national socialisme européen.

Cette condamnation se rapporte aussi sur toute guerre impérialiste qui pourrait éclater entre le bloc américain et le bloc russe.

Hors de cette base commune de discussion la conférence se perdra dans sa signification politique et sa tâche révolutionnaire.

Ordre du jours des discussions.

Après près, de six ans d'arrêt de toute discussion internationale l'ordre du jour de cette conférence sera particulièrement chargé vu les nouvelles théories bourgeoises, lesquelles ont considérablement interféré avec les vieux principes révolutionnaires. Celui que nous proposons sera le plus large possible et en même temps permettra à tous les participants de faire connaître les enseignements qu'ils ont tiré de la lutte de classe de ces 30 dernières années.

1. Analyse de la situation politique sociale et économique, du capitalisme moderne. (Totalitarisme, Capitalisme d'Etat, Techno-Bureaucratie).

2. Le mouvement ouvrier actuel, sa nature de classe, nature et signification de ses divers mouvements économiques sociaux et politiques. (Syndicats, lutte extra-syndicale, lutte à objectifs sociaux; lutte pour les nationalisations).

3. Signification et tâche des groupes révolutionnaires dans la lutte de classe et dans la révolution. (Notions du parti prolétarien et post-révolutionnaire)

4. Base politique sociale et économique de l'édification de la société socialiste. Problème de la gestion socialiste et de l'Etat post-révolutionnaire.

Nous précisons que cet ordre du jour n'est que proposé, seule la conférence pourra décider de l'ordre du jour à adopter.

Il demeure certains points techniques qu'il s'agit de régler très vite. Nous vous proposons donc d'écrire les rapports de l'ordre du jour que vous réunirez dans un bulletin. Donc, chaque mois jusqu'à la conférence un bulletin paraîtra contenant les rapports de discussions des différents groupes sur les points à l'ordre du jour. Vous en aurez la charge, dans ce qui est de réunir les différents documents de discussion et d'expédier les bulletins aux groupes ou militants qui y participeront. Comme cet aspect technique de la conférence nécessitera une dépense financière trop lourde, nous acceptons de participer aux frais dès maintenant. Il sera présenté à la conférence un bilan des dépenses de publication, lesquelles dépenses seront supportées par tous les participants.

Nous émettons le vœux que cette conférence soit très sérieusement préparée pour donner des résultats féconds et indispensables pour la lutte de classe à venir.

Avec nos Salutations communistes.

La Gauche Communiste de France

AVRIL 1933

**BULLETIN PREPARATOIRE DE LA CONFERENCE POLITIQUE DE
L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE**

(organisée par le groupe de la banlieue ouest)

SOMMAIRE

1. L'invitation à la Conférence
2. Les réponses des groupes et individualités
3. Les décisions du Comité intergroupes de préparation de la Conférence
4. Lettre du camarade Treint
5. Note
6. Rapport de la Gauche Communiste sur la Question russe
7. Les rapports de l'opposition de gauche avec les partis staliniens (Gauche Communiste)

- 8. Résolution du groupe de la banlieue ouest sur la question russe
- 9. La conquête des masses - Contribution à la discussion - (Fraction de gauche)
- 10. Résolution du groupe de la banlieue ouest sur les rapports de l'avant-garde communiste et les masses.

Ajouts :

- Vers la construction d'une véritable Fraction de gauche en France (La Fédération parisienne de la Fraction de gauche du P.C.I. - mai 1933).
- Contribution de la fédération parisienne de la Fraction de gauche du P.C.I. à la Conférence d'unification des groupes communistes de gauche.

LA CIRCULAIRE D'INVITATION A LA CONFERENCE

Groupe de l'Opposition communiste de gauche de la banlieue ouest (ancien. 15e rayon)
 Courbevoie le 19 janvier 1933

A tous les communistes oppositionnels de gauche

Aux organisations oppositionnelles :

Secrétariat International

Ligue communiste

Gauche communiste

Fraction de gauche

Fraction de gauche du P.C.I.

Nouvelle opposition italienne

Camarades,

La situation politique internationale et la carence de l'I.C. mettent les oppositionnels devant de lourdes responsabilités. Il nous semble inutile d'insister sur ce point.

Cependant, ce qu'on peut encore appeler l'avant-garde communiste du prolétariat, est actuellement dans un état de division extrême, organiquement et politiquement.

Chaque oppositionnel comprendra la nécessité d'un regroupement de l'avant-garde communiste. Chaque oppositionnel se convaincra également de l'utilité actuelle d'une clarification idéologique, rendue indispensable par l'affaiblissement politique de l'I.C. et l'impuissance de l'Opposition de gauche depuis plusieurs années.

Mais de nombreuses frictions de toute nature opposent les divers groupes oppositionnels, chacun ayant malgré cela le vif désir de regrouper l'avant-garde communiste du prolétariat.

Notre groupe sollicité par la "Fraction de gauche" pour une conférence d'unification de l'Opposition communiste de gauche, par la "Gauche communiste" pour une même conférence, par la "Ligue Communiste" pour participer à sa Conférence Nationale Elargie, constate l'existence d'un fort courant vers un regroupement ayant pour base une discussion préalable.

Ayant, il y a trois ans, pris l'initiative d'une Conférence d'unification, notre groupe croit devoir prendre à nouveau la responsabilité de proposer à tous les groupes de l'Opposition de gauche de préparer une Conférence politique de l'Opposition communiste.

Nous ne voulons en aucune façon anticiper sur les résultats organiques d'une telle Conférence, mais c'est bien cependant dans le but de réaliser un regroupement de l'avant-garde communiste sur la base d'une large clarification idéologique que nous prenons la responsabilité d'organiser cette Conférence.

Nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour faire qu'à cette Conférence la confrontation des points de vue de chacun se fasse avec toutes les garanties de liberté d'expression.

D'ailleurs, pour que la préparation puisse s'effectuer dans les meilleures conditions, nous proposons que chaque groupe discute des questions que nous mettons en avant comme devant former l'ordre du jour de la Conférence, puis élabore des documents qui seront transmis aux autres groupes à l'aide d'un bulletin de discussion publié sous notre responsabilité et sous le contrôle d'un délégué de chacun des groupes oppositionnels.

Des échanges de vue que nous avons déjà pu avoir avec les camarades des groupes invités, il apparaît que les questions les plus importantes qui nécessitent une discussion immédiate sont :

- 1°) La politique de masses de l'avant-garde communiste
- 2°) Appréciation du régime soviétique et de ce qu'est devenue la dictature du prolétariat en URSS.
- 3°) Appréciation de l'I.C. et de ses perspectives politiques. Comment réaliser le redressement communiste.

Mais nous tenons à insister sur la nécessité pour chaque groupe d'apporter tous ses efforts à la discussion sur le premier point qui nous paraît le plus important et qu'il est indispensable de clarifier rapidement.

En effet, il nous est apparu que la principale caractéristique du mouvement oppositionnel, c'est que, comme le parti, il est coupé des masses. (Nous faisons exception pour des groupes comme la Fédération de Charleroi dont l'expérience et l'activité actuelle sont riches d'enseignements).

Or, le regroupement de l'avant-garde communiste et la clarification idéologique qui doit accompagner ce regroupement ne peuvent se faire qu'au travers d'un travail militant effectif dans les masses.

Les bases de ce travail militant restent à déterminer en utilisant pour cela les enseignements que l'on peut tirer des erreurs de l'I.C. et de l'Opposition et de l'expérience de quelques groupes liés solidement à la classe ouvrière et à ses luttes.

Ces quelques considérations montrent bien que les formes du regroupement nécessaire de l'avant-garde communiste sont fonction d'un travail militant conséquent et d'une clarification idéologique que la Conférence à laquelle nous vous convions et même simplement sa préparation faciliteront considérablement.

Notre groupe estime qu'au moins six semaines sont nécessaires à la discussion des trois questions de l'ordre du jour, que six autres semaines seront nécessaires à la discussion de documents élaborés par chaque groupe et publiés dans le bulletin de discussion, ce qui met à environ trois mois la tenue de la Conférence. (La date précise de celle-ci sera fixée en accord avec les différents groupes).

Nous détaillons ci-après les questions de l'ordre du jour en demandant à chaque groupe de s'efforcer de ne négliger aucune des questions soulevées par la précision des schémas, en particulier en ce qui concerne le premier point.

Afin de faciliter la discussion dans chaque groupe et pour toucher les militants communistes oppositionnels isolés, nous diffuserons cette lettre le plus largement possible, et nous vous demandons de bien vouloir la publier dans votre organe.

Notre groupe vous demande également de nous donner rapidement une réponse à nos propositions.

Nous avons le vif espoir que celle-ci sera affirmative.

Salutations communistes.

LES REPONSES DES GROUPES ET INDIVIDUALITES INVITES

"GAUCHE COMMUNISTE"

Paris, le 27 janvier 1933

Chers camarades,

Notre groupe de la Gauche Communiste a discuté à sa dernière réunion de votre lettre concernant vos propositions. Le groupe de la Gauche Communiste se déclare d'accord et accepte à l'unanimité de participer à votre tentative d'unification et mettra tout en oeuvre pour vous aider à cette réalisation. Nous espérons que l'unification en France sera la préface d'une Conférence Internationale.

En ce qui concerne le schéma, nous pensons qu'il y a un trop grand nombre de questions, aussi notre groupe a décidé de concentrer le maximum de vos points en trois documents, à savoir :

- 1°) Le travail syndical et le contact avec les masses.
- 2°) Question russe et dictature du prolétariat.
- 3°) Fraction ou 2ème parti ? Appréciation de l'I.C. L'Opposition de gauche et son régime intérieur.

Nous pensons que vous ne verrez pas d'inconvénients à cette méthode, puisque nos documents suivront d'assez près l'ensemble de votre schéma.

Inutile de vous rappeler, chers camarades, que nous insisterons sur le rôle de l'Opposition et son régime intérieur.

Nos fraternels saluts communistes.

Votre lettre sera insérée dans notre prochain bulletin.

"FRACTION DE GAUCHE" Paris le 2 Février 1933

Chers camarades,

Notre groupe s'est déclaré d'accord avec l'ensemble des considérations contenues dans votre lettre du 19 Janvier 1933. D'ailleurs, vous n'avez fait que concrétiser sous de nouvelles formules les propositions que nous avons faites récemment et relatives à l'unification des forces oppositionnelles de gauche, c'est dire d'avance que nous acceptons vos propositions.

Toutefois notre groupe pense que, pour faire avancer la discussion et résoudre les difficultés qui demeurent, il serait utile de compléter la discussion qui se manifesterà dans le bulletin publié sous le contrôle des différents groupes, par une série de conférences dont l'horaire pourrait être fixé d'un commun accord. Il est incontestable que le contact direct entre

les militants aplanirait bien des difficultés et que certaines divergences pourraient être plus vite et plus aisément effacées.

Veillez donc réfléchir avec soin aux propositions que notre groupe vous soumet et nous dire quelles suites selon vous elles paraissent comporter.

Recevez, chers camarades, nos salutations communistes.

"FRACTION DE GAUCHE DU P.C.I." Paris, le 2 Février 1933

Chers camarades,

Nous avons reçu votre circulaire du 19 janvier, nous invitant à participer à votre initiative pour l'unification des groupes de gauche existant en France.

Dès qu'elle a été entre nos mains, nous l'avons transmise à notre Commission Exécutive avec la recommandation de vous faire une réponse le plus tôt possible. Nous attendons cette réponse et nous vous la ferons parvenir aussitôt.

Pour vous faciliter la compréhension de la position de notre fraction sur les problèmes qui font l'objet de votre initiative, nous vous envoyons quelques documents que notre fraction avait présentés soit à la Ligue, soit au Secrétariat International et au camarade Trotsky.

N'ayant suivi votre groupe dans son activité politique que d'une façon fort irrégulière, nous désirerions avoir une collection de votre bulletin pour nous faire une idée sommaire des positions politiques qui sont à la base de votre activité.

Dans l'attente d'avoir de vos nouvelles, recevez, chers camarades, nos salutations communistes.

"FRACTION DE GAUCHE DU P.C.I."

Commission Exécutive

Chers camarades,

Tout d'abord, notre fraction salue l'initiative que vous avez prise pour déterminer une unification des groupes se réclamant de l'Opposition de gauche en France.

Ainsi que vous, nous concevons ce regroupement en fonction de la clarification des questions politiques, cette clarification pouvant seule déterminer les bases de l'unification de demain.

Avant tout, il nous paraît devoir caractériser ainsi la poussée que vous constatez pour l'unification : chaque groupe constate que toutes les séparations qui se sont vérifiées jusqu'à maintenant n'ont pas déterminé de frontières politiques de principe. Le courant pour l'unification prouve que chaque groupe à lui seul constate ne pas pouvoir offrir les bases politiques pour la fraction de gauche, et veut déterminer ces bases par la confrontation des différentes positions politiques des différents courants politiques, lesquels expriment, en définitive, un courant du mouvement prolétarien lui-même, un degré donné des expériences de classe du prolétariat français.

Nous croyons aussi qu'il faudra, dès maintenant, comprendre la signification de cette poussée vers l'unification dans le sens d'une réaction très ferme à ces moeurs qui ont prévalu en France, de perpétuel sectionnement des groupes et des groupuscules, dans le sens d'un appel au sens de responsabilité de tous les militants qui paraissent encore jouer avec les scissions et les problèmes de l'organisation prolétarienne. Les scissions qui se sont vérifiées jusqu'alors n'ont rien résolu et la preuve en est dans le fait que chaque segment demande aujourd'hui à rétablir l'unité.

Que ce soit un groupe à base nettement prolétarienne qui ait pris l'initiative de l'unification, voilà une garantie pour le travail que l'on va aborder. Nous croyons devoir insister tout particulièrement sur la responsabilité de cette initiative et de ce travail. Il faut à tout prix suivre un chemin permettant la clarification politique, car un nouvel échec dans cette direction finirait par compromettre pour longtemps la lutte du prolétariat français pour la révolution communiste.

La présence de la Ligue permettra enfin une confrontation des positions politiques et permettra aussi de discerner les raisons qui ont fait de cette Ligue le théâtre des scissions et des aventures politiques et organisatoires. Ceci dit, nous allons vous soumettre les conditions qui nous paraissent essentielles pour un travail utile et qui expriment l'expérience du travail de longue haleine auquel notre fraction s'est attelée depuis longtemps.

La clarification politique n'est possible qu'à la condition de forger l'organisme politique approprié.

Il nous paraît que jusqu'à maintenant toutes les discussions politiques entre les différents groupes en France, et au sein de chaque groupe, ne pouvaient nullement aboutir à des conclusions utiles, du fait que chaque individualité croyait pouvoir faire dépendre la clarification politique de son propre jugement personnel. Par contre, la discussion dans sa signification marxiste, n'est possible qu'à la condition qu'elle reflète, qu'elle exprime l'expérience des organismes agissant en connexion avec le mouvement de la lutte des classes. Ainsi le tableau des discussions que vous avez annexé à votre lettre du 19 janvier ne conduirait à rien de positif ni de définitif s'il devait devenir une sorte de palestre où toutes les opinions des militants se propageraient sans aucune direction précise. A notre avis, au contraire, il faut, avant

tout, établir que la discussion doit s'orienter dans un but bien déterminé : celui d'indiquer la nature de l'organisme à créer. Et à ce sujet, ou bien il faudra suivre la tradition du mouvement politique du prolétariat et aux formes spécifiques que nous connaissons : opposition, fraction, 2ème parti, ou bien prouver que les conditions actuelles de la crise communiste obligent le retour aux formes de l'organisation précédente au Manifeste communiste, c'est à dire aux "groupes", aux "ligues", etc.

A notre avis donc, le premier point sur lequel la confrontation politique devrait avoir lieu est celui-ci : "quel organisme doit-il ressortir de l'unification? Et à ce sujet évidemment, il faudrait faire confluencer l'examen de toutes les questions politiques à la détermination de l'organisme qui doit résulter de l'unification préconisée.

Opposition, fraction ou 2ème parti, ceci nous paraît devoir être l'objet essentiel des discussions.

Les bases politiques de l'organisme.

Avec la détermination de la nature de l'organisme à créer, doit marcher de pair, à notre avis, la délimitation des bases politiques de cet organisme. A ce sujet, la formule qui a été suggérée en France, est celle des "premiers congrès de l'Internationale". Nous pensons avant tout que, pour ne pas rester dans l'abstrait, il faudra examiner l'expérience lamentable de la Ligue communiste, laquelle s'était fondée sur les quatre premiers congrès.

A notre avis, cette base politique est absolument insuffisante. Et nous ne faisons nullement une question particulière, intéressant notre fraction, car, vous le savez bien, le 4ème Congrès n'a nullement proclamé l'incompatibilité de nos points de vue avec l'I.C. ; bien au contraire, au 4ème Congrès, Lénine insistait pour que Bordiga restât à la direction du parti. Mais il est indéniable que la discussion doit porter aussi sur les résolutions politiques des 2ème, 3ème, 4ème Congrès aussi. Qu'il ne puisse pas en être autrement, cela est prouvé par le fait que lors du 4ème Congrès, on avait mis à l'ordre du jour la question du programme de l'I.C. à savoir d'établir les bases de principes d'où devraient dépendre les résolutions politiques et tactiques prises dans ces Congrès.

Pour le surplus, le 3ème et le 4ème Congrès doivent être vérifiés à la lumière de la défaite allemande de 1923, et il nous paraît absolument inadmissible que l'on mette comme condition d'adhésion à la fraction de gauche, celle de la reconnaissance comme "base" de ces solutions tactiques qui, lors de la défaite de 1923, se sont démontrées incomplètes ou erronées.

A notre avis, les bases politiques de la fraction de gauche restent à établir. Nous proposons donc que l'on reprenne aujourd'hui comme première base de notre travail, les documents fondamentaux du 2ème Congrès qui alors avaient déjà été indiquées comme conditions d'adhésion à l'Internationale et aux partis communistes. Immédiatement il faudrait procéder à l'examen des Congrès de l'I.C., de toute la production politique des groupes et des fractions dans les différents pays, pour en faire ressortir une délimitation idéologique bien claire, condensée en une déclaration de principe à présenter au prolétariat.

Ce travail politique en profondeur nous paraît le seul capable de nous conduire à des résultats positifs durables.

Le travail politique de masses.

Vous écrivez dans votre lettre du 19 janvier : "en effet, il nous est apparu que la principale caractéristique du mouvement oppositionnel, c'est que, comme le parti, il est coupé des masses". Nous croyons devoir comprendre ainsi ce passage : aucun travail politique et communiste n'est possible qu'à la condition d'agir en relation avec le mouvement de la lutte des classes ; tout le travail du parti et du mouvement oppositionnel en général, n'étant pas basé sur les principes de la lutte de classe a fini par déterminer un dégoût salutaire chez les prolétaires révolutionnaires qui se regroupent dans le XVème rayon. Mais si, par ce passage, vous vouliez indiquer la possibilité d'opérer immédiatement un travail de masse, alors, à notre avis, tout en voulant établir des conditions pour un travail fructueux, vous en arriveriez à compliquer encore plus les difficultés de ce travail. En effet, avant de pouvoir en appeler aux masses, il faut avoir construit l'organisme capable d'agir dans l'intérêt du prolétariat.

Par la suite, nous vous exposerons notre position à ce sujet, et serons évidemment heureux de vérifier dans la discussion la position que défend notre fraction.

La Fédération de l'Est.

A notre avis, il faudrait inviter cette fédération aussi? Au point de vue politique, les opinions sur la tactique que défend le cercle dirigé par le camarade Souvarine sont défendues aussi par d'autres groupes que vous avez invités. De plus, le camarade Souvarine est un des fondateurs du parti communiste, le premier qui, en France, se soit insurgé contre le centrisme dans l'I.C. C'est assez, nous semble-t-il, pour indiquer qu'il représente un courant du prolétariat français.

Sans anticiper sur l'avenir, nous pouvons déjà dire qu'au point de vue politique, notre fraction défend des positions directement opposées à celles du camarade Souvarine. mais nous voulons discuter avec lui, rencontrer le courant prolétarien qu'il représente.

Vous dites que ces camarades ont déjà pris une position définitive sur les problèmes qui sont en discussion. Politiquement, cela signifie que vous croyez devoir repousser cette solution. Nous qui sommes certainement de cet avis, nous demanderions que cela soit le résultat d'une discussion politique et non d'une délibération a priori, d'autant plus que, nous le répétons, les mêmes opinions du camarade Souvarine sont défendues par d'autres groupes invités à la discussion.

Nous vous avons adressé les premières remarques qui nous paraissent utiles au travail que vous avez entrepris. La collaboration de notre fraction vous reste acquise, et nous voulons espérer que sur la base des expériences déjà faites par l'Opposition en France et dans les autres pays, on s'achemine enfin dans la bonne voie, et que, pénétrés de la nécessité d'un travail sérieux, nous songerons tous surtout aux intérêts du mouvement révolutionnaire et nous travaillerons pour nous rendre dignes de ce mouvement.

Avec nos salutations communistes,

La CE de la fraction de gauche du P.C.I.

LIGUE COMMUNISTE Paris, le 1er mars 1933
(C.F.O.I.G.)

Chers camarades,

Nous vous confirmons la réponse déjà donnée verbalement à vos délégués, relativement à votre projet de Conférence, en soulignant les points suivants :

1) Il n'est pas exact de dire, comme l'a fait le camarade Lacroix que la C.E.E. de la Ligue a donné purement et simplement son acceptation à votre proposition, ni décrire ensuite que notre C.E. cherche à éluder cette acceptation. Vous avez été faussement informés à ce sujet. Comme il est normal, notre C.E. élargie a réservé sa réponse, que pouvaient seuls fournir les organismes compétents, après examen.

2) Nous considérons comme souhaitable l'unification la plus large des forces prolétariennes dans les cadres de l'opposition. Mais cela ne peut se faire que sur une base théorique et méthodologique définie : critères politiques, méthodes d'action et action elle-même doivent être précisés dans tous les domaines, nationaux et internationaux, au cours de la lutte.

Or, plusieurs des groupements que vous voulez réunir, ont quitté la Ligue, précisément avec la constatation, à différentes étapes, de leurs désaccords avec elle. Avec d'autres (bordiguistes) l'Opposition de gauche internationale vient justement de reconnaître après mûre étude et de longues expériences, le fossé profond qui nous sépare.

Dans ces conditions, nous croyons que l'objectif que vous souhaitez (unification) ne peut être atteint par la voie d'une addition arithmétique des groupements qui se recommandent de l'opposition et de ceux qui ne s'en recommandent pas.

3) Nous sommes disposés à participer aux conférences que vous convoquerez, afin précisément d'apporter notre point de vue dans la discussion générale, et d'éclairer tous les participants sur les positions que nous défendons. Nous pensons que ce sera en fin de compte notre apport le plus utile à l'élargissement des rangs de l'opposition.

4) Nous ne considérons pas comme utile la participation à un bulletin de discussion commun. Chaque groupe que vous avez convoqué possède une presse. La discussion et la polémique dans cette presse constituent la meilleure forme de confrontation des idées, celle qui correspond effectivement à l'activité de chacun.

Prière de nous avertir de la prochaine réunion que vous convoquerez.

Bien fraternellement

pour la C.E. de la Ligue Communiste Section française de

l'Opposition Internationale de gauche (bolcheviks-léninistes)

Paris, le 27 mars 1933

Camarade,

Dans sa réunion d'hier mon groupe a décidé de participer à la conférence d'unification que ton groupe a convoquée. Nous faisons sur les modalités de cette conférence qui font que nous serons présents plutôt à titre d'observateurs ; mais nous demandons qu'en tout état de cause, la liberté de parole nous soit accordée.

Je te prie de me communiquer dans le plus bref délai possible la réponse de ton groupe. Que vous nous considérez comme un groupe ou comme des individualités n'a aucune importance. Au cas où ton groupe accepterait notre participation, je te prierai de me communiquer tous renseignements utiles sur la composition de la conférence et la position qu'ont adoptée jusqu'à présent les participants éventuels.

Avec mes salutations communistes
pour les signataires du document "**Regroupement
des forces communistes**", **J. Prader**

Paris, le 3 février 1933

Chers camarades,

Votre proposition de tenir une Conférence des groupes et militants se réclamant du courant communiste de gauche correspond certainement aux aspirations de tout révolutionnaire sincère et conscient ; mieux encore, c'est un besoin urgent pour l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire.

Nous acceptons bien volontiers d'adhérer à votre initiative bien que nous soyons sceptiques sur les possibilités de créer un organisme international selon nos plus sincères aspirations et à la hauteur de satisfaire pleinement aux tâches de régénération et de direction du mouvement communiste international.

Le fait que vous proposez de procéder à l'examen complet du mouvement communiste en partant de la définition de l'Etat russe nous laisse entrevoir quelques possibilités de procéder sérieusement à un premier regroupement des forces vraiment communistes.

Mais pour cela, camarades, il ne faut pas se préoccuper du nombre, mais des positions de principe.

Il faut que la discussion préparatoire soit menée avec la plus large application de la démocratie communiste et qu'on arrive à des conclusions absolument claires, condition indispensable pour permettre un premier regroupement sain des forces communistes.

En ce qui concerne le programme de discussion et pour le bulletin, nous pensons qu'il faut procéder tout d'abord à la formation d'un Comité composé d'un représentant de chaque groupe adhérent à votre invitation, comité dont le but est de coordonner le travail.

Nous pensons qu'à l'ordre du jour il faut joindre le point suivant : "A quelle phase de l'évolution capitaliste correspond le "fascisme" et quelles sont les méthodes de lutte et par cela même d'organisation que le prolétariat doit employer dans cette phase?"

Voici, camarades, brièvement exposées, les raisons de notre adhésion,

Les camarades M. et G.

militants de la gauche communiste italienne

(à ne pas confondre avec la fraction de gauche dans le P.C.I., qui se regroupe autour de *Prometeo*, à laquelle nous reconnaissons le droit de se réclamer de la gauche italienne, mais à laquelle nous dénisons le droit de se substituer à elle.)

Salutations communistes.

Chers camarades,

Paris, le 31 janvier 1933

Un conflit intérieur a amené deux camarades à démissionner de la fraction de gauche.

De la solution qui sera donnée au conflit actuel entre la fraction de gauche et le groupe démissionnaire dépendra la réunion ou la séparation des deux tronçons et aussi vraisemblablement pour une part le classement définitif des camarades dans l'un ou l'autre tronçon en cas de séparation.

Pour l'instant, à la place de l'ancienne fraction de gauche, il existe la fraction de gauche et le groupe démissionnaire de la fraction de gauche.

Comme groupe démissionnaire, nous vous faisons part des décisions suivantes :

1°) Notre groupe participera à la Conférence de confrontation des points de vue organisée par vous en vue de l'unification de l'opposition de gauche.

2°) Un membre de notre groupe sera délégué au comité de contrôle de la discussion et du bulletin intergroupe.

3°) Nous estimons nécessaire d'étendre les invitations à la Conférence aux groupes suivants :

- a) groupe des étudiants (Prader, Max, etc.)
- b) groupe dissident de la gauche italienne
- c) Fédération autonome de l'Est.

4°) Nous estimons que la Conférence devrait siéger plusieurs jours, car c'est d'une confrontation suffisamment complète des points de vue que pourra surgir soit l'unification, soit une différenciation selon les divergences essentielles qui se feraient jour.

Salutations communistes,

A. Treint

LES PRINCIPALES DECISIONS DU COMITE INTERGROUPES DE PREPARATION DE LA CONFERENCE D'UNIFICATION

Le Comité intergroupes de la Conférence a été formé par les groupes suivants : Fraction de gauche, Gauche Communiste, Groupe de la banlieue ouest, Ligue communiste.

En vue de la Conférence, les principales dispositions suivantes ont été prises :

1°) Invitations à la Conférence : le Comité s'en tient aux seules invitations faites par le groupe de la banlieue ouest par sa lettre du 19 janvier. Il ratifie également la décision de ce groupe concernant l'invitation en tant qu'individualités des camarades Treint, N. Rousseau, Mathieu et Gandi, et les camarades signataires du document "Pour le regroupement des forces communistes".

2°) Ordre du jour de la Conférence :

Le Comité l'établit comme suit :

- 1- Question russe et appréciation de l'I.C.
- 2- Le parti et les masses.
- 3- Le régime intérieur de l'Opposition de gauche.

3°) Votes à la Conférence.

La proposition de vote nominal présentée par le groupe de la banlieue ouest est adoptée par 3 voix (Fraction de gauche, Gauche Communiste, Groupe de la banlieue ouest) contre 1 voix (Ligue Communiste) partisante du vote par organisation.

4°) Votants à la Conférence.

Le Comité adopte la proposition du groupe de la banlieue ouest d'étendre le droit de vote aux individualités convoquées à la Conférence. Cette décision est prise par 3 voix (Gauche Communiste, Groupe de la banlieue ouest, Ligue Communiste) contre 1 voix (Fraction de gauche) partisante du droit de vote aux groupes seulement.

Le Comité a également préparé le présent bulletin et pris date pour la première réunion de la Conférence le Samedi 8 avril, à 17 heures.

Le camarade Treint nous a prié d'insérer la lettre suivante :

Paris, le 13 mars 1933

La réunion de délégués des groupes oppositionnels tenue le samedi 11 mars nécessite quelques commentaires.

Bien que d'après les convocations successives le caractère que devait revêtir cette réunion n'apparaissait qu'assez vaguement, il est clair maintenant qu'elle avait pour but l'examen des modalités de la préparation et de l'organisation de la conférence d'unification.

Ceci posé, quelques anomalies doivent être soulignées :

1°) Pourquoi cette réunion a-t-elle été convoquée par la Gauche Communiste ? Il eût été plus normal que le groupe du XVème Rayon qui avait pris l'initiative de proposer la conférence d'unification prenne aussi l'initiative de convoquer les délégués des groupes pour une première prise de contact.

2°) Pourquoi la Gauche Communiste, qui refuse de reconnaître comme groupes les camarades de la Renaissance communiste et les démissionnaires de la Fraction de gauche, a-t-elle invité les dits groupes à mandater leurs délégués pour la réunion du 11 mars? L'explication selon laquelle il y aurait eu malentendu par ignorance des scissions survenues dans la fraction de gauche et le groupe Prometeo n'est pas admissible, la Gauche communiste ayant depuis longtemps connaissance du document dans lequel le groupe du XVème rayon fait part de ses décisions, document qui mentionne les scissions intervenues.

L'obscurité qui résulte de ces faits détermine déjà un malaise qui pèse sur la préparation de la Conférence. Et ce malaise est encore aggravé par l'accusation de "manoeuvrer" portée par un délégué de la Gauche communiste contre le groupe démissionnaire de la fraction de gauche.

Il est cependant bien évident que si "manoeuvre" il y a, ce n'est pas de la part des groupes numériquement peu nombreux mais qui prennent une position politique parfaitement claire rendant impossible toute compromission.

D'autre part, la méthode envisagée jusqu'ici pour la préparation de la Conférence est erronée s'il s'agit d'une confrontation des points de vue dans le but d'élaborer soit une plate-forme d'unification si c'est possible, soit des plates-formes de différenciation des courants inconciliables si cela est inévitable. S'il s'agit vraiment d'une confrontation consciencieuse des points de vue, tous les groupes de camarades, si peu nombreux soient-ils, mais unis sur la base d'un document politique de principe, doivent jouir de droits égaux dans le contrôle et la préparation de la Conférence.

Or, des distinctions arbitraires sont déjà établies.

Par exemple, le groupe démissionnaire de la fraction de gauche n'est pas reconnu comme groupe et ne pourra participer à la Conférence qu'à titre individuel. La séparation organique entre la majorité et la minorité de la fraction de gauche est intervenue après la convocation de la conférence d'unification par le groupe du XVème rayon. Normalement les deux groupes issus de la fraction de gauche devaient participer comme groupes à la Conférence.

Pourquoi ne reconnaître comme groupe que celui de la majorité?

Quelle est la raison de cette préférence ?

Préférence personnelle? C'est une hypothèse qu'il n'y a pas lieu d'envisager.

Préférence numérique? S'il en était ainsi la Conférence serait faussée dans son principe : une majorité n'a pas forcément raison. Mais il ne s'agit pas de préférence numérique puisque le groupe oppositionnel le plus important numériquement, la Fédération des travailleurs de l'Est n'est même pas invité.

Il ne reste qu'une explication valable : il s'agit d'une préférence politique.

En quoi consiste cette préférence politique?

En ceci : les groupes qui reconnaissent le caractère prolétarien de l'Etat russe actuel et qui, par suite, se prononcent pour la possibilité du Redressement communiste de l'Internationale veulent, consciemment ou non, inférioriser par des moyens d'organisation les groupes qui nient le caractère prolétarien de l'Etat russe actuel et qui, en conséquence, estiment impossible le retour au communisme dans les cadres de la IIIème Internationale, ce qui d'ailleurs n'implique nullement la fondation immédiate d'une nouvelle Internationale et de nouveaux partis.

En ce sens, il est d'ailleurs remarquable que la Fédération des Travailleurs de l'Est ne soit même pas invitée tandis que la Ligue communiste peut participer à la Conférence tout en proclamant à l'avance qu'elle recherche non l'unification par l'élaboration en commun d'une plate-forme, mais l'incorporation pure et simple des autres groupes en son sein.

Le groupe du XVème rayon distingue entre groupes, d'une part, et d'autre part courants s'exprimant par des camarades intervenant à titre individuel ; mais en même temps, le groupe du XVème rayon s'engage à ce que les camarades qui participent à la conférence à titre individuel aient toute possibilité de s'exprimer et ne soient pas brimés.

Confiants dans la loyauté du groupe du XVème rayon, nous attendons de lui qu'il s'oppose à fond à toute tentative d'étouffer la voix des camarades admis à la conférence à titre individuel, mais nous estimons qu'en éliminant la Fédération des travailleurs de l'Est et en n'acceptant qu'à titre individuel la participation de certains groupes, les camarades du XVème rayon risquent fort de se mettre dans l'impossibilité de tenir leurs engagements.

Le délégué de la Gauche communiste écarte certains groupes comme la Fédération des travailleurs de l'Est parce qu'ils ne sont pas sur la plate-forme de l'Opposition russe de 1927.

A supposer que la plate-forme russe ait été entièrement juste en 1927, la situation a changé depuis ce temps-là et rien n'empêche a priori de penser que si l'Etat russe était prolétarien en 1927, il a depuis perdu son caractère prolétarien.

Bien plus, l'examen de la situation internationale et russe d'aujourd'hui est intimement liée à la critique marxiste de la création et de toute l'activité passée, et de l'Internationale, et de l'opposition.

Pour examiner à fond les problèmes fondamentaux qui se posent à elle, la conférence d'unification ne saurait être écourtée ni brusquée.

Ceci se produira nécessairement si la date de Pâques, déjà prématurée peut-être, se trouve encore avancée.

Si la conférence s'égare dans de faux chemins, ce contre quoi nous la mettons dès maintenant en garde, elle ne sera capable d'aboutir dans le meilleur des cas, qu'à une organisation partielle et débile des forces oppositionnelles actuellement dispersées, organisation susceptible de remporter peut-être quelques succès provisoires, mais incapable de constituer un noyau solide capable avec le développement de l'histoire de grandir et de mener le prolétariat à la victoire révolutionnaire.

Le groupe démissionnaire de la fraction de gauche

NOTE

Le groupe de l'opposition communiste de gauche de la banlieue ouest a reçu quelques réponses de groupes étrangers qui avaient été informés de la tenue de la Conférence et avaient été invités à apporter leur collaboration aux bulletins de discussion.

D'autre part, le groupe a échangé quelques lettres avec les groupes et individualités participants.

Nous ne publions pas tous ces documents faute de temps et de moyens matériels. Nous nous limitons aux simples réponses des groupes en France et à une lettre que le camarade Treint a expressément demandé de publier.

Toutes ces réponses ainsi que la lettre du camarade Treint nécessiteraient une mise au point. Le Comité intergroupes de préparation de la Conférence l'a faite en son sein et ses décisions (voir ci-avant) tiennent compte de toute cette correspondance.

RAPPORT SUR LA QUESTION RUSSE PRESENTE PAR LA "GAUCHE COMMUNISTE"
--

Les contradictions de la révolution russe

L'obligation impérieuse s'impose aux marxistes de ne pas considérer la révolution russe comme un fétiche religieux, mais de l'envisager dialectiquement dans ses contradictions.

Les conditions objectives qui, en produisant selon le mot de Lénine "la rupture du maillon le plus faible dans la chaîne de l'impérialisme", avaient favorisé en Octobre 1917 la prise du pouvoir par le prolétariat sur la plus grande partie du territoire de l'ancien empire des tsars, devaient rendre plus malaisées les tâches postérieures à la prise du pouvoir.

Le retard historique de l'ancienne bourgeoisie russe, économiquement dépendante du capital étranger, et politiquement subordonnée à un système despotique asiatique féodal dont le propriétaire foncier restait la figure centrale, avait permis au prolétariat de prendre la tête de la révolution démocratique en conduisant les larges masses paysannes à l'assaut de l'ancien régime. La révolution démocratique agraire et la révolution prolétarienne socialiste se trouvaient ainsi amenées à coïncider.

Mais au lendemain de l'expropriation politique et économique des anciennes classes dirigeantes, le prolétariat était appelé à faire face à un héritage négatif de la bourgeoisie. La bourgeoisie russe s'était montrée incapable de donner une solution aux problèmes historiques de sa propre révolution : la liquidation des survivances de la barbarie féodale et primitive, le développement des forces productives, de la technique et de la culture, l'institution d'un régime de démocratie politique. Le prolétariat devait payer les dettes historiques d'une bourgeoisie défailante. En prenant comme point de départ cet héritage négatif, il devait maintenir et consolider son hégémonie politique sur une immense masse paysanne petite-bourgeoise hostile au socialisme et pour qui la révolution se réduisait au partage démocratique des terres.

Le retard dans le développement des forces économiques et politiques du capitalisme s'était nécessairement réfléchi dans la structure de classe du prolétariat.

Le prolétariat russe s'était constitué au rythme du développement de l'industrie fécondée par les investissements de capitaux étrangers, rythme rapide, mais plus lent que celui de la surpopulation paysanne et de l'exode des campagnes vers les villes. Puissamment concentré dans quelques foyers industriels, il restait cependant une faible minorité de la population travailleuse dont la plus grande masse était dispersée dans les occupations de la vie rurale. C'était un prolétariat jeune, de formation récente, encore mal dégagé de la gangue de ses origines paysannes et artisanales.

Les conditions créées par le climat politique du despotisme tsariste avaient permis la formation au sein du parti bolchevik d'une élite révolutionnaire marxiste consciente des destinées historiques du prolétariat, aguerrie dans une lutte perpétuelle et souvent riche d'une sérieuse expérience internationale. Mais elles avaient entravé le développement des véritables

organisations de masse permanentes du prolétariat. Les syndicats ouvriers, faibles, instables et dispersés n'avaient pu jouer dans leur ensemble leur rôle historique d'éducateur primaire de la classe ouvrière. Ils n'avaient pu créer le milieu propre à la démocratie prolétarienne. Le problème pratique des rapports à établir entre la masse prolétarienne et son avant-garde révolutionnaire n'avait pas reçu de solution satisfaisante.

Les Soviets qui se formaient spontanément en période révolutionnaire étaient le rassemblement temporaire de toutes les forces de la révolution démocratique du prolétariat aussi bien que de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes unis dans un front commun contre l'ancien régime. Ils n'étaient pas les institutions permanentes de la démocratie prolétarienne. Organes spontanés de la révolution démocratique, ils pouvaient être le levier de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir, mais ils ne pouvaient demeurer la base ferme de sa dictature. La démocratie soviétique, avec l'énorme prépondérance qu'y prenait l'élément paysan et les traditions d'origine paysanne au sein de la classe ouvrière elle-même, portait le danger historique d'une dégénérescence petite-bourgeoise, prélude de la restauration du capitalisme sous des formes nouvelles (l'insurrection de Kronstadt). Au nom des intérêts historiques du prolétariat socialiste, le parti bolchevik devait être amené à appesantir sur elle sa main de fer.

Dans les conditions d'isolement créées par le reflux de la vague révolutionnaire mondiale d'après-guerre qui avait porté dans ses flancs la révolution russe, l'héritage négatif de la bourgeoisie, la faiblesse numérique et organique de la classe ouvrière devaient peser lourdement sur les destinées ultérieures de la dictature prolétarienne.

Le prolétariat russe, après avoir brisé l'appareil gouvernemental et militaire du despotisme tsariste, s'est trouvé impuissant à empêcher la résurrection sur ses ruines d'un nouvel appareil bureaucratique qui, selon le processus classique décrit par Engels, "de serviteur de la société à ses origines, devait progressivement en devenir le maître".

Le développement et la puissance de l'appareil bureaucratique d'Etat était, dans l'ancien régime tsariste, le produit spécifique des contradictions d'une société de transition entre le féodalisme et le capitalisme où la classe des boyards avait déjà perdu le pouvoir tandis que la bourgeoisie capitaliste ne l'avait pas encore conquis. Il puisait sa force dans les intérêts à la fois solidaires et antagonistes des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Le nouvel appareil bureaucratique s'est reconstitué au lendemain de la révolution d'Octobre à la fois avec les cadres dirigeants que le prolétariat avait tirés de son sein, et avec les débris d'une partie des cadres des anciennes classes dirigeantes ralliées au nouveau régime comme auxiliaires techniques (spécialistes de l'industrie et de l'armée). Il ne faut pas y voir une simple survivance de la période du communisme de guerre, de la centralisation des pouvoirs entre les mains d'un appareil et de la rigoureuse discipline militaire imposées par les nécessités économiques et politiques de la guerre civile. Les germes de bureaucratisme, qui existaient pendant cette période, n'étaient, selon l'expression de Trotsky dans "Cours nouveau" qu'un "jeu d'enfant" auprès "du monstrueux développement de l'appareil bureaucratique qui devait se produire en pleine période de paix", après l'instauration de la Nouvelle Politique Economique.

L'appareil du communisme de guerre était étroitement contrôlé par la masse du parti soulevée par la grande tension de la période révolutionnaire. Le développement du

bureaucratisme coïncide au contraire avec la lassitude des masses, avec le retardement de toutes les forces du contrôle populaire, avec le processus de réaction consécutif à la fin de la période révolutionnaire en Russie comme dans le monde entier.

Le bureaucratisme post-révolutionnaire n'est pas non plus une survivance de l'ancien régime ramené à la faveur du processus de réaction. Il apparaît comme le produit des contradictions du nouveau régime, de la nouvelle société de transition entre le capitalisme et le socialisme reposant sur les intérêts à la fois solidaires et antagonistes du prolétariat socialiste des villes et de la petite-bourgeoisie parcellaire des campagnes aux aspirations pré-capitalistes. C'est dans les contradictions que la nouvelle bureaucratie a puisé sa force. Sur cette base, l'Etat soviétique devait se développer progressivement "d'Etat prolétarien à déformations bureaucratiques", comme Lénine le définissait déjà en 1920, en "Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes", selon la formule de Rakovsky en 1930.

Il reste à apprécier la nature et la portée de cette transformation.

L'USURPATION BUREAUCRATIQUE ET LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT SOVIETIQUE

Le problème de la nature de classe de l'Etat soviétique constitue une question capitale pour l'Opposition de gauche, non seulement en raison de son intérêt théorique mais aussi à cause de ses conséquences pratiques. De la reconnaissance ou du refus d'admettre le caractère ouvrier de l'Etat soviétique actuel dépendent deux manières distinctes d'envisager la régénéscence du mouvement communiste international : l'une qui se fonde sur l'espoir tenace d'un remaniement des cadres dirigeants de la politique soviétique qui permettrait d'affranchir la 3^e Internationale des erreurs systématiques du stalinisme ; l'autre pour qui la condition de toute véritable régénération communiste se trouve dans la rupture des liens organiques qui subordonnent le mouvement ouvrier révolutionnaire à la bureaucratie soviétique dont les intérêts ne coïncident plus avec ceux du prolétariat mondial.

Le camarade Trotsky, pour établir le caractère ouvrier de l'Etat soviétique actuel, malgré ses déformations bureaucratiques, s'appuie sur le schéma construit par Marx pour les rapports entre l'Etat et la société en régime capitaliste. L'Etat n'est qu'une superstructure. La nature de classe de l'Etat dépend des rapports de production et d'échange qui s'établissent dans l'infrastructure économique de la société. Il en résulte que le caractère ouvrier de l'Etat soviétique ne saurait être contesté tant que subsisteront la socialisation de la grande industrie, la nationalisation de la terre et le monopole du commerce extérieur.

La bureaucratie soviétique, bien que le camarade Trotsky reconnaisse qu'elle possède "le pouvoir réel", qu'elle ait "reconstitué de nombreux caractères de la classe dirigeante" et qu'elle soit considérée comme telle "par les masses laborieuses", ne saurait être cependant considérée par lui "du point de vue marxiste" comme une véritable classe ("Vers le capitalisme ou vers le socialisme", *Lutte de classes* n°23-24, 1930). La bureaucratie n'est jamais que l'agent d'exécution de la classe économiquement dominante, agent plus ou moins infidèle, subissant plus ou moins la pression des autres classes. La bureaucratie soviétique subit tour à tour la pression de la petite-bourgeoisie des campagnes et celle de la bourgeoisie mondiale et la contre-pression du prolétariat soviétique et du prolétariat mondial.

Le danger que fait subir au régime soviétique la tendance bureaucratique de l'appareil d'Etat ne réside pas dans la bureaucratie elle-même, mais dans la contre-révolution bourgeoise dont elle fait le lit. La bureaucratie est incapable d'une politique véritablement indépendante. "A mesure qu'elle s'affranchit de sa dépendance à l'égard du prolétariat, elle tombe de plus en plus sous la dépendance de la bourgeoisie" (*Contre le courant*, 22 mars 1929 : "La crise du bloc centre-droite").

Il en résulte "un régime de dualité de pouvoir" idoine et symétrique de celui qui s'était établi en 1917 pendant la période kérenskyste, un rapport de forces qui reste encore positif pour le prolétariat, mais qui évolue de plus en plus dans un sens défavorable. Mais le "kérenskysme à rebours" ne permet pas plus de nier le caractère ouvrier de l'Etat soviétique, malgré la dictature stalinienne, que le processus idoine ne permettait de nier le caractère bourgeois du régime kérenskyste. Il n'existe en effet jamais d'Etat neutre, de véritable point d'équilibre dans un rapport de forces sociales.

Par la suite, le camarade Trotsky, pour expliquer l'offensive bureaucratique contre l'ensemble de la paysannerie et la conversion du stalinisme à une politique d'industrialisation, malgré la liquidation "du parti en tant que parti", a été amené à admettre que tandis que l'infrastructure économique de la dictature prolétarienne s'affermi, sa superstructure politique peut continuer à s'affaiblir et à dégénérer. Proposition difficilement intelligible lorsqu'on admet la thèse marxiste selon laquelle "la politique n'est que l'économie concentrée", et, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'un régime où la direction de l'économie est l'essentiel de la politique.

Les obscurités et les contradictions de la thèse du camarade Trotsky tiennent à son point de départ. En réalité, les rapports entre l'Etat et la société, entre l'infrastructure économique et sa superstructure politique, ne peuvent être envisagés de la même façon en régime capitaliste et dans le régime institué par la révolution d'Octobre. Il en résulte des possibilités toutes différentes pour la possibilité donnée à la bureaucratie de s'ériger en classe dirigeante.

En régime capitaliste, la gestion de l'appareil d'Etat par une bureaucratie n'implique pas la gestion des moyens de production et d'échange qui reste une fonction privée des propriétaires fonciers et des capitalistes dont ils sont la propriété non seulement juridique, mais réelle. Pour cette raison, et uniquement pour cette raison, la bureaucratie civile et militaire la plus puissante et la plus indépendante en apparence ne saurait jamais s'ériger, en régime capitaliste, en classe dirigeante.

Lorsque, par l'abolition des garanties démocratiques, la société capitaliste perd en apparence le contrôle politique direct de son propre appareil d'Etat, les classes économiquement dirigeantes conservent avec la propriété privée des moyens de production et d'échange, le pouvoir économique qui reste le pouvoir véritable. Elles conservent par là même tous les moyens de contrôle politique indirect qui assurent en fait leur domination aussi bien sous un régime démocratique que sous un régime dictatorial, et qui le masquent en même temps.

Les conflits entre la société capitaliste et la bureaucratie ne sauraient donner lieu à une véritable lutte de classes. En effet, d'une part, la bureaucratie, qui ne possède en propre aucune

base économique, ne saurait se passer du mécanisme de l'exploitation capitaliste où elle trouve le fondement de son existence parasitaire ; d'autre part, les capitalistes et les propriétaires fonciers, minorité de la société, ne sauraient se passer de l'appareil d'Etat pour maintenir leur hégémonie sur le peuple travailleur.

Il n'en est plus de même si l'on considère un régime où les moyens de production et d'échange deviennent au point de vue juridique la propriété collective du peuple travailleur. L'Etat se trouve investi de la fonction d'administrer la vie économique de la société.

Dans ces conditions, la garantie pour que le titre juridique du peuple travailleur sur les moyens de production et d'échange reçoive un contenu réel, se trouve dans une transformation complète des rapports traditionnels entre l'Etat et la société.

L'Etat, comme puissance distincte de la société, et placé au-dessus d'elle, doit tendre à disparaître et à se résorber dans la société dès la prise du pouvoir par le prolétariat.

L'éligibilité de toutes les fonctions exécutives aussi bien que législatives, l'amovibilité et la responsabilité permanentes de tous les membres de l'appareil d'Etat devant le contrôle populaire, l'institution d'un maximum de traitement des fonctionnaires ne pouvant dépasser le salaire d'un ouvrier qualifié, doivent saper les fondements de l'existence d'une bureaucratie professionnelle privilégiée, maîtresse de la société. La police et l'armée permanente placées par les anciennes classes dirigeantes au-dessus de la population désarmée doivent faire place à la force armée des travailleurs. Tel est l'enseignement fondamental de Marx, d'Engels et après eux de Lénine sur le caractère véritable d'une dictature révolutionnaire du prolétariat.

Le dépérissement de l'appareil d'Etat est la condition de tout véritable acheminement vers le socialisme. Dans aucun texte de Marx, d'Engels ni de Lénine, ce processus ne se trouve renvoyé aux calendes grecques et à l'ère du communisme intégral. La théorie stalinienne selon laquelle le dépérissement de l'Etat a pour condition préalable le renforcement au maximum de l'appareil d'Etat soustrait au contrôle de la société, est la plus honteuse falsification du marxisme et du léninisme.

Les conséquences d'une évasion de l'appareil d'Etat en dehors du contrôle démocratique de la société ne peuvent être les mêmes pour le régime capitaliste et pour le régime soviétique.

La bureaucratie soviétique, en s'érigeant en caste pratiquement inamovible, en se multipliant par la voie de la cooptation, de l'avancement, derrière un système électoral fictif, en n'admettant d'autres formes de contrôle que celles des instances supérieures sur les instances inférieures, s'approprie "le pouvoir d'Etat en propriété privée" (Racovsky).

Mais la nature de l'Etat sur lequel elle se développe lui permet en même temps de s'approprier les moyens de production et d'échange, sur lesquels, en l'absence de toute garantie démocratique, le titre juridique du peuple travailleur devient fictif et purement formel.

La bureaucratie concentre ainsi entre ses mains la totalité du pouvoir réel, économique aussi bien que politique. Elle se constitue une base économique originale qu'elle trouve dans le pouvoir d'Etat lui-même : la socialisation des moyens de production sans le contrôle ouvrier. Sur cette base, s'instituent de nouveaux rapports de production entre la bureaucratie et le peuple travailleur. La bureaucratie dirige à son gré le rythme de l'accumulation, impose arbitrairement les conditions de travail, restreint arbitrairement la consommation du peuple travailleur. Elle dévore le fonds de consommation des anciennes classes dirigeantes qu'elle empêche de se transformer en salaire collectif des travailleurs.

Contrairement à la thèse menchéviste reprise encore par Lucien Laurat qui voit le germe de l'usurpation bureaucratique dans le rôle joué par le parti bolchevik dans la Révolution d'Octobre, la destruction de l'avant-garde marxiste consciente des destinées historiques du prolétariat a été la condition de cette usurpation. "La liquidation du parti bolchevik en tant que parti", suivant la formule de Trotsky, la suppression de son rôle d'instrument de contrôle du prolétariat sur son propre appareil d'Etat, sa transformation en simple appendice passif de l'appareil d'Etat émancipé de tout contrôle, devait permettre à la bureaucratie de s'affranchir de la tutelle prolétarienne à l'ombre de laquelle elle avait grandi. L'usurpation bureaucratique n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel démocratique serein : elle a cependant son point culminant en 1927 dans l'intervention de la Guépéou pour mettre fin à toute discussion intérieure au parti.

Mais, en abolissant par la terreur policière (exils, déportations, emprisonnements, assassinats administratifs), et aussi par la terreur économique (chômage forcé des opposants, retraits des cartes de coopératives) toute vie politique à l'intérieur du parti et de la classe ouvrière, la bureaucratie détruisait le véritable fondement de la dictature prolétarienne.

L'usurpation bureaucratique n'est pas la contre-révolution bourgeoise, pas plus que Thermidor n'était la contre-révolution monarchiste et féodale. Elle n'efface pas Octobre davantage que Thermidor n'effaçait 1789.

La bureaucratie soviétique a grandi et s'est développée sur les conquêtes du prolétariat qu'elle dûit maintenir contre les ennemis intérieurs et extérieurs par le jeu même de ses propres intérêts conservateurs, comme le faisait la bourgeoisie thermidorienne.

L'usurpation bureaucratique n'est pas non plus un régime de dualité de pouvoir inverse et symétrique de celui qui s'était établi en 1917 pendant la période kérenskyste. Entre la faiblesse légendaire du gouvernement Kérensky et l'énorme pouvoir de contrainte économique et politique dont dispose la bureaucratie soviétique, il n'y a en réalité de commune mesure.

La bureaucratie soviétique s'est développée sur le fondement des conquêtes du prolétariat. Pour s'affranchir de sa dépendance à l'égard du prolétariat, elle devait commencer par s'appuyer sur une politique de concessions aux tendances pré-capitalistes de la petite-bourgeoisie des campagnes. A cette tactique correspond la formation du bloc du centre et de la droite dans le parti. Mais une telle alliance et une telle politique ne pouvaient être que temporaires. Au lendemain de sa victoire sur l'avant-garde marxiste qui défendait les véritables intérêts du prolétariat et du socialisme, la bureaucratie devait être amenée par le jeu même de ses intérêts conservateurs à se retourner contre ses anciens alliés, dont le triomphe eût menacé les bases de son existence. Tel est le mécanisme social de l'usurpation bureaucratique qui éclaire les tournants successifs du centrisme. La tactique de louvoiement de la bureaucratie n'exclut pas

mais suppose une politique indépendante et distincte de celle du prolétariat et de celle de la paysannerie. Entre la tactique du plan, telle que la préconisait l'Opposition de gauche et celle que devait exécuter la bureaucratie, après sa rupture avec la droite, il n'y a pas seulement une différence de rythme et de méthode, mais aussi une différence de nature et de buts sociaux.

La politique économique de la bureaucratie est tout entière dominée par le souci d'élargir au maximum dans le minimum de temps la base économique de l'appareil d'Etat afin d'assurer son indépendance à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur.

Sa politique d'industrialisation orientée par la préoccupation dominante de l'indépendance économique dans le cadre de l'Etat national, relègue à l'arrière plan tous les problèmes spécifiques à la dictature prolétarienne : l'équivalence dans les échanges entre les villes et la campagne, base de l'union entre le prolétariat et la paysannerie, le relèvement du niveau de vie des travailleurs parallèlement à l'accroissement de la productivité du travail. Ses principaux succès sont remportés dans le domaine des rythmes gigantesques d'accumulation achetés au prix d'une compression systématique de la consommation des travailleurs.

Il en est de même de la politique de la collectivisation qui, en l'absence de bases techniques suffisantes et du libre choix des travailleurs de la terre qui constitueraient sa raison d'être au point de vue socialiste, n'est plus que la mainmise administrative de l'appareil d'Etat sur toute économie paysanne indépendante. La bureaucratie relègue à l'arrière-plan le problème de la dissociation du bloc paysan, de l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie pauvre, et elle n'hésite pas à heurter de front l'ensemble de la paysannerie.

La politique du plan, entre les mains de la bureaucratie, est moins une économie dirigée dans le sens socialiste du mot, qu'une économie soumise à l'arbitraire d'une autorité dirigeante. Selon Marx, dans le 18 Brumaire, le bureaucratisme du premier Empire est : "la forme inférieure et brutale d'une centralisation qui est encore infestée de son contraire : l'anarchie féodale". Le bureaucratisme est la forme inférieure d'une direction consciente de l'économie qui est encore infestée de son contraire : le despotisme anarchique de l'autorité patronale. La tâche de la bureaucratie est le gouvernement des hommes. Le but du socialisme est la substitution de l'administration des choses au gouvernement des hommes. La bureaucratie n'aborde le problème de l'administration des choses que par le biais qui lui est propre : la contrainte brutale imposée aux hommes.

Le processus par lequel la bureaucratie soviétique s'est transformée en nouvelle classe dirigeante est le processus classique de l'usurpation qui donne naissance à des différences sociales à partir de simples différences fonctionnelles. La différence entre les fonctions de directive et les fonctions d'exécution se trouve à l'origine de la formation historique de toutes les classes : l'usurpation bureaucratique reproduit dans des conditions nouvelles l'usurpation du chef de guerre de la société primitive qui se transforme en seigneur féodal, et celle du maître qui se transforme en patron capitaliste.

Il reste que les chances de durée de cette classe nouvelle historiquement coincée entre le prolétariat et la bourgeoisie, à l'époque de leurs luttes finales sont extrêmement limitées.

LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE ET LE PROLETARIAT MONDIAL

La théorie de l'édification socialiste dans un seul pays est devenue l'idéologie officielle imposée par l'Etat soviétique à toutes les sections de la 3^e Internationale. Elle ne doit pas seulement être dénoncée d'une manière théorique comme révision du marxisme, mais il faut aussi la critiquer dans ses fondements sociaux. La théorie du socialisme dans un seul pays est en réalité l'idéologie de classe spécifique de la bureaucratie, qui découle à la fois de ses origines révolutionnaires et de ses aspirations conservatrices. Elle mesure la divergence qui existe entre les intérêts de la bureaucratie soviétique et ceux du prolétariat mondial. C'est cette divergence qui se trouve à l'origine des erreurs systématiques de la 3^e Internationale.

La bureaucratie soviétique s'est développée sur le fondement des conquêtes du prolétariat. Elle ne peut renier ses origines révolutionnaires. Elle reste en ce sens solidaire du prolétariat et de la paysannerie révolutionnaires d'Octobre contre les anciennes classes dirigeantes expropriées par la révolution, qui demeurent l'ennemi commun des trois classes de la société soviétique, malgré leurs intérêts antagonistes. La révolution russe n'a pas seulement exproprié les anciennes classes dirigeantes russes, mais elle a aussi exproprié une fraction de la bourgeoisie mondiale qui avait participé à l'édification capitaliste de l'ancienne Russie. Elle a fermé un marché et détruit l'équilibre mondial du capitalisme. Elle a été pour les nations et pour les classes assujetties par la domination capitaliste un exemple d'une valeur internationale. Pour toutes ces raisons, la bureaucratie soviétique, malgré son rôle d'usurpateur, reste encore dans une très large mesure antagoniste de la bourgeoisie mondiale. Elle est amenée par là à continuer à chercher un appui dans le prolétariat, et spécialement dans le prolétariat révolutionnaire galvanisé par l'exemple révolutionnaire d'Octobre.

Mais les intérêts de la bureaucratie soviétique ne sont plus que des intérêts nationaux et conservateurs : ils ne coïncident plus avec ceux du prolétariat révolutionnaire mondial. La bureaucratie soviétique a affermi sa puissance usurpatrice à la faveur du répit accordé à la bourgeoisie mondiale par le reflux de la vague révolutionnaire. Elle s'efforce de contenir le mouvement ouvrier révolutionnaire dans la limite où il reste une menace constante pour la domination de classe d'un capitalisme qui s'engagerait dans la voie d'une agression contre l'Etat soviétique. Elle subordonne les intérêts généraux et historiques du prolétariat international à ses intérêts particuliers et transitoires. Elle n'hésite pas un instant à sacrifier les intérêts de la révolution mondiale aux intérêts étroits et mal entendus de la révolution russe. Cette attitude se vérifie aussi bien dans les tournants sectaires que dans les tournants opportunistes qu'elle impose à la politique de la troisième Internationale. En 1926, la bureaucratie soviétique a sacrifié l'essor indépendant du P.C. anglais au maintien de l'alliance avec les chefs briseurs de grève des trade-unions dans lesquels elle avait trouvé des soutiens sérieux de l'Etat soviétique. Elle a sacrifié le parti communiste et la révolution chinoise à l'espoir vain d'une alliance sérieuse entre l'Union Soviétique et l'Etat nationaliste bourgeois en lutte contre les impérialismes européens. Le tournant déterminé par l'échec de cette politique (gouvernement conservateur en Angleterre, agression du militarisme chinois contre le chemin de fer de l'est) ne révisé pas son caractère fondamental.

La politique de la troisième période n'est au fond qu'une mobilisation générale du prolétariat révolutionnaire autour du mot d'ordre central de la défense de l'URSS privée du soutien de ses ex-soutiens réformistes et nationalistes. Le caractère criminel de cette politique éclate enfin lorsque, derrière le sectarisme qui s'oppose au front unique de la classe ouvrière en Allemagne, apparaît le souci de freiner la lutte décisive qui détruirait dans le monde l'état

d'équilibre à la faveur duquel la bureaucratie soviétique a pu maintenir son monopole usurpateur. Coincée historiquement entre le prolétariat et la bourgeoisie, la bureaucratie redoute également le prolétariat et la révolution mondiale.

Telle est la signification internationale de la politique du socialisme dans un seul pays. Dans cette politique et dans les intérêts dont elle s'inspire, se trouvent les raisons de la faillite de la politique de la troisième Internationale. La rupture organique entre le mouvement ouvrier révolutionnaire mondial et l'appareil d'Etat soviétique est la condition de toute régénération communiste internationale. De même, en Russie soviétique, suivant la juste formule de Rakovsky "le mot d'ordre de l'unification de tous les communistes révolutionnaires peut être réalisé seulement par la masse du parti dans la lutte contre la bureaucratie centrisme" (*Déclaration* de 1930).

Une telle attitude n'entraîne pas le moins du monde le refus d'admettre les obligations internationales du prolétariat à l'égard de la révolution russe. L'usurpation bureaucratique n'efface pas Octobre. Même entre les mains de la bureaucratie, les conquêtes du prolétariat restent les premières bases historiques du socialisme. Le devoir du prolétariat mondial de défendre l'Union Soviétique contre toute agression de la réaction blanche ou de l'impérialisme mondial, reste entier, mais en toute indépendance et sans perdre de vue un seul instant ses buts généraux : la révolution mondiale et l'avènement d'une société sans Etat et sans classes.

Les véritables intérêts de la révolution russe ne sont pas ceux qu'entend la bureaucratie soviétique. La véritable ligne de défense de la révolution russe passe par la révolution mondiale, car c'est seulement à l'échelle mondiale que les contradictions historiques de la révolution russe trouveront une solution.

CONCLUSIONS

1- Les conditions objectives qui ont favorisé la prise du pouvoir par le prolétariat russe devaient rendre plus malaisées les tâches postérieures à la prise du pouvoir dans les conditions d'isolement créées par le reflux de la vague révolutionnaire.

2- La dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique a ses causes profondes dans l'ensemble des contradictions de la révolution russe, dans l'héritage négatif de la bourgeoisie, dans la faiblesse du prolétariat et dans son isolement international au sein d'une masse paysanne et petite-bourgeoise.

3- Le pouvoir d'Etat soviétique sur les moyens de production et d'échange, en l'absence des garanties de la démocratie prolétarienne, ne permet plus d'affirmer le caractère ouvrier de cet Etat. La bureaucratie usurpatrice des conquêtes du prolétariat est une nouvelle classe dirigeante pourvue d'une base économique originale : la socialisation des moyens de production sans le contrôle ouvrier.

4- La bureaucratie soviétique louvoie entre la bourgeoisie et le prolétariat mondial. Cette politique originale est déterminée par ses origines révolutionnaires et ses buts conservateurs.

5- La divergence entre les intérêts de la bureaucratie soviétique et ceux du prolétariat mondial est à la source des erreurs systématiques de la troisième Internationale (politique du socialisme dans un seul pays).

6- L'usurpation bureaucratique n'est pas la contre-révolution bourgeoise. Entre les mains de la bureaucratie, les conquêtes du prolétariat restent les premières bases historiques du socialisme. Le devoir pour le prolétariat de défendre en toute indépendance l'Union Soviétique contre toute agression de la réaction blanche ou de l'impérialisme, reste entier.

7- La révolution mondiale seule peut donner une solution aux contradictions de la révolution russe.

GROUPE DE LA GAUCHE COMMUNISTE

<p>RAPPORT SUR LES RELATIONS ENTRE L'OPPOSITION DE GAUCHE ET LES PARTIS STALINIENS</p>

Depuis le début de l'Opposition jusqu'à son stade actuel, ses rapports avec la direction de l'I.C. ont évolué en liaison étroite avec les transformations économiques et sociales qu'a subies l'URSS. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer le caractère de ces transformations internes du pouvoir prolétarien depuis la Révolution d'Octobre jusqu'à nos jours, mais on ne peut passer sous silence ses transformations, puisqu'en dernière analyse, ce sont elles qui ont déterminé toute la politique de l'I.C. Rappelons brièvement les étapes qu'a suivies l'Opposition et la nature de ses rapports avec la direction du parti bolchevik et de l'I.C..

En 1923 et 1924, l'Opposition dirigée par Trotsky, a lutté contre la bureaucratisation des cadres du parti et de l'Etat soviétique. dans ce qui n'est à cette époque qu'une lutte de tendances au sein du prolétariat révolutionnaire, on commence déjà à distinguer les divergences d'intérêts sociaux entre l'appareil qui se bureaucratise d'une part et la masse prolétarienne, d'autre part, mis de plus en plus dans l'incapacité d'exercer un contrôle démocratique.

Ce que l'on appelle le "zinoviévisme" n'est que le prolongement dans l'I.C. de la cristallisation bureaucratique où en est parvenu l'appareil d'Etat soviétique. La bolchévisation des partis, faite mécaniquement, sans égards aux niveaux organique et idéologique des adhérents, n'avait pour but que de supprimer la vie politique des différents partis de l'I.C., de leur enlever toute initiative et toute responsabilité dans la marche des événements. C'est ainsi que le remplacement des sections locales qui avaient sans doute beaucoup d'inconvénients, mais dont l'existence permettait une certaine critique et un certain contrôle de la base, sur la politique de la direction, leur remplacement par des cellules, la plupart fictives, et dont l'immense majorité restèrent sans vie politique, tout cet éparpillement brutal des forces politiques du parti a eu le résultat qu'on pouvait en attendre : il a supprimé la vie politique dans les sections de l'IC et derrière une façade pseudo-démocratique de discipline formelle, il a consolidé l'influence d'une clique bureaucratique. Le 5ème congrès de l'I.C. (1924) illustre clairement les résultats politiques de cette bureaucratisation : on n'y cherche plus à déterminer la ligne d'action

révolutionnaire après un examen objectif et attentif de la conjoncture politique, mais seulement à couvrir sous une phraséologie de circonstance les responsabilités de l'I.C. dans les échecs révolutionnaires répétés (Allemagne, Bulgarie, etc.). Cependant, la direction centriste de l'I.C. tolère encore d'une manière relative la présence d'une opposition dans les rangs des partis. Il faut attendre la mainmise complète de Staline et de son appareil sur le P.C.R. et sur l'I.C., il faut en arriver aux exclusions de 1927, à la répression féroce contre les bolchéviks-léninistes pour constater que le P.C.R. "n'existe plus comme parti" (Trotsky). L'intrusion de la police dans les luttes intérieures sape le caractère prolétarien du P.C.R. Il ne s'agit plus dès lors "d'un mauvais régime intérieur", mais d'une lutte très violente contre les intérêts historiques et universels du prolétariat défendus âprement par l'opposition de gauche, et les intérêts transitoires et nationaux de la bureaucratie soviétique. Dans cette lutte, dans la destruction de l'opposition qui l'a suivie, le P.C.R. se transforme. De parti dirigeant du prolétariat suivant la conception léniniste, exerçant son contrôle permanent sur les organisations d'Etat, il est devenu, et devient de plus en plus partie intégrante de l'appareil d'Etat et un instrument de la domination bureaucratique sur la classe ouvrière. Depuis 1927, la dictature bureaucratique dans l'I.C., comme dans l'Etat soviétique, s'est faite de plus en plus étroite et brutale.

Les dirigeants chassent impitoyablement tout militant qui n'est pas prêt d'accepter les décisions contradictoires des différents plénums et comités centraux. A ce terrorisme intérieur qui est un des aspects les plus caractéristiques de la dictature bureaucratique, s'ajoute comme il était facile de le prévoir les transformations idéologiques conformes aux intérêts de la nouvelle caste dominante en URSS. A la conception internationaliste du marxisme s'est substituée la conception nationaliste du "socialisme dans un seul pays". A la lutte, à la propagande pour la Révolution mondiale, s'est substituée la lutte et la propagande exclusives en faveur de la "défense" de l'URSS. A la critique marxiste, à la dialectique révolutionnaire, "objet d'horreur pour la bourgeoisie" (Marx)... et pour la bureaucratie stalinienne, s'est substitué le dogmatisme servile pour la plus grande gloire des bureaucrates dirigeants et de leurs intérêts de caste.

Ces deux aspects organique et politique de la situation actuelle de l'I.C. montrent à tous les marxistes que l'I.C. ne constitue plus l'avant-garde révolutionnaire, l'état-major clairvoyant qu'avait forgé Lénine, mais un appendice de la bureaucratie soviétique destiné à sa propre défense et à sa propre apologie.

CARACTERES DE L'I.C.

Nous venons de voir que les différents partis communistes ne sont guère plus que des organisations de défense de la bureaucratie soviétique. Cela implique de leur part une attitude qui, en général, ne permet pas de "représenter les intérêts du mouvement intégral", rôle que Karl Marx et F. Engels attribuaient aux communistes dans le *Manifeste*. De là cette succession impressionnante d'erreurs (en se plaçant du point de vue du prolétariat révolutionnaire) que l'opposition ne cesse de dénoncer depuis dix ans. De là cet isolement croissant des P.C. dans une situation souvent favorable, au milieu des masses hostiles ou indifférentes. De là cette politique de zigzags étrangers aux variations de la conjoncture politique, copie servile des réactions de la bureaucratie soviétique défendant son existence contre les revendications ouvrières d'une part, et contre l'emprise de la bourgeoisie d'autre part.

Certes, devant les masses ouvrières inéduquées l'I.C. se présente dans la plupart des cas avec un visage révolutionnaire et prolétarien. Elle réussit parfois à entraîner derrière elle les ouvriers les plus combattifs, les meilleurs du prolétariat, (cela est un fait d'évidence). Mais

partout où elle parvient à jouer un rôle révolutionnaire de quelque importance, elle envoie les masses à une mort inutile (Chine) ou les achemine vers la plus honteuse capitulation (Allemagne). L'agitation, le verbalisme de l'I.C., et même la répression qu'elle subit de la part de la bourgeoisie, toute cette façade révolutionnaire, ne doivent pas obscurcir le jugement des véritables communistes sur ce qu'elle représente actuellement ; sa phraséologie communiste ne peut servir à masquer le contenu national-bureaucratique de toute sa politique. Et c'est cela seul qui peut motiver notre jugement.

Mais ici, une question se pose : comment se peut-il qu'une organisation défendant des intérêts qui ne coïncident pas exactement avec ceux du prolétariat, puisse conserver cette façade révolutionnaire et un certain prestige, au moins dans quelques pays ?

A notre avis, cela tient à plusieurs causes :

1°) Il ne faut pas oublier que la bureaucratie s'est développée sur les bases d'une révolution prolétarienne victorieuse, révolution qui n'a pu survivre qu'à cause d'une lutte acharnée contre les bourgeoisies coalisées de l'univers. Elle s'oppose aux différentes bourgeoisies sur le terrain économique, comme sur le terrain de l'héritage politique, de même que s'opposait aux monarchies féodales la bureaucratie bourgeoise de Bonaparte, issue de la révolution démocratique. Les partis communistes officiels n'ont pour but, pour ainsi dire exclusif, que de servir de moyens de pression et d'agents d'exécution entre ses mains. Cela suffit à les opposer d'une manière systématique souvent aveugle et parfois absurde aux partis de la social-démocratie internationale, qui, eux, représentent véritablement l'influence bourgeoise dans le prolétariat.

L'antagonisme actuel entre les P.C. officiels et les partis socialistes, après avoir été la conséquence de profondes différences de principe, n'est plus qu'un reflet de l'antagonisme existant entre la bureaucratie soviétique et la bourgeoisie mondiale. Il ne survivrait pas à une politique d'alliance entre l'URSS et les pays impérialistes, soit que les P.C. staliniens se fondent avec la social-démocratie, soit qu'ils s'effondrent sous le poids de leurs contradictions.

2°) Pour maintenir leur prestige sur la partie avancée du prolétariat, les staliniens spéculent sur les traditions glorieuses du parti bolchevik et de la Révolution d'Octobre. En se représentant comme le continuateur de Lénine, leur chef Staline draine au profit de sa clique de parvenus les admirations et les enthousiasmes les plus profonds et les plus sains du prolétariat. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'adhésion des masses au communisme s'est faite plutôt sous la forme d'un amour sentimental et mystique de la Révolution bolchevik qu'à cause d'une compréhension aiguë de l'avenir social et économique du peuple travailleur. Nous ne nions pas l'importance historique de grands mythes pour le rassemblement des énergies révolutionnaires. Mais celui-là est un piètre communiste qui ne veut ni ne sait élever les passions des masses à la hauteur de la connaissance scientifique que procure le marxisme. La tâche des bureaucrates staliniens est au contraire d'empêcher par tous les moyens possibles la formation d'une conscience critique du prolétariat ; ces gens n'ont qu'une terreur, c'est que le prolétariat ne se mette à raisonner avant d'accepter, à juger au lieu de croire. C'est là une attitude qui ravale les staliniens au niveau des esprits réactionnaires les plus avérés, et c'est une raison de plus pour comprendre tout ce que renferme d'ironie sinistre les plans d'éducation du Parti !

Nous avons dit que le prestige de la bureaucratie était emprunté à celui de la Révolution d'Octobre ; mais on ne peut vivre éternellement de la renommée des morts qu'on a détroussés : aussi assiste-t-on aux efforts déployés par les dirigeants staliniens pour substituer à l'auréole des premières années de l'Union Soviétique, la légende dorée et bien bureaucratique du plan

quinquennal considéré comme ouvrant une ère nouvelle dans l'humanité ! La propagande des partis officiels en dehors d'une tendance spontanée au réformisme hurlant hérité des errements petits-bourgeois du passé, se réduit à une apologie bruyante et intéressée du régime stalinien.

3°) Une des causes, et non des moindres, de l'influence de l'I.C. dans les masses, est l'existence de la social-démocratie, cet agent de l'influence bourgeoise dans les rangs ouvriers. La trahison permanente de la S.D. alimente les rangs staliniens, de même que son réformisme larvé favorisait avant-guerre l'anarcho-syndicalisme. On peut dire aujourd'hui en paraphrasant une opinion de Lénine sur l'anarchisme, que le stalinisme "est la rançon de l'opportunisme socialiste".

Qu'aucun parti communiste sérieux n'ait pu se constituer pour porter des coups mortels au cadavre toujours debout de la social-démocratie, cela tient d'abord à la faible éducation marxiste des masses, ensuite au sabotage consciemment perpétré par la bureaucratie stalinienne. L'histoire du P.C. français est significative à cet égard : il n'est sorti des bras de la petite-bourgeoisie que pour tomber dans ceux de la bureaucratie. Aussi, la constitution d'une avant-garde communiste, suivant la conception léniniste, reste en France et dans la plupart des pays capitalistes dans le domaine de l'avenir.

Résumons maintenant les raisons qui expliquent à nos yeux le maintien et l'influence révolutionnaire des partis staliniens dans les pays capitalistes.

Ce sont : la politique d'opposition à la bourgeoisie et à ses laquais socialistes, menée par la bureaucratie, le prestige adroitement exploité de la Révolution d'Octobre, enfin la politique de trahison de la S.D. combinée au faible niveau idéologique des masses.

Mais la façade communiste du stalinisme ne peut cacher aux yeux d'un véritable révolutionnaire que :

L'I.C. est responsable de la défaite de la révolution en Allemagne et en Bulgarie (1923), du désastre de la révolution chinoise (1927), de la stagnation de la Révolution espagnole (1932), et enfin de la capitulation honteuse du prolétariat devant le fascisme, capitulation qui approche à grands pas. Enfin l'I.C. est directement responsable de la passivité et de l'incapacité organique et idéologique du prolétariat devant une crise de régime qui est sans précédent dans l'histoire.

L'I.C. ACTUELLE ET L'INTERNATIONALE D'AVANT-GUERRE

Nous avons parlé des deux aspects sous lesquels se manifeste la politique bureaucratique, l'idéologie stalinienne d'une part, le régime intérieur des partis d'autre part. Historiquement on ne peut séparer ces deux manifestations qui sont liées comme l'oxygène et l'hydrogène dans une goutte d'eau ; mais pour faciliter notre analyse, examinons d'abord les méthodes de lutte contre l'idéologie révisionniste des staliniens indépendamment du régime intérieur qu'ils imposent aux militants, et reportons-nous à l'époque antérieure à la guerre.

La 2ème Internationale avait quitté le terrain du marxisme révolutionnaire conséquent. En théorie elle adoptait l'idéologie opportuniste et conciliante du centrisme de Kautsky, dont le but était de masquer les difficultés, d'escamoter les problèmes de la lutte révolutionnaire et de la prise du pouvoir, cela tout en restant fidèle à la lettre d'un marxisme étroit et desséché. En pratique, c'était bien pire encore ; la tendance réformiste de Bernstein avait en fait triomphé. L'appareil politique et syndicaliste n'était qu'une lourde machine bureaucratique dont tous les

efforts consistaient à s'intégrer de plus en plus dans les rouages de l'Etat bourgeois. Il est clair que bien avant son effondrement de 1914, la 2ème Internationale ne représentait plus les intérêts historiques du prolétariat mondial. Si son idéologie était une concession à ses origines, sa politique pratique s'inspirait avant tout des intérêts de caste de la puissante aristocratie d'Angleterre et d'Allemagne. A la tête des formidables organisations du travaillisme anglais et de la social-démocratie allemande siégeait une bureaucratie ouvrière depuis fort longtemps détachée de la production, et formant une sorte d'armature rigide et extérieure aux aspirations prolétariennes.

Malgré cela, Lénine et les bolcheviks en dépit de leur scission constante avec les mencheviks, ne songeaient même pas à sortir de la 2ème Internationale. Bien plus, ils sous-estimaient la lutte tenace menée contre le centrisme équivoque par la gauche allemande de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Cette fraction de gauche n'avait d'ailleurs pas d'équivalent dans les autres partis étrangers, et luttait pour son propre compte. Aucune de ces tendances qui continuaient l'esprit révolutionnaire du marxisme, ne pensaient à constituer une Internationale nouvelle. Elles savaient que les partis social-démocrates étaient dans la plupart des pays capitalistes d'Europe, sauf en France et en Espagne, la seule force organisée de la classe ouvrière, et que toute sécession d'avec la social-démocratie eût mené à un isolement de l'avant-garde révolutionnaire. Certains pensent aujourd'hui que ce fût une erreur de ne pas créer avant le désastre de 1914 une organisation internationale révolutionnaire ? Nous ne le pensons pas, car une telle organisation eût rapidement, dans les pays de démocratie bourgeoise, dégénéré en secte ; mais, ce qui nous semble une erreur historique très grave, c'est que les éléments marxistes révolutionnaires n'aient pas été capables de mener une lutte internationale unifiée, avec une plate-forme commune et une liaison organique, qui, bien qu'existant seulement au sein de l'Internationale eût survécu à son effondrement. Telle est la leçon qui se dégage des luttes au sein de la 2ème Internationale.

Pouvons-nous comparer la situation d'avant-guerre avec celle d'aujourd'hui dans l'Internationale Communiste ? Celle-ci a abandonné le marxisme révolutionnaire en fait tout en s'en réclamant dans l'idéologie. Elle a desséché l'enseignement de Lénine comme la 2ème avait catéchisé Karl Marx. Elle a substitué aux intérêts de tout le prolétariat ceux d'une caste bureaucratique en URSS. Ce sont là sans conteste des ressemblances qui pourraient justifier des attitudes analogues de la part des marxistes. Certains sont d'un avis contraire, en affirmant que l'Internationale Communiste est mille fois moins dégénérée que la 2ème Internationale d'avant-guerre. Ce n'est pas notre avis. Nous ne chercherons pas à savoir si le "socialisme dans un seul pays" est plus ou moins réactionnaire que le révisionnisme de Bernstein, mais il nous paraît peu probable que l'IC survive à l'explosion d'un nouveau 1914. La différence entre les deux organisations provient surtout de ce fait que la direction réformiste de la social-démocratie d'avant-guerre puisait sa force et son inertie dans l'embourgeoisement des catégories supérieures du prolétariat des grands pays capitalistes, embourgeoisement qui avait sa cause dans la conjoncture ascendante du capital et l'expansion impérialiste de cette époque. La bureaucratie est en URSS une classe qui possède les moyens de production et l'appareil d'Etat avec les moyens de répression que cela comporte. Elle n'a pas de liens économiques avec le prolétariat des pays capitalistes ; elle se superpose à lui et en reste isolée. Par suite, son hégémonie dans l'I.C. garde un caractère coercitif et étranger aux préoccupations immédiates du prolétariat. De là vient aussi la différence fondamentale entre le régime intérieur de la S.D. d'avant-guerre et le régime intérieur stalinien. Non seulement, la 2ème Internationale n'a jamais chassé de ses rangs la gauche allemande ou les bolcheviks russes, mais ces camarades pouvaient collaborer à sa presse et parler à ses congrès en toute liberté. Au contraire, la direction stalinienne a chassé, déporté ou emprisonné tous les opposants de sa politique. C'est une différence capitale que nous devons avoir présente à l'esprit, dans l'examen des rapports entre l'opposition et l'I.C.

Car, sans le régime intérieur imposé par les staliniens, il est évident pour chaque oppositionnel que sa place serait dans les rangs de l'I.C. pour les mêmes raisons que les marxistes d'avant-guerre sont restés au sein de la 2ème Internationale.

Les staliniens qui chassent l'opposition savent qu'une lutte de fraction menée dans l'I.C. sur la base du centralisme démocratique, aurait abouti à leur liquidation complète. Ce n'est pas de son plein gré que l'opposition se trouve coupée des partis communistes ; les staliniens le savent bien ; et par là ils démontrent que les intérêts de la bureaucratie régnante leur sont plus sacrés que ceux du prolétariat.

LA TACTIQUE ET LES PERSPECTIVES DE L'OPPOSITION

C'est donc le régime intérieur qui empêche l'opposition de mener une lutte loyale et disciplinée dans les rangs de l'I.C., et le régime intérieur est une des preuves les plus formelles de l'emprise bureaucratique sur les rouages et sur les buts politiques de l'I.C. En quoi consiste dans ces conditions la politique de fraction ? L'absence de démocratie intérieure est si complète que toute fraction organisée au sein du parti y est pratiquement impossible. Seuls quelques individus peuvent par hasard et en se cachant échapper à la police du parti. Dans ces conditions, se déclarer fraction du parti n'est pas une constatation de fait, mais un vœu pour l'avenir, ou, pour les plus optimistes, une perspective historique certaine. Il est évident qu'on ne peut définir une organisation ou organiser sa propagande en se fondant sur l'accomplissement problématique d'un désir de ses adhérents. Quant à la perspective de réintégration de l'opposition, c'est à dire à la création d'une fraction légale dans l'I.C., cette perspective nous paraît absurde si on tient compte de la structure de l'I.C. et de l'Etat soviétique. Les gens qui voient dans la lutte entre le stalinisme et l'opposition une question de personnes ou une différence d'opinion, peuvent sans contradiction soutenir ce point de vue. Mais nous doutons qu'on puisse considérer de tels gens comme des marxistes. Nous qui voyons dans ce conflit une lutte de classes, nous ne pouvons admettre une prétendue conversion de la bureaucratie. Il est certain que sous la pression des événements, le cadre bureaucratique volera un jour en éclats, mais ce fait ne sera certainement pas la conséquence d'une atténuation ou de la légalisation de la lutte qu'elle mène contre l'opposition ; bien au contraire, il sera le résultat d'un antagonisme croissant entre les intérêts et la politique de la bureaucratie et ceux du prolétariat. Parler du redressement de l'I.C. en y sous-entendant le redressement de la bureaucratie stalinienne, c'est tromper le prolétariat plus ou moins consciemment.

Vouloir le redressement de l'Internationale en l'arrachant à l'emprise de la bureaucratie soviétique, et en la nettoyant de toute bureaucratie, c'est tout autre chose, et ce point de vue qui est le nôtre, ne diffère pas sensiblement du point de vue de ceux qui croient à la nécessité d'une organisation neuve qui reprendrait à son compte les principes des quatre congrès de l'I.C., et la tradition révolutionnaire du bolchevisme. La différence réside en une question de mots à laquelle on ne saurait attacher une grande importance.

La Ligue communiste défend sur le plan théorique la position de fraction. Quand elle veut passer à l'application de cette position, elle n'aboutit qu'à une politique absurde, pleine de suivisme et de contradictions vis à vis du Parti. Tels ont été les résultats de sa politique dans les domaines syndical (lutte sectaire contre l'opposition unitaire), électoral (recommandations d'appliquer la tactique classe contre classe). La Ligue et l'opposition internationale n'ont vraiment réussi que dans le plagiat des méthodes staliniennes de direction.

Aux antipodes de cette attitude, se trouvent les tendances qui veulent se constituer en second parti (Urbahns en Allemagne, Hennaut en Belgique, etc.) "Du moment qu'aucun travail sérieux de fraction n'est possible, disent-elles, il faut travailler à constituer un second parti".

Contre cette opinion, il n'y a, à notre avis, aucune objection de principe, mais nous ne pouvons suivre ces camarades pour des raisons concrètes très précises.

En effet, il ne suffit pas de la bonne volonté d'une poignée de gens pour fonder un parti ; il faut avant tout des circonstances historiques favorables qui peuvent varier suivant le temps et le lieu. Il est peut-être possible de fonder des partis communistes indépendants en Espagne et en Belgique par exemple, où les partis officiels sont faibles, sans traditions dans le prolétariat, et où aucun prestige acquis dans les luttes antérieures ne vient compenser le discrédit croissant qui enveloppe les méthodes stalinienne. Cela est tout à fait impossible au moins dans les circonstances actuelles, dans les pays où subsistent des partis ayant quelque importance (Allemagne, France).

Un parti nouveau, à plus forte raison, une Internationale nouvelle ne peuvent se développer que dans la mesure où les partis existants ne satisfont plus aux besoins de la masse (et pas seulement de l'avant-garde).

Des organisations dispersées plus ou moins spontanées naissent et se développent dans les périodes historiques, où les anciennes organisations ayant fait faillite, le prolétariat secoue son apathie en cherchant une voie nouvelle. Nous n'en sommes pas encore là dans les grands pays capitalistes ; mais l'opposition dont le rôle est de développer et de sauver le communisme, se doit, en se constituant en groupe indépendant, de surveiller attentivement cette évolution prochaine et de la polariser vers le communisme. Cela signifie-t-il que l'opposition doit renoncer à convaincre les membres honnêtes du parti stalinien ? Nous ne le pensons pas, bien au contraire. L'opposition, en se débarrassant du point de vue formaliste et étroit de la Ligue Communiste et du Secrétariat international, en renonçant à convertir ou à réformer une clique bureaucratique sans principes et sans pudeur, n'en sera que plus à l'aise pour montrer aux ouvriers communistes la politique détestable ou criminelle des dirigeants staliniens. C'est dans une indépendance complète de l'opposition vis à vis des organisations staliniennes, et c'est en préconisant l'indépendance de classe de l'avant-garde communiste vis à vis de toute autre classe ou caste dont les intérêts ne coïncident pas avec ceux du prolétariat que l'opposition pourra remplir sa mission : redresser le mouvement communiste en le rendant à ses buts finaux : la révolution mondiale et la construction d'une société sans classes.

CONCLUSIONS

1°) La politique stalinienne et le régime intérieur de l'I.C. sont les conséquences de la mainmise complète de la bureaucratie soviétique sur le mouvement ouvrier révolutionnaire des pays capitalistes.

2°) La politique stalinienne fait systématiquement passer les intérêts de cette bureaucratie avant ceux du prolétariat.

3°) Dans ces conditions, l'I.C., malgré sa façade révolutionnaire, ne répond plus à la conception léniniste d'une avant-garde consciente du prolétariat international.

4°) La bureaucratie soviétique ne peut pas plus se réformer que toute autre bureaucratie apparue dans l'histoire, elle ne peut être que vaincue et brisée dans la lutte de classes.

5°) Dans ces conditions, il est vain et puéril de vouloir redresser les cadres dirigeants de l'I.C. tant que celle-ci s'appuiera sur l'appareil d'Etat soviétique.

6°) Le redressement de l'Internationale, effectué sous la pression du prolétariat révolutionnaire, ne peut se concevoir que par une rupture organique avec la bureaucratie soviétique aboutissant à la constitution d'une organisation indépendante de cette bureaucratie.

7°) L'opposition communiste de gauche a pour but de travailler à reconstruire l'avant-garde communiste internationale indispensable à l'émancipation prolétarienne.

8°) Dans ce but, l'opposition de gauche doit être unifiée sur les plans national et international avec une plate forme commune s'inspirant des thèses adoptées par les quatre premiers congrès de l'I.C. et des expériences révolutionnaires qui ont suivi, sur la base du centralisme vraiment démocratique.

9°) L'opposition ne renonce pas à travailler au sein du P.C. dans la mesure du possible pour amener les adhérents sincères du P.C. à la conception d'un redressement nécessaire du mouvement communiste. Elle doit manoeuvrer pour ne pas faire chasser inutilement les adhérents et sympathisants qu'elle a dans les rangs du P.C.

Dans ses attaques contre les dirigeants staliniens, l'opposition doit éviter les critiques purement générales ou négatives, et au contraire, opposer sans cesse à la politique détestable ou criminelle des staliniens la politique d'une véritable avant-garde communiste, afin d'élever par tous les moyens le niveau idéologique des militants.

10°) L'opposition rejette comme prématurée dans la conjoncture actuelle du mouvement révolutionnaire, la formation de nouveaux partis communistes de masses, en marge des P.C. réellement existants.

11°) Dans les pays où la dégénérescence du communisme officiel est considérable, l'opposition de gauche se doit d'envisager avec les autres tendances communistes les conditions de l'unification des forces communistes sur la base d'un travail de masse.

RESOLUTION DU GROUPE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

DE LA BANLIEUE OUEST SUR LA QUESTION RUSSE

1°) L'Opposition de la Banlieue ouest (ancien. 15ème rayon) approuve dans ses grandes lignes l'analyse critique donnée par la gauche communiste sur les contradictions de la révolution russe.

2°) Cependant elle ne saurait faire siennes entièrement les conclusions présentées à la fin de ce rapport, notamment en ce qui concerne l'appréciation fournie sur le caractère de l'Etat soviétique et les conséquences qui en découlent logiquement.

3°) Le groupe pense au contraire que "le caractère ouvrier de l'Etat soviétique ne saurait être contesté tant que subsisteront la socialisation de la grande industrie, la nationalisation de la terre et le monopole du commerce extérieur".

4°) Par suite de l'absence de démocratie, de vrai contrôle des travailleurs sur l'ensemble des organismes de l'Etat, le bureaucratisme n'a cessé de se développer en URSS. Par ses liaisons, ses amitiés, sa force, ses privilèges, la bureaucratie soviétique en vient à jouer un véritable rôle de classe, dont les intérêts s'opposent de plus en plus aux intérêts de la classe ouvrière. Cependant, la paysannerie seule peut devenir dans le moment présent une force de Thermidor.

5°) D'autres facteurs que la révolution mondiale peuvent intervenir en URSS pour donner une solution aux contradictions de la révolution russe : la guerre, des révoltes paysannes, etc.

6°) Nier le caractère ouvrier de l'Etat soviétique, si précaire soit-il et si dangereusement compromis, c'est fatalement s'engager sur la voie du 2ème parti en URSS, dans la voie de la 4ème Internationale, et en France dans l'organisation du 2ème parti.

Le groupe de l'opposition communiste de gauche de la banlieue ouest a voté les points 1, 2, 4, 5 et 6 des conclusions du rapport de la gauche communiste. Elle a, par contre, repoussé les points 3 et 7.

FRACTION DE GAUCHE (Opposition)

Les problèmes de l'unification

LA CONQUETE DES MASSES

Quand on parle de l'impuissance des masses - et ici il ne saurait s'agir que des masses exploitées du prolétariat - il est bien entendu qu'il ne s'agit pas de leur impuissance par rapport à leur rôle historique, tel que le conçoit notre conception marxiste, mais de la qualité de leur esprit de classe, de leur degré de combativité, de leur subjectivisme révolutionnaire, vus sous l'angle de la lutte politique et de l'objectivisme historique d'une époque comprise entre la fin de la guerre 1914-1918 jusqu'à aujourd'hui.

L'époque de l'impérialisme ne peut être que l'époque de la lutte de classes accentuée et il n'est de communiste sérieux qui n'en soit d'accord.

Mais si les formulations théoriques les plus audacieuses en même temps que les plus véridiques précèdent le mouvement des choses et aident à son analyse, elles ne sauraient commander le rythme de son évolution jusqu'en ses conclusions définitives.

Nous prévoyions lors des grandes tempêtes d'après-guerre un rythme rapide dans l'évolution et l'activité des masses ouvrières, et, cela va de soi, nous en tirions toutes les déductions révolutionnaires. Mais le rythme se ralentit sous le choc des premiers échecs, marqua le pas, changea de nature. De la quatrième vitesse, on passa sans transition à la première et de là à la marche arrière.

L'histoire a-t-elle donc demandé à la classe ouvrière un effort pour lequel elle n'était pas prête ? Il ne saurait s'agir de cela qui n'est que misérables arguties à l'usage de réformistes. La vérité est, simplement, que l'idée révolutionnaire dont parle Marx ne s'était qu'insuffisamment emparée des masses, portées en avant par leur solidarité pour la révolution russe et leur haine de la guerre.

On ne peut nier les immenses progrès accomplis, dans les masses ouvrières, par le communisme, dans cette courte période historique d'après-guerre comparée à l'histoire du mouvement prolétarien, longue de plus d'un siècle ; mais il serait aussi vain de nier que des couches prolétariennes et semi-prolétariennes n'ont pas su se soustraire aux horizons bornés de l'esprit petit-bourgeois, de son nationalisme, de son démocratisme parlementaire, de sa culture, de ses traditions d'ordre et de paix sociale ; et que ce fardeau là a entravé la marche de la révolution. C'est la social-démocratie qui fût la meilleure expression politique et qui l'est encore de ces couches attardées de travailleurs, qu'elle exploite politiquement au bénéfice de la bourgeoisie.

Si la social-démocratie, actuellement, a reconquis une grande influence sur les masses prolétariennes, il en serait dangereux de conclure que l'esprit réformiste s'exerce chez les travailleurs socialistes qui suivent les chefs dans les mêmes limites. Les fautes accumulées par l'I.C. ont permis aux chefs social-démocrates de se refaire une virginité et d'effacer de la mémoire de trop nombreux travailleurs le souvenir de leur responsabilité dans la guerre 1914-1918.

C'est un fait inattendu, et difficilement prévisible à l'époque des premiers congrès de l'I.C., que cette restauration à un tel degré de la 2ème Internationale dans une période de préparation à la guerre et de guerres des impérialismes exacerbés.

Mais il serait faux de dire, que par exemple, le 4ème congrès de l'I.C. n'a pas tenu compte des changements intervenus dans les rapports entre les Etats capitalistes et qu'il n'a pas lancé les mots d'ordre correspondant à son analyse de la situation mondiale. Il suffira de marquer ici que le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe souligne le souci manifesté par l'I.C. d'un prolétariat qui, à la veille de la révolution allemande avortée de 1923, prêtait une oreille trop complaisante aux sirènes réformistes du pacifisme.

Ainsi se trouve confirmé que la lutte contre l'impuissance des masses revêt la nécessité d'une lutte sans merci contre l'idéologie réformiste. Il n'est pas pour un parti communiste, qui doit garder sa complète indépendance, d'autres moyens de rester en contact avec elles sur tous les terrains de leur activité.

La situation actuelle appelle plus que jamais la réalisation de l'Unité syndicale (Congrès de fusion ou rentrée en bloc dans la C.G.T. par la CGTU et la FA) et la pratique du front unique véritable (condamnation de la tactique "classe contre classe").

La fraction de gauche a une position par rapport à ces deux problèmes, connue depuis longtemps. Le groupe n'insistera donc pas.

Nous pensons que les différents problèmes : parti autonome, parti de masses, travail dans les syndicats, coopératives, anciens combattants, classes moyennes, paysannerie, ne peuvent être l'objet de points de vue irréconciliables entre oppositionnels de gauche.

Par contre, nous pensons que le système d'organisation du parti doit, davantage que cela ne fût fait jusqu'à présent, être mis à l'étude dans les groupes oppositionnels.

Le groupe du "redressement communiste" dont nous continuons la filiation politique avait déjà posé la question et y avait répondu par une condamnation de l'organisation actuelle du parti.

Personne ne peut nier, devant les résultats lamentables de la "bolchévisation", traduite dans le domaine de l'organisation par la création des cellules, qu'il faut revenir à la section locale, avec la cellule comme organisme de travail.

La lutte pour redresser la parti communiste français et l'I.C. rejoint la lutte pour la conquête des masses ouvrières sur le terrain de :

- 1°) l'unité syndicale
- 2°) le front unique

3°) la réorganisation du parti.

La Fraction de gauche (opposition)

Les problèmes de l'unification

CONTRIBUTION A LA DISCUSSION

La politique de masses pratiquée par l'Internationale Communiste dans la période qui a suivi la guerre a reçu sa consécration officielle dans les débats et résolutions de ses congrès mondiaux. Même lorsqu'il s'agit des quatre premiers congrès de l'I.C., dont les analyses et les thèses forment, aujourd'hui encore, la base principielle de l'opposition de gauche, on ne peut se refuser, à la lumière des expériences tirées de l'histoire, d'opérer certaines clarifications.

Elles s'imposent par cette constatation que, dans les premières années de l'existence de l'I.C., l'enthousiasme révolutionnaire a trop souvent tenu la place de la critique consciente, de l'analyse sûre, de l'objectivité. On a pris alors pour réalisables les meilleures intentions du monde et la tendance à surestimer les forces et à sous-estimer celles de l'adversaire a souvent et trop longtemps prévalu. Il s'agit là de fautes de jeunesse inévitables, nées de l'ambiance révolutionnaire d'après-guerre, d'une part, de l'inexpérience des partis communistes, d'autre part.

Ces leçons d'hier sont trop précieuses pour que l'opposition de gauche ne s'applique pas à en tirer tous les profits, à un moment où l'histoire tout court et celle du mouvement ouvrier s'appêtent à répéter 1914.

La guerre et ses conséquences avaient créé les conditions historiques propres à la création d'une nouvelle internationale ouvrière. Les masses prolétariennes délivrées, peu à peu, sous le fouet des événements, de la psychose nationaliste, estimèrent à sa juste valeur la trahison manifeste de la deuxième internationale en août 1914. le mouvement révolutionnaire déborda les vieux cadres politiques et syndicaux atrophiés et, se plaçant à la hauteur de la situation objective, la classe ouvrière s'ébranla et se répandit en vagues révolutionnaires qui menacèrent d'emporter définitivement le régime capitaliste en Europe.

Mais, ainsi qu'en témoigne les thèses du troisième congrès de l'I.C. : "la première période du mouvement révolutionnaire, après la guerre, est caractérisée par sa violence élémentaire, par l'imprécision très significative des buts et des méthodes"...

Les défaites subies par le prolétariat dans les années qui suivirent la guerre sont incontestablement dues à son impréparation théorique.

La période de prospérité du capitalisme avait fait le lit douillet du réformisme. Ce n'est qu'après le massacre de millions des leurs que les ouvriers réfléchirent sur les causes de la guerre impérialiste et ses buts, qu'ils brisèrent les vieux tableaux et idoles réformistes pour passer à l'action. Seulement, une doctrine révolutionnaire de masses ne s'improvise pas et, quelle qu'ait été l'influence exercée sur le prolétariat mondial, particulièrement pour le prolétariat européen, par la révolution d'octobre, l'histoire nous a appris qu'on ne triche pas avec elle et qu'on ne saurait substituer avec succès l'empirique formation de cadres prolétariens, même au milieu des conditions objectives les plus favorables, à la nécessité souveraine d'une formation théorique vraiment communiste des cadres de l'armée révolutionnaire.

Lors de l'Exécutif élargi de Mars-Avril 1925, Zinoviev rappelait que Lénine, au 3ème congrès de l'I.C., avait marqué que le mouvement révolutionnaire n'avait pas "suivi la ligne droite que nous avions prévue"...et le secrétaire de ce temps de l'I.C. ajoutait : "Le marxisme, le léninisme, nous donnent infiniment, mais ils ne peuvent remplacer ce qui est fourni exclusivement par l'expérience historique de la révolution elle-même".

En un mot, il faut se pénétrer de cette idée que personne n'a jamais dressé de questionnaire, avec réponses toutes faites aux demandes formulées, dans l'ordre stratégique et tactique, par les événements. Il ne nous reste qu'à comprendre la leçon des faits.

C'est ainsi qu'il nous a été révélé que le capitalisme mondial disposait après la guerre de forces et de moyens de résistance plus puissants que l'I.C. elle-même ne se les imaginait. Le capitalisme en Europe, aurait sans doute succombé sous les coups de la révolution, compte tenu du manque de préparation idéologique des cadres révolutionnaires, s'il n'avait pas trouvé l'appui plus efficace auprès du capitalisme d'outre-Atlantique. C'est peut-être là le facteur, entre autres, dont il ne fût pas suffisamment tenu compte. Le capitalisme américain, en tentant de coloniser une partie de l'Europe, n'a joué que la carte de sa propre défense en aidant au rétablissement de l'équilibre rompu du capitalisme européen menacé par la révolution.

De nouvelles conditions objectives sont alors survenues. Le capitalisme repris confiance en ses destinées et, ainsi que le marque le 3ème congrès (1921), les dirigeants de la bourgeoisie passent à l'offensive contre les masses ouvrières "tant sur le front économique que politique". Et cette stabilité partielle relative du capitalisme européen se poursuivra, se maintiendra, malgré les menaces révolutionnaires en Allemagne (1923), la crise française de 1924-25 et le formidable mouvement anglais de 1926, jusqu'à la crise actuelle qui débuta en 1929. A cette demi-restauration du capitalisme dans le monde, entre 1921 et 1929, a correspondu un accroissement des influences réformistes syndicales et politiques dans le mouvement ouvrier mondial. Cet

accroissement a été favorisé par la politique centriste de l'I.C. dont la première manifestation sérieuse éclata en 1924 quand Staline parla du "socialisme dans un seul pays".

Les variations de la conjoncture mondiale ont amené l'I.C. à rectifier sa position tactique dès 1921 ; mais cette rectification porte encore la marque de la tendance à sous-estimer les forces capitalistes. On peut dire à ce sujet que la création de l'ISR, décidée par le 3ème congrès, relève d'une fausse appréciation des rapports de force entre les éléments réformistes et révolutionnaires se disputant, à cette époque, l'influence dans les rangs du prolétariat, et des rapports de force entre celui-ci et la bourgeoisie.

La création de l'ISR, en 1921, ne pouvait répondre aux nécessités objectives de la situation d'alors que si elle avait été formée, non comme une centrale syndicale à côté de la centrale d'Amsterdam, mais comme une organisation ayant la tâche, à l'intérieur de la centrale réformiste, de rassembler les minorités révolutionnaires syndicales, de concentrer, de lier, de coordonner leurs efforts pour la lutte victorieuse contre le réformisme sans provoquer de scission funeste à la classe ouvrière.

L'I.C. n'a pas suffisamment résisté aux courants gauchistes et anarcho-syndicalistes qui se sont développés dans les syndicats et qui ont abouti à des scissions malheureuses comme en France et en Tchécoslovaquie, notamment.

Toutes les formulations heureuses qu'on peut trouver dans les résolutions du 3ème congrès, relatives au mouvement syndical, n'effacent pas les grossières fautes de tactiques qui furent commises.

Par exemple, la formation des C.S.R., en France, créés non pas sur la base d'une tendance idéologique, luttant pour conquérir la majorité dans la C.G.T. unique, mais sur la base d'une organisation ayant une vie propre à l'intérieur de la C.G.T., a été une grosse faute. Cette faute a permis aux réformistes (motion Dumoulin) de provoquer au congrès de Lille, la scission de la centrale syndicale française, sans aucun bénéfice durable pour l'influence communiste dans les syndicats.

Certes, un parti communiste doit s'attacher fortement à pénétrer de toute son idéologie révolutionnaire le mouvement syndical. La création de fractions communistes à l'intérieur des syndicats doit s'opérer sous son contrôle. Mais les faits nous apprennent qu'il faut s'éloigner comme de la peste de toute mesure bureaucratique et sectaire, de toute combine ou machination tendant à remplacer la véritable influence communiste dans les syndicats par un mécanisme d'absolutisme dans l'organisation et l'action syndicales.

Les fautes opportunistes et aventuristes (qui sont soeurs d'ailleurs) ne peuvent être évitées qu'autant qu'un parti communiste subit de l'intérieur le contrôle constant et permanent de sa base. C'est la pratique du centralisme démocratique ou démocratie ouvrière, appliqué à tous les

degrés de l'organisation qui peut seulement permettre d'éviter les lourdes fautes dont fourmille l'histoire de l'I.C. de ces dernières années.

Ces fautes, l'Opposition de gauche les a souvent dénoncées au cours de ses luttes contre les centristes. Fautes opportunistes en Allemagne (1923) ; en 1926 (Comité anglo-russe - résolution de Berlin) ; proposition de Kaganovitch, au nom de la direction de l'I.C. de liquider, sans garantie, l'ISR ; 1927 (politique du bloc des quatre classes en Chine et étranglement de la révolution). Fautes aventuristes : mouvement insurrectionnel de Canton, politique dite de la troisième période.

La fraction de gauche (Opposition)

<p>RESOLUTION SUR LES RAPPORTS DE L'AVANT-GARDE COMMUNISTE AVEC LES MASSES OUVRIERES</p>

(Résolution du Groupe de l'Opposition communiste de gauche de la banlieue ouest)

A - Bases historiques et théoriques de la politique de masses de l'I.C. à sa formation.

B - Historique des positions de l'I.C. dans la lutte de classes.

C - Historique du développement des points de vue des oppositions communistes et syndicalistes sur la politique de masses de l'avant-garde. (Cette étude ne peut être faite qu'au travers d'une discussion large au sein de l'Opposition)

D - Rôle de l'avant-garde communiste dans la lutte de classes.

E - Ce que nous entendons par syndicats de masses.

F - Le rôle des communistes dans les syndicats tels qu'ils sont actuellement :

- a) dirigés par les communistes
- b) dirigés par les réformistes, chrétiens, etc.

Front unique - L'unité syndicale - Le mouvement des chômeurs.

A - BASES HISTORIQUES ET THEORIQUES DE LA POLITIQUE DE MASSES DE L'I.C. A SA FORMATION

La guerre de 1914 démontra l'impuissance et la trahison des organisations du prolétariat : syndicats et partis politiques. Seul le parti bolchevik russe, grâce à Lénine, eût une attitude véritablement marxiste. Dans les autres pays, seulement quelques individualités appartenant à des groupements politiques et syndicaux réagirent contre la trahison de la 2ème Internationale.

Trois années après 1914, Lénine et le parti bolchevik menaient le prolétariat russe à la victoire. Avec la fin de la guerre commençait une période de crise révolutionnaire qui, partant des pays les plus durement éprouvés, en tout premier lieu les pays vaincus, se propagea dans le monde entier.

La lutte des masses prolétariennes fût dirigée contre le régime capitaliste et pour le pouvoir politique. Cette lutte se fondait ainsi avec la lutte politique de l'avant-garde communiste qui, en Russie, venait d'être victorieuse. La révolution russe était le centre révolutionnaire du monde.

La vague révolutionnaire se développa jusqu'en 1923 (Allemagne et Balkans). Le prolétariat s'approcha de très près de ses objectifs historiques (Hongrie, Allemagne).

Les masses ouvrières avaient besoin pour diriger leurs luttes de cadres prolétariens éclairés par une doctrine révolutionnaire complète.

Or, dans les grands pays industriels de l'Europe et dans les premières années de l'après-guerre, non seulement il n'y avait pas de parti révolutionnaire homogène et expérimenté, mais les chefs des organisations révolutionnaires existantes étaient violemment hostiles à la révolution prolétarienne et leur influence était encore grande. Ce qui explique, sous la formidable poussée des masses, les scissions dans les vieilles organisations, la formation d'oppositions révolutionnaires, la constitution de nouveaux syndicats, de conseils d'usines, de Soviets même et la fondation des partis communistes dont la doctrine était une transposition de celle de Lénine et non une doctrine formée dialectiquement par une accumulation des luttes collectives passées. Si bien que la seule doctrine révolutionnaire d'action politique de masse, celle de Lénine, n'était profondément assimilée que dans le groupe des bolcheviks russes, au sein duquel elle s'était élaborée.

Dans tous les autres pays, les minorités révolutionnaires et les vrais chefs prolétariens étaient profondément imprégnés par les idées traditionnelles du socialisme d'avant-guerre et du syndicalisme révolutionnaire dont l'insuffisance est manifeste pour la direction des grandes luttes politiques.

Le facteur subjectif, "une organisation et des militants éprouvés", qui joue un rôle essentiel dans les luttes des masses, prenait dans une période d'insurrection internationale du

prolétariat, une importance décisive et il est clair que l'échec de la révolution mondiale procède de l'inexistence dans chaque grand pays industriel d'Europe d'un parti révolutionnaire animé par une doctrine achevée issue de son expérience propre.

C'est ainsi que si la lutte prolétarienne a pu être poussée très loin en Russie, il faut, en dehors du moteur des conditions objectives évidemment, en créditer l'impulsion énorme donnée à la concentration des forces révolutionnaires par le parti bolchevik russe et à la cristallisation idéologique qu'il a opérée autour des points essentiels de sa doctrine.

Lénine qui avait misé sur la révolution mondiale voyait clairement la faiblesse extrême du mouvement révolutionnaire comme conséquence au manque d'expérience des partis communistes et il devait ainsi pousser à la création de la 3ème Internationale pour centraliser la direction des luttes du prolétariat mondial en s'opposant aux Internationales 2 et 2 et demi, accélérer le groupement des courants révolutionnaires autour des conceptions de lutte adéquate à la conjoncture sociale, éviter les catastrophes et développer rapidement l'expérience des partis communistes.

Le P.C.R. se trouvait ainsi être le parti dirigeant du mouvement international. Il devait l'orienter sur la base de son expérience propre. Mais quelle était cette expérience?

Sous le tsarisme, aucune organisation ouvrière de masses ne pouvait subsister, sauf dans les périodes de grande activité révolutionnaire (1905, 1917) et où elles s'imposaient sous la forme politique de soviets ou de syndicats à tendance.

Les luttes des ouvriers par leur caractère politique conscient rejoignaient et dépassaient les luttes de la petite-bourgeoisie contre l'autocratie et le grand capital, mais ce parallélisme d'action tendait à corrompre idéologiquement la partie militante de la classe ouvrière et faire dévier l'action révolutionnaire de sa voie propre.

Lénine poursuivait donc sans arrêt sa lutte contre les déviations opportunistes et dégageait une doctrine politique spécifiquement ouvrière.

En résumé, la tactique léniniste avait un caractère spécifiquement politique et ne comportait pas la notion d'une tactique syndicale de masse indispensable à la réalisation du rôle dirigeant d'un grand parti révolutionnaire dans les pays industriels à superstructure démocratique.

B - HISTORIQUE DES POSITIONS DE L'I.C. DANS LA LUTTE DE CLASSES

Période révolutionnaire.

Aussitôt formée, la 3ème Internationale envisage le problème de la conquête des syndicats et des masses ouvrières, car si la 2ème Internationale était pratiquement ruinée dans l'esprit des travailleurs, les centrales syndicales étaient encore fortes et moins directement atteintes dans leur prestige que les sections de la 2ème Internationale. Les chefs traîtres trouvaient dans les organisations syndicales un refuge et un moyen de freiner le développement des luttes révolutionnaires en invoquant le prétendu caractère perpétuellement apolitique de l'action syndicale.

Mais les conditions objectives et l'état d'esprit des ouvriers étaient tels que ces derniers se tournaient vers les syndicats, non pour y pratiquer une lutte réformiste, mais pour réaliser l'action révolutionnaire consciente. Ainsi, en France, la C.G.T. groupa en quelques mois 1.500.000 adhérents et possédait en 1919 deux millions de membres. A la période insurrectionnelle spontanée de 1918/19 succédait la période de l'organisation de la révolution par les partis communistes et les syndicats rouges.

L'I.S.R. fût donc créée en 1920 dans une conjoncture politique révolutionnaire qui nécessitait la concentration en une tendance unique de tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical international.

L'I.S.R. était donc une Internationale syndicale politique et devait de ce fait mener par sa propagande une lutte idéologique énergique contre le réformisme, le confusionnisme anarchiste et toutes les traditions périmées du syndicalisme d'avant-guerre.

L'I.S.R. extériorisant et s'appuyant sur une doctrine révolutionnaire achevée se développa dans la période de la lutte politique des masses. Son programme et son idéologie étaient au niveau de la conscience du prolétariat, elle ne rencontra donc aucune résistance parmi les syndicalistes révolutionnaires, mais par contre de violentes réactions éclatèrent du fait des éléments spécifiquement anarchistes ou réformistes qui s'opposaient politiquement au communisme.

L'I.S.R. avait la physionomie d'une organisation politique de masse. Le cadre dans lequel était enfermée sa tactique de masse ne pouvait subsister que grâce à une progression continue du mouvement révolutionnaire. Toute régression de ce dernier, en dissociant l'action de l'ensemble du prolétariat de l'activité des communistes, devait entraîner ou l'affaiblissement de l'I.S.R. ou un remaniement profond de sa tactique et de ses statuts.

Période de reflux révolutionnaire et de stabilisation relative du capitalisme

Cependant, la bourgeoisie des différents pays, après avoir résisté à la vague révolutionnaire en Europe centrale et occidentale, poursuivait au milieu de grosses difficultés et avec l'aide du capitalisme américain la réadaptation de l'économie aux conditions normales et rétablissait le marché mondial.

A la première réaction du prolétariat basée sur les souffrances de la guerre, se substituait et se superposait partiellement et progressivement la lutte de masse contre la misère due à

l'exploitation patronale, misère aggravée, suivant les pays, par les convulsions économiques, les tensions impérialistes et les violences contre-révolutionnaires.

La mouvement ouvrier retrouvait peu à peu donc sa base directement économique qui rattachait les divers aspects de l'action de masse aux conjonctures particulières dans les différents pays.

L'échec de la grève politique de 1920 en France, la liquidation du mouvement de 1923 en Allemagne, le développement du fascisme en Italie, en Europe centrale et orientale, le renforcement de la position des chefs trade-unionistes en Angleterre, d'une façon générale la stabilisation de la F.S.I. et l'organisation des forces contre-révolutionnaires indiquait que nous entrions dans une période nouvelle du mouvement révolutionnaire et que le capitalisme allait connaître une ère de stabilisation relative.

A la ruine des idées spécifiquement bourgeoises et social-démocrates comme conséquence de la guerre et de la faillite de la 2ème Internationale, succédait une restauration partielle de l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière par le canal des sophismes de la social-démocratie rénovée.

C'est ainsi qu'à l'encontre des groupes impérialistes qui ne pouvaient développer qu'un chauvinisme officiel, la social-démocratie pouvait seule présenter sur le plan idéologique un front international unifié, face à la doctrine bolchevik de la révolution mondiale.

Le surimpérialisme, inspiré de la doctrine du capitalisme organisé et des réalités de la prépondérance américaine, la propagande pour la SDN et le B.I.T., la théorie de la démocratie industrielle avec les lois de socialisation, le contrôle ouvrier et l'arbitrage obligatoire, une réédition de la formule "l'Etat au-dessus des classes" étaient fondus dans un corps de doctrine pseudo-ouvrière qui fixait des perspectives sociales et systématisait une politique de collaboration étroite entre la S.D. et la bourgeoisie dirigeante.

Il est évident que les pratiques politiques inspirées de la doctrine S.D. d'après-guerre devaient se rattacher très étroitement aux tâches économiques de la bourgeoisie. Or, il est clair que le rétablissement de la vie sociale ne pouvait s'opérer sur les anciennes bases et avec les seuls moyens du capitalisme européen.

Cette double nécessité fût provisoirement satisfaite par l'intervention de l'impérialisme américain dont les ressources financières et les prévisions politiques évitèrent la chute imminente de la bourgeoisie allemande.

En outre, par la rationalisation, le capitalisme yankee prétendait rétablir la vie économique sur un plan nouveau et sauver le régime. Le développement de la rationalisation aux Etats-Unis en 1921, son introduction sur le plan national en Allemagne après 1923, les orientations économiques et politiques auxquelles donna naissance parmi les bourgeoisies des pays industriels, la fusion qui s'opéra entre la propagande générale des réformistes et la théorie patronale de rationalisateurs, les bouleversements profonds qu'elle réalisa dans les processus de

production, dans les échanges, dans l'infrastructure financière des groupes capitalistes et dans la technique de la concentration capitaliste, les cortèges de lois d'asservissement qui l'accompagnent et la pénétration toujours plus grande de l'Etat dans le domaine privé, tout cela fait apparaître la nationalisation comme un phénomène social propre à une époque déterminée du développement des forces de production du régime capitaliste.

A travers un grand travail de reconstruction économique et grâce aux illusions qu'elle provoqua initialement dans les masses, la rationalisation permit à la bourgeoisie un déplacement profond dans les rapports de classes.

Ceci posait problème parallèlement et sous un jour nouveau l'entraînement des ouvriers dans la lutte révolutionnaire.

Lénine comprit très bien qu'un tournant décisif devait être amorcé dans le travail des communistes, malgré que la vague révolutionnaire fût encore très haute. Il en détermina le sens et conclut à un affaiblissement de l'activité politique des masses pour la période qui s'ouvrait.

C'est déjà au 3ème Congrès de l'I.C. (fin 1921) que Lénine et Trotsky posaient les bases doctrinales d'un cours nouveau dans la politique de l'Internationale. En premier lieu, l'hypothèse émise par Marx d'après laquelle le capitalisme connaîtrait des crises cycliques jusqu'à la révolution prolétarienne était longuement démontrée.

Ce n'était pas fortuitement que Lénine développait un point de doctrine. Ce travail de clarification était étroitement lié à la préparation d'une orientation nouvelle, qui devait introduire la notion d'une tactique syndicale de masse basée sur l'action directe de classe des travailleurs et dont le contenu politique aurait été déterminé par la variation des conjonctures économiques et par le développement même des luttes ouvrières. C'était le point de départ d'une révision complète de la structure et de la tactique de l'I.C.

On comprendra l'importance et la difficulté de cette opération politique lorsqu'on se souvient que l'ISR avait été fondée en période révolutionnaire ascendante, que sa charte et statuts exigeaient de tous les membres l'adhésion orale à la doctrine communiste et qu'elle menait la lutte sur les mêmes bases d'action et de propagande que la 3ème Internationale.

Lorsque la doctrine politique de Lénine cristallise en débordant du plan russe, autour de ses principes les courants du mouvement révolutionnaire mondiale parce que seule vraiment complète, elle le fait dans une conjoncture sociale insurrectionnelle et sa carence syndicale dans une période de stabilisation relative du capitalisme ne pouvait apparaître qu'avec le développement même de la dépolitisation correspondante des luttes ouvrières.

La disparition de Lénine dans un moment où les bases nouvelles du travail des communistes dans les masses aurait dû s'exprimer dans un bouleversement profond du travail syndical se traduit par une perpétuation des pratiques du "communo-syndicalisme" dont le principe est incontestablement orthodoxe par rapport au cadre de la doctrine de Lénine forgée dans l'avant-guerre, mais incompatible avec l'esprit même du marxisme-léninisme dont les bases

scientifiques exigent un enrichissement doctrinal issu de la lutte révolutionnaire effectuée dans chaque pays et dans des conditions nouvelles.

La tactique syndicale des communistes en France - P.C. et CGTU

Au cours de la période révolutionnaire de la fin de la guerre et des premières années de l'après-guerre (1917 - 1921), les dirigeants syndicaux corrompus par la bourgeoisie ont réussi dans tous les pays industriels à utiliser l'appareil syndical au freinage du mouvement révolutionnaire des masses. En France, ils ont parachevé leur mainmise complète sur la C.G.T. en chassant de son sein les ouvriers révolutionnaires, en provoquant la scission syndicale. La CGTU fût créée dans ces conditions.

Dans les années qui suivirent, la faible activité extérieure du P.C.F. s'exerça presque exclusivement sur le plan politique : le P.C. tenta de mobiliser les masses directement sur les mots d'ordre révolutionnaires, en négligeant à peu près totalement l'action syndicale.

Dans le domaine fondamental de l'action syndicale, les communistes limitèrent leur activité à la propagande communiste au sein des syndicats de la CGTU où l'influence anarcho-syndicaliste était encore profonde et surtout à la conquête mécanique des postes syndicaux, conquête qui permit au P.C. d'associer la CGTU à toutes ses manifestations politiques.

La stabilisation relative du capitalisme international en 1923-24 et l'essor à peu près ininterrompu de la production en France de 1924-1930 avec la hausse également continue du prix de la vie (celui-ci a doublé en 6 ans) créèrent des conditions particulièrement favorables pour les luttes des masses.

Pourtant les grèves sont restées en France pendant cette période relativement peu nombreuses et généralement isolées. La crainte de la répression patronale et étatique, de la perte du salaire, le rôle de briseurs de grève des syndicats cégétistes, ne peuvent suffire à expliquer cette passivité et cette dispersion, et ne le peuvent d'autant moins que dans une région industrielle aussi importante que la région parisienne, l'influence cégétiste était quasi inexistante et l'influence communiste prépondérante.

Un nouveau facteur historique a joué un rôle capital : bien que groupant et influençant les éléments les plus combattifs du prolétariat et bien que dirigée par des communistes, la CGTU n'accomplissait pas son rôle animateur des grèves, elle se contentait de prendre la direction des grèves spontanées et pratiquait la surenchère appuyée par un verbalisme outrancier.

D'autre part, les grèves spontanées étaient elles-mêmes freinées par le fait que les militants les plus combattifs, les plus conscients de l'usine, les communistes et les sympathisants, avait toute leur attention tournée vers l'agitation politique. L'étude attentive des revendications immédiates des diverses catégories d'ouvriers de l'usine, la préparation patiente de la grève par

une propagande syndicale correspondant au niveau moyen des masses, la liaison entre les usines d'une même firme ou d'une même branche d'industrie n'étaient pas effectuées.

L'exploitation de plus en plus poussée des ouvriers et leurs revendications immédiates n'étaient guère exprimées qu'en liaison avec l'agitation politique, elles étaient envisagées avant tout comme base de la propagande révolutionnaire et accessoirement comme base de l'action.

Comme conséquence directe, le P.C. se substituait de plus en plus à la CGTU dans l'expression des revendications immédiates. dans le plan de la propagande centrale, il pouvait utiliser à cet effet l'Humanité, grand organe quotidien de masses, alors que la propagande de la CGTU ne s'exprimait directement que dans la VO hebdomadaire très peu lue et quelques organes corporatifs.

Mais c'est surtout sur la base de l'entreprise que le P.C. se substituait presque complètement à la CGTU. L'organisation du P.C. sur la base des cellules d'usine (1924) avait précédé de plusieurs années la création des sections syndicales d'usine.

Ce fût le journal de la cellule qui fit toute la propagande syndicale. Celle-ci se limita d'ailleurs bien souvent à un appel passe-partout en fin d'article : adhérez à vos organisations de classe, le P.C. et la CGTU.

Lorsqu'à la suite du congrès de Bordeaux de la CGTU en 1927, des sections syndicales furent organisées dans les différentes usines, cet état de choses ne s'améliora pas. Les sections syndicales ne possédèrent qu'exceptionnellement un organe. Le journal de la cellule devint en même temps le journal de la section syndicale. ceci eût pour effet d'afficher en permanence devant la masse des ouvriers et ouvrières, devant ceux qui étaient sous l'influence socialiste ou confédérée, comme devant ceux, beaucoup plus nombreux, qui étaient sous l'influence bourgeoise directe, que la CGTU était organiquement liée avec le P.C., que la CGTU était un syndicat communiste, reprenant tous les mots d'ordre politiques du P.C., que la CGTU n'était qu'une autre forme du P.C.

L'adhésion au syndicat prenait désormais la valeur d'une adhésion morale au P.C.

Les sections syndicales restaient squelettiques. Les quelques grèves spontanées ou quasi-spontanées qui se produisaient ne renforçaient pas l'organisation. Les communistes s'habituèrent à limiter leur activité dans l'usine à l'édition du journal de la cellule.

Le gauchisme paresseux de la base du P.C. venait ainsi compléter la fausse tactique syndicale du sommet du P.C.

Les effets de cette carence du P.C. furent l'inaction des masses, la diminution progressive des effectifs de la CGTU, le tarissement du recrutement prolétarien du P.C., la diminution de ses effectifs, la perte d'influence sur les masses (manifestations de moins en moins suivies), en dernière analyse la perte du contact avec les masses et le renforcement de l'appareil bureaucratique dirigeant du P.C.

Pendant une première phase, la perte du contact avec les masses eût pour conséquence logique l'accumulation d'erreurs de toutes sortes. La méthode de présenter les manifestations manquées comme des succès fût utilisée à jet continu pour encourager artificiellement les masses à l'action.

De l'analyse juste que la situation économique permettait une large action des masses, on tirait la conclusion fautive de l'essor révolutionnaire des masses. Chaque grève était représentée comme ayant des objectifs politiques conscients : lutte contre la guerre, contre la répression, défense de l'URSS.

La politisation était à l'ordre du jour : le rôle dirigeant du P.C. était officiellement consacré à la fois dans un congrès de la CGTU et au cours de diverses grèves.

Toute tentative de différencier la propagande révolutionnaire de son rôle de fraction animatrice des syndicats était combattue comme tendance opportuniste.

Face aux ruines accumulées, la bureaucratie dirigeante du P.C.F. a exécuté un premier tournant en 1930-31, vite liquidé (le congrès de la CGTU confirma toutes les erreurs passées sauf les plus criardes), puis un second tournant en 1932. Ce tournant syndical se place dans le tournant général de l'I.C. qui, après l'aventurisme de la troisième période, revient à l'opportunisme dont le congrès d'Amsterdam fût un frappant exemple.

L'I.C. cherche à reprendre contact avec les masses, mais elle révèle son impuissance bureaucratique qui est la caractéristique essentielle de son activité.

En ce qui concerne la tactique dans les syndicats réformistes, l'I.C. passa également de l'opportunisme au sectarisme, du comité Anglo-Russe à la formation systématique de syndicats rouges (3ème période).

Ces écarts expliquent pourquoi la formation d'Oppositions syndicales révolutionnaires fût un phénomène épisodique en France.

En Allemagne, la R.G.O. mena une activité aussi sectaire que la CGTU en France et n'avait pour but que la création de syndicats rouges tels le syndicat des métallurgistes de Berlin qui très rapidement se réduisit à quelques milliers de membres.

Toutes les O.S.R. qui furent créées par le parti firent directement de la propagande communiste au sein des syndicats réformistes, facilitant ainsi aux chefs réformistes l'exclusion des éléments révolutionnaires des syndicats.

Le sectarisme du parti dans les organisations de masses autres que les syndicats fût tout aussi néfaste. Dans les coopératives, dans les organisations sportives ouvrières, les communistes se coupèrent des ouvriers non révolutionnaires et restèrent très rapidement les dirigeants d'organisations restreintes de sympathisants communistes.

Les tendances opportunistes du parti ont leur origine dans les efforts faits pour reprendre directement le contact avec les masses, lorsque vint le reflux de la vague révolutionnaire.

D'autre part, le sectarisme pratiqué dans les organisations de classe du prolétariat sépara les membres du parti de la masse ouvrière, ce qui favorisa les tendances à faire directement appel aux ouvriers.

Ces tendances amenèrent à grouper dans le parti des ouvriers sympathisants qui ne pouvaient élever leur niveau idéologique ni leur expérience assez rapidement et devenaient ainsi l'appui passif de la bureaucratie dirigeante.

La notion du parti avant-garde était dénaturée. le recrutement ne fût soumis à aucune garantie (adhésions par l'Huma et dans les réunions électorales) les pratiques opportunistes ne trouvèrent ainsi plus qu'une faible minorité d'opposants.

Aux premières difficultés de la lutte de classes, de tels partis de masse se dégonflent rapidement.

D -ROLE DE L'AVANT-GARDE COMMUNISTE DANS LA LUTTE DE CLASSES

Nous distinguons les différents rôles suivants du Parti :

- a) action politique indépendante du parti
- b) clarification communiste de la lutte des classes
- c) animation de la lutte de classe (rôle des fractions)

a) Par action indépendante du parti, nous entendons :

La propagande révolutionnaire directe, auprès des militants ouvriers surtout car c'est essentiellement sur eux qu'elle porte.

L'action politique contre la guerre - appel direct aux masses pour des manifestations d'avant-garde pendant les périodes non-révolutionnaires, mais susceptibles entraîner effectivement les masses pendant une montée révolutionnaire.

Utilisation de la démocratie bourgeoise pour la propagande révolutionnaire et pour l'appui de la lutte de classe, ce qui revient à dénoncer par la propagande et par la pratique cette démocratie bourgeoise. Bien entendu l'utilisation du Parlement et les conseils municipaux exige le contrôle des militants du parti dans ces organismes bourgeois et exclut tout opportunisme tendant à laisser croire aux ouvriers que la lutte de classe est compatible avec la démocratie bourgeoise qui n'est qu'une forme de dictature capitaliste. L'expérience prouve que le parlementarisme et plus particulièrement le municipalisme corrompent facilement les militants ouvriers s'ils ne sont pas rattachés solidement à la lutte de classe et sous le contrôle permanent des organisations ouvrières.

Front unique avec d'autres partis politiques ouvriers (social-démocratie) mais sans aliéner l'indépendance absolue du parti, et exceptionnellement dans des situations telles qu'elles poussent le prolétariat à réaliser son unité d'action, ce qui, par conséquent et grâce au front unique, oblige la social-démocratie à agir ou à se démasquer.

Propagande légale et illégale contre le militarisme bourgeois et le colonialisme.

b) Par clarification communiste de la lutte des classes, nous entendons :

Dans sa presse, dans tous ses organes, par toute sa propagande, le parti doit analyser d'une façon marxiste les rapports des classes, l'évolution de leurs luttes en montrant l'issue révolutionnaire pour le prolétariat.

La propagande parmi les paysans, certaines couches des classes moyennes, les salariés petits-bourgeois, doit être menée sous ce jour.

Evidemment c'est essentiellement la clarification des luttes de la classe ouvrière que le parti doit faire de façon à épauler l'activité des fractions communistes et des communistes individuellement dans les organisations de masses.

C'est en tant que parti et par les organes du parti, extérieurement aux syndicats que les communistes tirent les leçons révolutionnaires de la lutte de classe : démonstration de l'insuffisance de certains mots d'ordre, critiques des méthodes d'action, dénonciation et prévision du rôle de l'Etat dans les luttes ouvrières, etc.

c) animation de la lutte de classe - rôle des fractions.

Les communistes sont des militants ouvriers animant la lutte de classe et les organisations ouvrières. Communistes, c'est à dire conscients du but à atteindre et des meilleurs moyens d'y parvenir, ils se concertent pour mieux orienter et diriger les luttes du prolétariat.

C'est par le canal des fractions qu'ils parviennent à jouer ce rôle d'animation de la lutte de classe.

De cette conception léniniste du rôle dirigeant, le parti a tiré la conquête mécanique des directions des organisations de masses, conquête qui ne pouvait en général se faire qu'en vidant ces organisations de tous les ouvriers non communistes ou sympathisants.

E - CE QUE NOUS ENTENDONS PAR SYNDICATS DE MASSE

1- Des syndicats de masses devraient pouvoir grouper tous les ouvriers pour la défense effective de leurs revendications immédiates, pour la défense de leur niveau d'existence.

Le régime de démocratie intérieure de tels syndicats devrait comporter : la liberté d'expression des tendances, la discipline à la majorité dans l'action et pour le choix des méthodes d'action.

2- Les méthodes d'action découlant de l'expérience de tout le mouvement ouvrier de France et des autres pays industriels sont :

- l'action directe de masse contre le patronat et les pouvoirs publics (menaces de grèves, grèves sous formes diverses, manifestations de masse)<;

<l'action directe ne peut être efficace, surtout dans la période actuelle, que si elle est soigneusement préparée et étendue non seulement à tous les ouvriers et employés d'une même firme, mais s'il y a lieu, à tous les ouvriers ou salariés d'une branche d'industrie ou d'une région ou même transformée en grève générale plus large.

- les syndicats et fédérations d'industrie doivent s'efforcer de créer et d'animer dans chaque usine, chaque entreprise une section syndicale qui cherche à grouper et entraîner l'ensemble des ouvriers de l'usine.

Les sections syndicales devraient posséder leur organe : le journal de la section syndicale.

Ces syndicats de masse devraient également avoir un organe central de masses qui ne soit pas comme la V.O. le journal de la fraction communiste.

F - LE ROLE DES COMMUNISTES DANS LES SYNDICATS TELS QU'ILS SONT ACTUELLEMENT

a) dirigés par les communiste -

Par le canal des fractions et pas mécaniquement, il faut revenir à une tactique systématiquement unitaire, inlassablement unitaire.

Le rôle des communistes est,, dans la période actuelle de pousser à la préparation minutieuse des grèves, à la préparation et à l'organisation de leur élargissement rapide qui est un gage du succès.

b) dirigés par les réformistes, chrétiens, etc. -

Lutter pour l'emploi de méthodes d'action directe, contre les pourparlers et la collaboration de classe.

Lutter pour le front unique.

Lutter pour l'unité syndicale.

L'UNITE SYNDICALE

Nous devons tendre à réaliser l'unité d'action de la majorité du prolétariat.

L'expérience de la période révolutionnaire d'après-guerre prouve que l'unité syndicale organique se brise lorsque la lutte devient aiguë. Les réformistes qui veulent à tout prix sauver le régime sont les initiateurs de la scission. Les révolutionnaires, de leur côté, ont dû créer l'I.S.R. pour grouper internationalement les tendances révolutionnaires qui entraînaient la majorité du prolétariat.

L'unité syndicale à tout prix est donc une erreur ainsi que l'histoire du mouvement révolutionnaire le montre clairement.

Lorsque la période révolutionnaire prit fin, la politique des communistes devait être de garder le contact avec la majorité de la classe ouvrière et de tendre à ce que celle-ci reste unie dans son action. Mais ce n'est plus possible avec l'état de scission, sauf occasionnellement par le moyen du front unique.

Or l'unité organique paraît être à certains moments indispensable à l'unité d'action. C'est du moins cette idée qui dans ces derniers temps est largement répandue dans la classe ouvrière.

Etant donné la nécessité historique pour les dirigeants réformistes d'être au besoin des scissionnistes lorsque le régime capitaliste est menacé (crise actuelle) les révolutionnaires ne doivent donc pas craindre de tout tenter pour réaliser l'unité afin de mieux démasquer les chefs réformistes au cours de l'action.

Ainsi la position des communistes dans les syndicats doit elle être essentiellement unitaire. Toutefois les révolutionnaires et nous autres communistes plus encore, devons lutter contre l'idée que si l'unité n'est pas réalisée, l'action est impossible.

Notre position doit être de dire aux masses salariées : l'action est nécessaire parce que le patronat renforce son exploitation; l'unité, les chefs réformistes ne la veulent pas, il faut cependant agir ensemble tout de suite, opposer le front unique d'abord et si possible réaliser l'unité au travers de notre action.

LE FRONT UNIQUE DANS L'ACTION DE CLASSE

En l'état de scission des organisations syndicales, les communistes doivent défendre dans ces organisations une position d'unité syndicale. Et tout en bataillant pour l'unité syndicale, ils doivent militer pour réaliser tout de suite l'unité d'action au moyen du front unique.

Bien entendu, nous entendons par front unique, le front unique d'organisation à l'organisation sous le contrôle des membres de chaque organisation.

Dans les entreprises, un tel front unique doit se concrétiser par la création de Comités d'unité d'action formés des sections syndicales ou des syndiqués de chaque organisation.

Les nécessités de la lutte (décisions sur les méthodes d'action et la conduite de la lutte) et du recrutement syndical posent évidemment et à la base la réalisation de l'unité syndicale.

La réalisation du front unique écarte toute surenchère et tout verbalisme tant en ce qui concerne les revendications que les moyens d'action.

LE MOUVEMENT DES CHOMEURS

La crise qui secoue le monde capitaliste depuis déjà plus de trois années a amené un développement inouï du chômage, lequel existait à l'état chronique dans quelques pays, depuis la crise de 1920-21 et le développement de la rationalisation.

Une partie importante du prolétariat se trouve être hors des entreprises et perd contact avec la production. Cette masse de travailleurs inemployés s'augmente des couches nouvelles qui accroissaient auparavant le nombre des travailleurs (jeunes, paysans). l'ensemble de ces chômeurs peut être la proie du fascisme.

Il importe essentiellement que les chômeurs restent liés à leurs camarades qui travaillent.

L'exemple de l'Allemagne est plein d'enseignements à ce sujet. Par sa politique stupide dans le mouvement syndical, le P.C.A. a laissé les réformistes écarter les chômeurs des syndicats et quoique groupant directement un certain nombre de ceux-ci à celle des ouvriers au travail. Le rôle des Comités Intersyndicaux et des unions locales est à cet égard très important.

La crise oblige les capitalistes à exploiter toujours davantage les travailleurs, aussi la moindre résistance de ces derniers revêt-elle une forme de lutte aiguë, amenant immédiatement la participation de l'Etat aux côtés du patronat : gardes mobiles, répression, arbitrage obligatoire, etc.

C'est dans de telles conditions que l'Opposition de gauche doit redresser le mouvement communiste et préciser les rapports de l'avant-garde avec les masses. Il est évident qu'une étude des fautes commises dans la période de stabilisation relative du capitalisme n'est pas suffisante pour définir la tactique de masse d'un véritable parti communiste. L'élaboration d'une politique de masses pour la période de crise générale du capitalisme est une des tâches de l'Opposition de gauche.

VERS LA CONSTRUCTION D'UNE VERITABLE FRACTION DE GAUCHE EN FRANCE

Nous croyons tout d'abord devoir détruire une légende qui concerne notre fraction. Il paraîtrait que nous serions opposés à concevoir une possibilité de travail commun avec des organismes qui n'accepteraient pas les positions politiques que nous défendons.

S'il en est qui pensent pareille chose, ils se trompent lourdement. Ce que nous voulons en réalité c'est que les groupes politiques de gauche se donnent des positions principielles, ou que tout au moins, ils veuillent déclarer qu'il y a nécessité à élaborer des documents fondamentaux.

C'est seulement après pareil travail qu'il nous paraît être possible de confronter les points de vue divergents et ainsi seulement notre fraction aurait la possibilité de contracter des liaisons politiques définitives.

L'unification s'est donc faite en France en dehors de la Ligue Communiste. S'il fallait établir les raisons pour lesquelles la Ligue est restée étrangère à l'unification, pourrait-on se borner à dire qu'elles dépendent uniquement des manoeuvres effectuées par cette organisation ? En outre, serait-il possible de rattacher les diverses scissions qui se sont produites au sein de la Ligue Communiste, et qui aujourd'hui ont trouvé leurs conclusions dans l'unification des formes dissidentes de la Ligue, à des manoeuvres politiques ? Une telle explication nous paraît être en contradiction avec les enseignements élémentaires du marxisme. Effectivement l'expérience prouve que toutes les manoeuvres qui ont vu le jour dans la Ligue, ont résultés de l'incapacité de cet organisme à donner une solution communiste de principe aux problèmes de la lutte de classe du prolétariat français. Il reste donc à déterminer s'il est possible et nécessaire de lutter contre les manoeuvres, prises en elles-mêmes comme s'il s'agissait d'entités politiques particulières, ou bien s'il faut s'attacher à la source même du mal qui fût la cause des crises de l'opposition.

Au point de vue politique quelles sont les bases politiques de l'opposition unifiée ? Au cours des débats précédant l'unification il a été possible de constater qu'une proposition fût donnée de prendre les 13 points élaborés par l'opposition de gauche internationale (léninistes-bolchéviks) et d'accepter ceux-ci comme base politique de l'opposition unifiée. Il paraîtrait que cette proposition émana des camarades disant vouloir lutter contre les manoeuvres de la Ligue et, qui à leur tour, faisaient ainsi une manoeuvre pour embarrasser la direction de la Ligue. Mais passons sur ce point et essayons de retirer de cette proposition d'adoption comme base de 13 points la signification politique indispensable. La diarrhée de scission au sein de la Ligue, les débats pour l'unification, l'unification elle-même, tout cela devait donc aboutir à l'existence de deux organisations se revendiquent l'une et l'autre du même document de base. Ainsi le dernier document présenté par la Gauche communiste n'offre pas non plus de divergences sérieuses avec les positions politiques de l'Opposition de Gauche et sa section française.

Nous croyons devoir laisser à d'autres, à ceux qui ne feraient pas preuve d'un esprit de responsabilité communiste, le soin de se dire, et de dire aux ouvriers que trois ans de crise de la Ligue ainsi que le fait de l'existence de deux organisations séparées, ne dépend que de l'intervention d'une force démoniaque dont le camarade Trotsky ne parvient pas à se débarrasser, en l'espèce le camarade Molinier lequel, certes, n'a même pas l'envergure d'un Méphistophélès et qui, bien au contraire, ne sait manipuler que des jouets d'enfants que l'on prend pour des armes à feu.

Pour nous, il est clair que les difficultés actuelles ne pourront être surmontées qu'à une seule condition. Il faut que l'Opposition unifiée s'attelle à la tâche ardue et difficile qui consiste à se relier aux traditions révolutionnaires en France et à reprendre l'héroïque héritage des Communards de 71.

En particulier, il faudra considérer que la scission avec les opportunistes à Tours ainsi que la proclamation de la formation de la section française de l'I.C. n'ont pas signifié une solution définitive au problème de la construction d'un véritable parti communiste.

La trahison de 1914 ne vît pas en France la création d'une fraction marxiste comme ce fût le cas en Allemagne et en Italie. Le processus de formation d'un parti communiste ne pouvait pas de ce fait suivre son cours normal : une fraction se développant en nouveau parti comme ce fût le cas en Russie et en Italie. Le comité pour la IIIème Internationale de Souvarine-Loriot-Rosmer fût totalement submergé par la majorité amorphe de l'ancien parti socialiste et même en restant à la direction du parti communiste constitué, il ne pouvait pas sans aide sérieuse - qui ne vint pas - de la part de l'I.C. former les cadres réels pour la victoire du prolétariat.

En 1923, la lutte contre le "trotskisme" et ses résultats en France : l'élimination des fondateurs du parti, devait enlever toute possibilité de construire enfin l'organisation d'avant-garde de la classe ouvrière au sein du parti sans la constitution d'une fraction de gauche. Toutes les grandes expériences de classe de l'après-guerre en France demandaient à être analysées et traduites dans des documents politiques par l'opposition, réaction marxiste au centrisme de l'I.C., et ainsi seulement aurait été constitué l'organisme historique appelé à solutionner les problèmes de la crise communiste et à conduire demain les luttes du prolétariat français.

L'Opposition débute en France, par des cercles de littérature politique, antérieurement les syndicalistes révolutionnaires qui, à la fondation du parti, s'orientaient vers le communisme et avaient adhéré à celui-ci, s'en séparèrent à nouveau vers de nouvelles formes du syndicalisme.

L'exil du camarade Trotsky devait représenter une occasion favorable au regroupement des forces de l'Opposition. A cette époque, l'erreur capitale consista, en France, dans une élimination complète du travail d'analyse politique indiqué ci-dessus et, par la proclamation stérile de l'inutilité de pareil travail puisqu'il était considéré comme suffisant de donner une adhésion aux 4 premiers congrès de l'I.C.

Et ainsi, à la marche des événements, la Ligue Communiste, résultant d'une conglomération de groupes oppositionnels de gauche, ne pût opposer que les 4 premiers congrès de l'I.C. qui ne pouvaient contenir la résolution des problèmes spécifiques à la lutte du prolétariat français. Au surplus, les 4 premiers congrès n'ayant pas donné de solution définitive aux problèmes de la bataille pour le triomphe du communisme et ayant en outre ébauché une résolution tactique qui devait être suivie par la défaite Allemande de 1923, un tel programme politique ne pouvait donc qu'engendrer les crises connues par la Ligue et devait aboutir aux expressions politiques les plus contradictoires.

Pendant la conférence d'unification, qui peut signifier un pas positif pour la construction de l'organisation communiste indispensable, deux méthodes se sont affrontées. Celle qui consistait à mettre délibérément de côté toutes les expériences du prolétariat français, à élaborer un manifeste, courir vers l'élaboration d'une résolution de constitution, qui ne fait que répéter des notions politiques déjà établies sur le mouvement communiste international et qui est muette sur les luttes du prolétariat en France, son passé, son avenir, devait finir par prévaloir. Par

contre, la voie préconisée par notre fraction qui consistait à ne pas jeter d'exclusive contre n'importe quel groupe oppositionnel, à considérer chacun d'eux comme un courant reflétant des opinions du prolétariat français, et comme des réactions prolétariennes au centrisme, fût rejetée.

Nous proposons d'appeler tous ces groupes à une confrontation politique dans le but d'établir une plate-forme reposant sur les bases de l'I.C. : le 2ème congrès.

Certes, notre méthode de travail aurait été plus longue et plus laborieuse, mais les résultats auraient été positifs et le prolétariat français aurait enfin eu son organisation de classe. Nous constatons, à notre grand regret, que l'unification s'est faite avec le même système déjà expérimenté en 30 et qui donna les résultats lamentables que nous connaissons.

Il est encore temps que, pour ne pas s'exposer aux mêmes errements que la Ligue Communiste, nous adressions un appel très vif à l'Opposition unifiée afin qu'elle utilise les leçons du passé, qu'elle aborde avec ardeur et décision les problèmes difficiles et afin qu'elle puisse jeter hardiment les bases de la fraction de gauche du P.C.F., de l'organisme marxiste des travailleurs.

Mai 1933

La Fédération parisienne de la Fraction de gauche

<p>CONTRIBUTION DE LA FEDERATION PARISIENNE DE LA FRACTION DE GAUCHE DU P.C.I. à la CONFERENCE D'UNIFICATION DES GROUPES COMMUNISTES de GAUCHE</p>

1°) - Les groupes : Gauche Communiste, Fraction de Gauche, minorité de la Ligue Communiste, Opposition de gauche de la banlieue ouest (XVème rayon) constatant que l'éparpillement des différents groupes de l'opposition de gauche est une des caractéristiques de la crise communiste tant en France que sur le terrain international. Cet éparpillement est dû : 1°) - au fait que chaque groupe est la conséquence d'une réaction particulière du prolétariat français à la dégénérescence des partis communistes et de l'Internationale Communiste ; 2°) - au fait qu'aucun groupe n'a cherché à approfondir les causes de la crise communiste en établissant une plate-forme politique en connexion avec l'expérience de la lutte des classes en France, liée au déroulement de la lutte de classes dans tous les pays ; 3°) - au fait que la conception et les méthodes qui ont prévalu lors de la constitution de la Ligue Communiste en France et du Secrétariat International, ont vicié la nature et la consistance même d'une véritable fraction communiste de gauche.

Enfin, l'aventurisme organisatoire et politique qui ont prédominé tant dans la Ligue Communiste que dans le Secrétariat International.

2°) - Les groupes susnommés ont pris acte au cours de la Conférence d'Unification qu'aucune divergence de principe n'existe entre eux ; les divergences politiques existantes n'étant pas de nature à rendre incompatible la coexistence dans une même organisation, d'autant plus que ces divergences doivent être examinées à la lumière d'une véritable action commune sur la base d'une intervention active dans la lutte du prolétariat français. En conséquence de quoi, décident

de dissoudre les différentes organisations particulières et de créer une seule organisation : la Fraction de gauche du parti communiste français.

3°) - la nécessité de la constitution de la Fraction de gauche du parti communiste français se détermine :

a) par la dégénérescence des partis communistes et de l'I.C. Dégénérescence qui a trouvé ses prémisses dans la défectueuse constitution des partis communistes à leur origine et des défaites du prolétariat international (Allemagne 21 - Hongrie, Bulgarie, Italie, Allemagne 23) et son aboutissement au XVème congrès du Parti communiste russe et du 6ème Congrès mondial (altération des bases fondamentales des principes du marxisme révolutionnaire régénéré par Lénine qui avait porté la victoire de la Révolution d'Octobre et à la constitution de l'Internationale ; socialisme dans un seul pays, etc.) et trouveront leur conclusion inévitable dans la trahison ouverte des partis communistes des intérêts de la révolution communiste mondiale.

b) Cette dégénérescence s'explique aussi par la non-préparation des partis communistes à répondre aux problèmes de la révolution communiste dans les pays capitalistes en connexion avec la coexistence d'un Etat prolétarien d'une part et des Etats capitalistes d'autre part, et aux nouveaux problèmes issus de la crise capitaliste dans le monde entier après la guerre impérialiste de 1914-1918.

4°)) Les bases politiques fondamentales de la fraction de gauche du parti communiste français sont les thèses et résolutions du 2ème Congrès de l'Internationale Communiste.

5°) - Les tâches de la fraction de gauche du P.C.F. sont :

a) Réexamen sur la base des principes marxistes établis au 2ème Congrès de l'I.C. de toute l'expérience du prolétariat international, dont elle se rappelle et revendique en entier.

b) Cet examen doit être fait en relation avec toutes les défaites du prolétariat international et en connexion avec les caractéristiques de la situation actuelle, des luttes passées et présentes du prolétariat français contre sa propre bourgeoisie en particulier, et sur l'échelle internationale dans le but d'enrichir les armes du prolétariat international contre le capitalisme.

c) Par son activité au sein du prolétariat et par sa volonté de résoudre les problèmes de la crise communiste, forger des cadres capables de répondre aux exigences de la lutte révolutionnaire quand des événements de grande envergure se présentent, ou par la trahison ouverte des partis officiels nécessité sera faite aux fractions de gauche de reconstituer les partis communistes.

d) Sur la base des principes ci-dessus exposés une intervention active dans toutes les manifestations de la lutte de classe en France, la fraction de gauche procédera à l'élaboration d'une plate-forme politique qui synthétisera l'expérience du prolétariat français et international, qui s'efforcera d'être aussi la réponse de l'avant-garde consciente du prolétariat français, face à

la bourgeoisie et à la bureaucratie centriste en même temps qu'elle sera le prémisses indispensable pour la création des cadres qui devront conduire demain le prolétariat français à sa victoire d'Octobre.

6°) - La Fraction de gauche du P.C.F. considère que tous ces groupes communistes détachés du parti communiste sont l'expression de réaction existante dans le prolétariat français contre le centrisme et par le fait même que les assises politiques de la fraction de gauche sont à déterminer, éditera un bulletin de discussion intergroupes et éléments qui se réclament des mêmes principes sur lesquels se base la fraction de gauche.

7°) - Sur le terrain international, la fraction de gauche se maintiendra en liaison avec tous les groupes et organisations communistes qui oeuvrent même sur des bases différentes, dans la directive centrale de la solution de la crise communiste.

Dans ce sens elle préconise la parution d'une revue internationale sous la responsabilité de la F.G. du P.C.F., la Gauche communiste allemande et la F.G. du P.C.I., où seront publiés et controversés les différentes expériences du prolétariat international, pour faciliter la formation des cadres bien aguerris pour la révolution communiste internationale.
